



22.036

**Bundesbeschluss
über eine besondere Besteuerung
grosser Unternehmensgruppen
(Umsetzung des OECD/G20-Projekts zur
Besteuerung der digitalen Wirtschaft)**

**Arrêté fédéral
sur une imposition particulière
des grands groupes d'entreprises
(Mise en oeuvre du projet conjoint
de l'OCDE et du G20 sur l'imposition
de l'économie numérique)**

Zweitrat – Deuxième Conseil

CHRONOLOGIE

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 28.09.22 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 01.12.22 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 05.12.22 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 06.12.22 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 06.12.22 (FORTSETZUNG - SUITE)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 08.12.22 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 13.12.22 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 16.12.22 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 16.12.22 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)

Michaud Gigon Sophie (G, VD), pour la commission: Les pays de l'OCDE ont constamment diminué depuis 1980 les impôts sur les entreprises. Dans une période où des investissements essentiels doivent être consentis, ces mêmes Etats se sont donc mis d'accord pour une réforme d'envergure de la fiscalité des entreprises. Ce projet conjoint de l'OCDE et du G20, lancé initialement dans le but d'imposer fiscalement l'économie numérique, repose sur deux piliers.

Le pilier 1 vise à permettre aux Etats du marché d'imposer une part plus importante du bénéfice des grands groupes d'entreprises; il prévoit un transfert des droits d'imposition vers les Etats du marché. Les travaux relatifs au pilier 1 ont pris du retard au sein de l'OCDE et du G20.

En revanche, le pilier 2 est mûr. Il vise à introduire une imposition minimale pour les grands groupes d'entreprises. Il prévoit l'instauration d'un taux d'imposition minimal de 15 pour cent pour les entreprises internationales dont le chiffre d'affaires annuel est d'au moins 750 millions d'euros. Environ 200 entreprises helvétiques et 2000 filiales de groupes étrangers

AB 2022 N 2045 / BO 2022 N 2045

seraient concernées. C'est de ceci que nous débattons aujourd'hui. Nous devons terminer les travaux d'ici la fin de la présente session.

La concurrence internationale intense contraint régulièrement la Suisse à mener des réformes pour préserver sa compétitivité. Dans le domaine fiscal, le Parlement a ainsi dernièrement adopté la loi fédérale relative à la réforme fiscale et au financement de l'AVS (RFFA), qui est entrée en vigueur en 2020. Grâce à cette réforme, la Suisse a abrogé les régimes fiscaux spéciaux prévus pour les sociétés holdings et pour d'autres formes de sociétés qui n'étaient plus acceptés au niveau international. En contrepartie, de nombreux cantons ont réduit leurs taux d'imposition des bénéfices. Or, le nouveau projet de l'OCDE et du G20 nécessite d'adapter à





nouveau le droit fiscal suisse.

Lorsqu'un groupe d'entreprises actif sur le territoire suisse n'atteint pas l'imposition minimale en Suisse ou à l'étranger, la Suisse recourra à une imposition complémentaire. De cette façon, les recettes fiscales reviendront à notre pays et les entreprises qui y sont établies seront à l'abri de procédures fiscales supplémentaires à l'étranger. Il est crucial à cet égard que le dispositif mis en place par la Suisse corresponde aux dispositions modèles de l'OCDE et du G20. Dans le cas contraire, les entreprises risqueraient d'être soumises à une double imposition.

Cet impôt complémentaire revêtira la forme d'un impôt direct et sera conçu comme un impôt fédéral, ce qui lui garantira une meilleure compréhension et acceptation internationale. L'actuel impôt sur le bénéfice perçu par la Confédération et les cantons sera maintenu tel quel pour toutes les autres entreprises. Les quelque 600 000 PME et autres entreprises opérant uniquement en Suisse ne seront donc pas touchées.

Le fédéralisme et la discrétion entourant les questions fiscales ainsi que les incertitudes liées à la mise en oeuvre du projet au niveau international n'ont pas facilité nos débats. Nous aurons besoin de plus de données fiables au moment de légiférer. Pour le moment, nous discutons et adoptons un concept de changement de normes constitutionnelles afin de permettre la mise en oeuvre de la réforme.

Pour la Confédération et les cantons, on table à court terme sur 1 à 2,5 milliards de francs de recettes annuelles supplémentaires provenant de l'impôt complémentaire prélevé en cas de sous-imposition par rapport à l'imposition minimale.

Par ailleurs, les recettes supplémentaires des cantons seront prises en compte dans le cadre de la péréquation financière et de la compensation des charges. Celles-ci ne nécessitent pas de modification.

Le calendrier est serré, car une modification de la Constitution est nécessaire pour appliquer l'imposition différenciée des entreprises. Après l'examen parlementaire, le projet devra donc être soumis au peuple et aux cantons le 18 juin 2023. Une ordonnance transitoire, déjà mise en consultation, doit garantir l'entrée en vigueur de l'imposition minimale le 1er janvier 2024. La loi correspondante sera adoptée ultérieurement.

Après avoir posé les contours du projet, voici, en conclusion, les appréciations de votre commission. La Suisse, connue pour avoir des taux d'imposition des entreprises particulièrement favorables, a tout intérêt à s'aligner pour éviter de laisser partir un substrat fiscal à l'étranger, car des impôts complémentaires pourraient être exigés dans un autre pays. C'est aussi important pour les entreprises multinationales d'avoir un système d'imposition harmonisé. C'était aussi l'avis du Conseil des Etats qui a approuvé en septembre sans opposition la mise en route de cette réforme.

L'enjeu fondamental de ce projet est que la votation du 18 juin 2023 passe la rampe et que la Suisse puisse s'aligner sur le plan international.

Dans un second temps, on le verra dans le bloc 2, il y a un enjeu de répartition et d'affectation. Même s'il s'agit bien d'un enjeu de second ordre, il aura son poids dans le débat public autour de la votation populaire. Il est directement lié à l'objectif principal pour les cantons et la Confédération: face à la perte d'avantages concurrentiels liés à cette harmonisation fiscale, la Suisse cherche à maintenir l'implantation des entreprises multinationales à haut pouvoir fiscal sur son sol. Tous les pays sont confrontés aux mêmes préparatifs. La concurrence est donc internationale. Les questions de justice fiscale globale n'ont pas eu part au débat; en revanche, celle de l'interaction avec la péréquation cantonale, si.

Le besoin d'agir n'est remis en cause par personne, la Suisse est entraînée dans cette réforme. "Diese Vorlage darf nicht scheitern", tel est le mot d'ordre de la grande majorité de votre commission en vue de la votation de juin, et c'est avec cette unanimité que l'entrée en matière a été votée.

Landolt Martin (M-E, GL), für die Kommission: Revisionen des Unternehmenssteuerrechts aufgrund internationaler Entwicklungen sind ja in der Zwischenzeit keine Neuheit mehr. Das neueste Projekt der OECD und der G-20 ist dasjenige zur Besteuerung der digitalen Wirtschaft und macht wiederum Anpassungen notwendig. Dieses Projekt ist in zwei Säulen gegliedert. Mit der Säule 1 sollen Marktstaaten einen höheren Anteil des Gewinns grosser Unternehmensgruppen besteuern dürfen. Im Grundsatz soll das Steuersubstrat dorthin verlagert werden, wo auch die Geschäftstätigkeit stattfindet. Mit der Säule 2 soll eine Mindestbesteuerung grosser Unternehmensgruppen eingeführt werden. Die Arbeiten an der Säule 1 verzögern sich, während die Arbeiten an der Säule 2 weit fortgeschritten sind.

Die von der OECD und der G-20 vereinbarte Mindeststeuer ist also eine Realität, die auf uns zukommt. Der Bundesrat hat deshalb im Januar 2022 beschlossen, dem Parlament eine Verfassungsänderung vorzuschlagen. Anschliessend kann über eine temporäre Verordnung sichergestellt werden, dass die Bestimmungen zu dieser Mindeststeuer per 1. Januar 2024 in Kraft treten können. Der Zeitplan ist also relativ ambitioniert, zumal dieses Vorgehen eine Volksabstimmung beinhalten wird. Wir wissen aus der Vergangenheit, dass noch lange



nicht jede Steuervorlage eine Volksabstimmung überlebt hat.

Der künftige Mindeststeuersatz von 15 Prozent soll für internationale Unternehmen mit einem Jahresumsatz von mindestens 750 Millionen Euro zur Anwendung kommen. Es wird davon ausgegangen, dass in der Schweiz etwa 200 Unternehmen sowie etwa 2000 Tochtergesellschaften ausländischer Konzerne betroffen sein werden. Die übrigen rund 600 000 Unternehmen in der Schweiz, namentlich die KMU, werden von der Mindestbesteuerung nicht erfasst.

Die Mindestbesteuerung soll in der Schweiz über eine Ergänzungssteuer sichergestellt werden, damit die zusätzlichen Steuereinnahmen dann auch in der Schweiz bleiben und nicht von Steuerverfahren im Ausland tangiert werden. Deshalb macht es Sinn, dass das schweizerische Regelwerk mit den OECD/G-20-Mustervorschriften übereinstimmt, auch wenn, zumindest theoretisch, weder eine politische noch eine rechtliche Verpflichtung besteht.

Wir sind Zweitrat, und die aktuell zentrale und definitiv am meisten diskutierte Differenz zum Erstrat liegt in der Frage nach der Verteilung der Mehreinnahmen – dazu aber mehr in der Detailberatung. Man darf aber jetzt schon feststellen, dass die Mindeststeuer zu Mehreinnahmen führen wird. Es wird also niemandem, insbesondere keinem Kanton, Geld weggenommen, das er bisher eingenommen hat.

Die eigentliche Herausforderung liegt denn auch vielmehr in der künftigen Standortattraktivität. Diese Mindeststeuer führt zu neuen Spielregeln im internationalen Standortwettbewerb. Das Ziel heisst "gleich lange Spiesse", was für die Schweiz nicht unbedingt etwas Gutes bedeutet, da wir im internationalen Vergleich ein steuerlich attraktives Land sind. Einzelne Kantone wurden bisher sogar als Steuerparadiese bezeichnet. Wenn sich das Steuersubstrat nun aber aufgrund internationaler Vorgaben erhöht, dann ist es nicht selbstverständlich, dass dieses Steuersubstrat auch gehalten werden kann. Denn es fällt ein wichtiges Instrument im Standortwettbewerb weg, nämlich die tiefen Steuern.

Das sind meine vorläufigen Ausführungen zum Eintreten. Ich erlaube mir, mich hier einigermaßen kurz zu halten, da wir in der Detailberatung und insbesondere in Block 2 noch viel miteinander zu diskutieren haben werden.

Ihre Kommission ist ohne Gegenstimmen auf diese Vorlage eingetreten und beantragt Ihnen, dies ebenfalls zu tun.

AB 2022 N 2046 / BO 2022 N 2046

Ritter Markus (M-E, SG): Wir in der Schweiz haben wahrlich nicht auf diese Steuerreform gewartet. Das OECD/G-20-Projekt zur Besteuerung der digitalen Wirtschaft ist für ein Land wie die Schweiz eine grosse Herausforderung. Während die Säule 1 dieses Projektes für eine Marktstaatbesteuerung grosser Unternehmensgruppen zurzeit noch nicht in die Umsetzung kommt, ist vorgesehen, die Säule 2 für eine Mindestbesteuerung auf den 1. Januar 2024 einzuführen. Mit der Säule 2 sollen grosse Unternehmensgruppen mit mindestens 750 Millionen Euro Umsatz mit einer Mindeststeuer von 15 Prozent belegt werden. Dabei werden die bisherigen Steuern von Bund und Kantonen weitergeführt. Damit die Mindestbesteuerung von 15 Prozent in der gesamtstaatlichen Betrachtung erreicht wird, wird eine Ergänzungssteuer des Bundes eingeführt.

Es ist eine Verfassungsänderung notwendig, damit in der Schweiz vom Prinzip der Besteuerung nach Gleichmässigkeit und vom Prinzip der Besteuerung nach der wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit abgewichen werden kann. Dies ist aus Sicht der Mitte-Fraktion ein erheblicher Eingriff in unser Steuersystem. Es muss von Volk und Ständen in einer Abstimmung über eine Verfassungsänderung am 18. Juni 2023 gutgeheissen werden. Nur so ist es möglich, aufgrund dieser internationalen Vorgabe Gleiches nicht mehr gleich zu besteuern. Das gilt es bei allen unseren Entscheiden zu diesem Geschäft zu bedenken. Wir müssen das Volk – ich möchte betonen: das Volk – davon überzeugen, dass dieser Entscheid, der eine erhebliche Tragweite hat, richtig, angemessen und auch im Interesse der Schweiz ist. Das ist wahrlich keine leichte Aufgabe, wie wir feststellen, wenn wir die Abstimmungen zu den Steuervorlagen der vergangenen Jahre anschauen.

Bundesrat, Ständerat und auch die Mehrheit der WAK-N haben sich dafür entschieden, dass bei Unternehmen mit über 750 Millionen Euro Umsatz die Besteuerung einer allfälligen Differenz bis zu einem Satz von 15 Prozent durch eine Ergänzungssteuer des Bundes erfolgen soll. Dies ist wichtig, weil die OECD die gesamtstaatliche Steuerbelastung in einem Land und nicht die Steuerbelastung in einem einzelnen Kanton überprüfen wird. Viele dieser grossen Unternehmen haben in mehreren Kantonen Betriebsstätten und werden damit heute auch in mehreren Kantonen besteuert. Hier braucht es eine koordinierende Rolle des Bundes.

Zudem ist mit einer Ergänzungssteuer des Bundes und damit mit der nationalen Sicherstellung der Vorgaben der OECD auch die internationale Akzeptanz unseres Steuersystems für diese Unternehmen höher. Vor diesem Hintergrund ist klar festzuhalten, dass diese Ergänzungssteuer keine kantonale Steuer ist. Deshalb gibt



es auch keine Anpassungen im Steuerharmonisierungsgesetz.

Bundesrat und Kantone möchten, dass 75 Prozent dieser Ergänzungssteuer vom Bund an die Kantone überwiesen werden. Dabei ist zu bedenken, dass diese Ergänzungssteuer nicht gleichmässig in allen Kantonen anfällt, sondern dass Basel-Stadt und Zug ungefähr 40 Prozent des gesamten Anteils der Kantone zugesprochen bekämen. Da die OECD eine Mindestbesteuerung der betroffenen Unternehmen mit 15 Prozent sicherstellen möchte, hat sie sehr klare Vorgaben beschlossen, wonach den Unternehmen die höheren Steuergelder nicht durch die Hintertüre wieder zufließen dürfen. Die Kantone, die sehr viel Geld vom Bund erhalten sollen, sind es bisher schuldig geblieben zu sagen, wie sie diese Mittel künftig einsetzen wollen. Zu befürchten ist, dass mit einem weiteren Absenken der Steuersätze für die natürlichen Personen in Tiefsteuernkantonen der Steuerwettbewerb oder mit Fördermitteln der Standortwettbewerb sehr stark angeheizt werden könnte. Deshalb ist es für die Mitte-Fraktion von grosser Bedeutung, dass im Hinblick auf die Volksabstimmung ein pragmatischer Weg gewählt wird, der auch erklärt werden kann.

Die Standortförderung ist innerhalb der Schweiz zunehmend auch eine Verbundaufgabe, die durch den Bund wahrgenommen wird. Damit werden wir auch über unsere Landesgrenzen hinaus stärker beachtet. Hier gilt es die internationale Strahlkraft z. B. der ETH zu erwähnen, aber auch die wichtigen Investitionen in die Infrastrukturen, die im Standortwettbewerb eben eine hohe Bedeutung haben. Auch darum macht es Sinn, dass der Bund die entsprechenden Mittel einsetzen kann. Dies ist in Absatz 8 der Übergangsbestimmungen zu Artikel 129a auch so angedacht.

Warnen möchte die Mitte-Fraktion davor, die Vorlage mit weiteren Anliegen wie Anpassungen der direkten Bundessteuer für natürliche Personen und damit mit milliardenschweren Steuerausfällen anzureichern. Dazu gibt es eine Minderheit. Dies würde die Vorlage stark gefährden und aus dem Gleichgewicht bringen.

Die Mitte-Fraktion bedauert, dass die Zahlengrundlage in der Botschaft zur Frage der Auswirkungen der Auszahlung der Gelder aus dieser Ergänzungssteuer des Bundes an die verschiedenen Kantone sehr dünn ist. Auch auf Nachfrage konnten die Zahlen nicht präzisiert werden. Dies zieht sich leider wie ein roter Faden durch die verschiedenen Steuervorlagen der letzten Zeit. Die Mitte-Fraktion hält fest: Wenn der Bundesrat keine Zahlen vorlegt, erhalten andere Gutachten zur Thematik eine hohe Bedeutung. Dies gilt für die Diskussionen sowohl hier im Parlament als auch in der Öffentlichkeit. Hier besteht für den Bundesrat Handlungsbedarf.

Es ist unschön, dass die Schweiz auf internationalen Druck hin das Steuersystem mit einer Verfassungsanpassung ändern muss. Tun wir das aber nicht, könnten die Unternehmen, die in der Schweiz betroffen sind, vom 1. Januar 2024 an durch andere Staaten, in denen sie einen Sitz haben, mit einer Ergänzungssteuer bis zum Erreichen der Schwelle von 15 Prozent belegt werden. Damit entstünde für diese Unternehmen eine hohe Rechtsunsicherheit; dies möchten sie unter allen Titeln vermeiden. Allerdings muss die Lösung, die das Parlament dem Volk zur Abstimmung unterbreitet, so überzeugend sein, dass die Mehrheit von Volk und Ständen bereit ist, einer Verfassungsänderung *contre coeur* zuzustimmen. Bedenken wir das.

In diesem Sinne wird die Mitte-Fraktion auf diese Vorlage eintreten. Ich lade Sie ein, das auch zu tun.

Walti Beat (RL, ZH): Dieses Projekt der OECD und der G-20 verfolgt das Ziel, den internationalen Steuerwettbewerb wenn nicht abzuschaffen, so doch massgeblich einzuschränken und den Wettbewerb von der Steuer- auf die Subventionsebene zu verlagern. Damit werden die Rahmenbedingungen des internationalen Wirtschaftens undurchsichtiger. Volkswirtschaftlich gesehen, ist das ineffizient. Es wird sich für alle beteiligten Volkswirtschaften nicht positiv auf die Wohlfahrtsentwicklung auswirken – auch nicht für die Schweiz. Trotzdem ist, wie ich hier ungern sage, die Umsetzung dieses Projekts in nationales Recht alternativlos. Eine Verweigerung wäre zwecklos. Um einen aktuellen Vergleich zu bemühen, könnte man sagen: Wer an der Weltmeisterschaft Fussball spielen will, muss akzeptieren, dass dort mit der Offside-Regel und dem Videoschiedsrichter gespielt wird. Wenn er das nicht akzeptieren kann, ist er einfach nicht dabei. Insofern müssen wir die internationalen steuerrechtlichen Gepflogenheiten akzeptieren.

Eine Verweigerung wäre weder für den Staat noch für die Einwohnerinnen und Einwohner der Schweiz gut, weil das Steuersubstrat, das wir nicht beanspruchen, dann nämlich einfach in anderen Ländern beansprucht werden könnte. Auch die betroffenen Unternehmen würden nicht besser davonkommen. Sie würden eben anstatt in der Schweiz im Ausland Steuern zahlen.

Wenn wir mit diesen internationalen Vorschriften nicht kompatibel wären, würde das zu zusätzlicher Rechtsunsicherheit für die betroffenen multinationalen Unternehmensgruppen führen. Das wäre sehr schlecht. Wir wissen, dass diese Unternehmensgruppen für die Schweiz und ihre Steuererträge ausserordentlich wichtig sind. Gerade kürzlich, Ende November, hat das Bundesamt für Statistik eine Studie über die Bedeutung der multinationalen Unternehmensgruppen publiziert. Da können Sie nachlesen, dass diese für insgesamt etwa 1,4 Millionen Arbeitsplätze zuständig sind, ausländisch kontrollierte Unternehmensgruppen für etwa 500 000



Arbeitsplätze. Das sind erhebliche Zahlen; denken Sie auch an Löhne und Sozialversicherungsbeiträge.

AB 2022 N 2047 / BO 2022 N 2047

Wir wissen auch aus der Steuerstatistik, dass etwa 2,8 Prozent der Unternehmen für 90 Prozent der Unternehmenssteuererträge geradestehen; das sind fast 12 Milliarden Franken jährlich. Das sind ausserordentlich eindrückliche und wichtige Zahlen zur Finanzierung unserer staatlichen Leistungen. Die Definition der multinationalen Unternehmensgruppen ist zwar nicht absolut deckungsgleich mit den hier betroffenen Unternehmen, trotzdem bilden diese eine sehr wichtige Teilmenge davon.

Der Wettbewerb wird sich also von der Steuer- auf die Standortpolitik verlagern. Mit dem Wegfall eines guten Standortarguments, nämlich tiefer oder attraktiver Steuern, wird die relative Bedeutung anderer Standortfaktoren umso grösser werden. Andere Standortfaktoren sind für die Schweiz, das muss man ehrlich sagen, in vielen Fällen eher nachteilig. Ich denke da insbesondere an das hohe Kostenniveau, das unser Land auszeichnet, und nicht zuletzt werden die hohen Löhne, die wir sehr schätzen, negativ zu Buche schlagen. In der Konsequenz heisst das, dass unser Land in Zukunft stärker in Standortfaktoren investieren müssen, die für die betroffenen Unternehmen, sprich die neu zusätzlich besteuerten multinationalen Unternehmensgruppen, von Relevanz sind.

Damit stellen sich zwei Fragen. Die erste ist: Wie viel können wir denn überhaupt in solche standortfördernde Massnahmen investieren? In diesem Zusammenhang möchte ich noch eine Bemerkung zu dem machen, was die Kommissionsberichtersteller und der Sprecher der Mitte zu den steuerstatistischen Grundlagen gesagt haben, auf denen wir dieses Geschäft beraten: Tatsächlich sind diese Grundlagen sehr unbefriedigend. Das hat im konkreten Fall aber viel damit zu tun, dass selbst seitens der OECD noch nicht geklärt ist, nach welchen konkreten Mechanismen und Gegebenheiten die Kalkulationen erfolgen müssen. Man kann es also gar nicht wissen, selbst wenn man es wissen müsste. Das ist nicht nur für uns als Entscheidungsträger schwierig, sondern insbesondere auch für die betroffenen Unternehmen. Sie werden sich ja schon in Bälde auf neue Regimes einstellen müssen und wissen gar nicht, nach welchen Regeln in Zukunft gespielt wird. Wir müssen uns auf jeden Fall davor hüten, das Fell zu verteilen, bevor der Bär erlegt ist, wie man so schön sagt. Aber sicher darf man davon ausgehen, dass etwas an Mehrerträgen anfallen wird.

Wenn es um Investitionen in die Standortqualitäten geht, lautet die zweite Frage, wer das denn tun soll: der Bund oder doch eher die Kantone? Wir sind der Meinung, dass die Kantone in dieser Frage besser aufgestellt sind. Sie sind näher an den betroffenen Unternehmen, sie kennen deren Bedürfnisse und die Ausgangslage. Sie wissen, an welchen Orten und mit welchen Massnahmen sie die zusätzlich verfügbaren Mittel wirkungsvoll einsetzen können, sodass es auch in Zukunft attraktiv bleibt, in der Schweiz zu investieren.

Auch mit der bundesrätlichen Lösung und der Lösung des Ständerates – also 75 Prozent bei den Kantonen und 25 Prozent beim Bund – ist für die Kantone eine attraktive Lösung gewährleistet. Man darf damit rechnen, dass mindestens über die NFA-Effekte und die Verteilung der zusätzlichen Bundessteuererträge für alle Kantone etwas Positives abfällt.

In diesem Sinne erübrigt sich die Bitte um Eintreten, weil es gar nicht bestritten ist. Wir werden auch in diesem Sinne die Blöcke 1 und 2 begleiten.

Feller Olivier (RL, VD): Ce n'est pas de gaité de coeur que nous soutenons la réforme qui nous est de fait imposée par l'OCDE et la communauté internationale, mais c'est dans un souci de pragmatisme que nous le faisons.

Il ne faut pas se leurrer, la concurrence entre les différents pays du monde en vue d'attirer de grandes entreprises capables de créer de l'emploi, d'alimenter les caisses des collectivités publiques et de contribuer à la prospérité de la population va demeurer. Elle sera peut-être même encore plus rude à l'avenir qu'aujourd'hui et peut-être un peu moins transparente.

Les instruments en vue d'attirer dans les différents pays des entreprises d'une certaine taille vont probablement évoluer. Nous sommes vraisemblablement en train d'assister sur le plan mondial au remplacement progressif d'un système fondé sur l'impôt, sur la fiscalité, qui a fait la force notamment de la Suisse, à un système fondé sur les subventions et les aides d'Etat. La Suisse ne peut pas ignorer ce phénomène profond qui est à l'oeuvre si elle veut garder son rang parmi les pays aptes à être compétitifs.

Petit pays lié de fait au destin des autres Etats du monde, la Suisse ne peut pas, malheureusement, ne pas mettre en oeuvre la réforme de fait imposée par l'OCDE et la communauté internationale, quand bien même les Etats-Unis ont déjà annoncé qu'ils allaient mettre en place non pas le modèle proposé par l'OCDE, mais un modèle identique. Nous nous réjouissons de voir selon quelles modalités le Delaware, par exemple, va mettre en oeuvre ce modèle identique quant aux effets. Apparemment l'égalité entre grands et petits n'est pas encore



de mise sur le plan international.

Compte tenu de ce contexte, nous estimons que la voie proposée par le Conseil fédéral est la plus opportune. Il s'agit pour l'essentiel de suivre la voie proposée par le Conseil fédéral, sans profiter de la réforme qui est aujourd'hui discutée pour modifier des aspects du système fiscal suisse qui ne sont pas directement visés.

Nous nous opposons en particulier à ce que le produit de cet impôt additionnel soit encaissé et distribué selon des modalités nouvelles, étrangères au cadre actuel politique, juridique et financier. La solution préconisée par le Conseil fédéral est de fait déjà une solution de compromis. La Confédération reçoit 25 pour cent du produit, les cantons en reçoivent 75 pour cent. Le groupe libéral-radical refusera d'aller plus loin, soucieux de ne pas priver les cantons de ressources qui leur reviennent légitimement.

Bendahan Samuel (S, VD): Je ne sais pas s'il vous est déjà arrivé d'aller au restaurant avec une dizaine de personnes et de convenir qu'à la fin du repas l'addition sera divisée par dix. Dans ce cas, peut-être qu'on voit parfois des gens autour de la table se dire qu'ils vont commander un peu plus à manger, des boissons plus chères, prendre deux desserts, trois digestifs et finalement faire payer la collectivité. En définitive, lorsque la division est faite, un convive peut se demander comment ça se fait que ça lui coûte 100 francs alors qu'il n'a presque rien consommé. Cela, c'est ce qu'on appelle en économie le dilemme du prisonnier. C'est une situation où des gens font porter à la collectivité une décision qui est à leur propre avantage.

C'est exactement comme cela que fonctionne la concurrence fiscale. Certains pays font supporter aux autres pays du monde un comportement égoïste. Pour lutter contre ce phénomène, l'OCDE a décidé de mettre en place une réforme. Cette réforme est juste, parce qu'en fin de compte, ce qui est important, c'est que ce ne sont pas seulement les pays qui ont été raisonnables en matière d'impôt qui y gagnent, mais tout le monde. Dans une situation comme celle-ci, si tout le monde est raisonnable, au bout du compte, tout le monde est plus heureux.

Le projet consiste à fixer un taux d'imposition minimum de 15 pour cent. Mais réfléchissons un peu. Qui, dans les personnes physiques de notre pays, peut se vanter d'être imposé à moins que ça? Si on compte les charges incroyables qui n'ont cessé d'augmenter, comme les primes d'assurance-maladie, les impôts et plein d'autres, le total dépasse largement les 15 pour cent du budget des ménages. Souvent, juste les primes d'assurance-maladie atteignent presque ce seuil, voire le dépassent.

Ce débat n'a pas pour sujet la concurrence ou les cantons. C'est un débat dans lequel on dit que les entreprises doivent quand même contribuer un minimum par leurs bénéfices – je le rappelle, leurs bénéfices –, c'est-à-dire ce qu'elles gagnent après avoir payé toutes leurs charges. Elles doivent contribuer en étant imposées au minimum à 15 pour cent. C'est somme toute assez peu pour bénéficier des infrastructures des pays où elles sont implantées. Ce n'est pas une lutte entre différents cantons. Ce n'est pas une lutte entre Zurich, Zoug, Genève et Bâle. En réalité, c'est une question qui oppose plutôt d'autres personnes: la population de ce pays aux

AB 2022 N 2048 / BO 2022 N 2048

grosses multinationales. Ce dont nous discutons en parlant de répartition n'est pas vraiment de savoir qui de Genève, de Vaud, de Zurich ou de Berne gagnera, mais de savoir qui de la population de ce pays ou des grandes multinationales qui engrangent des millions gagnera.

Nous avons enfin une réforme qui rétablit un semblant de justice. Il n'est que justice que le produit de cette réforme soit effectivement rendu à la population, à une population qui a d'énormes besoins, pour lutter contre la perte du pouvoir d'achat, par exemple. Aujourd'hui, la vie est dure, les charges augmentent, les salaires n'augmentent pas ou pas assez. Face à cela, c'est le moment de faire quelque chose pour la population. Soyons clairs: ce que nous proposons, avec une répartition 50/50, c'est en réalité une proposition totalement équilibrée qui permet quand même aux cantons d'obtenir largement des moyens, alors qu'ils ont décidé de fixer librement leur taux d'impôt et qu'ils peuvent, s'ils le souhaitent, le fixer directement à 15 pour cent et toucher tout. Les cantons restent souverains. Ce que nous faisons ainsi est de permettre à la Confédération de dire: "les recettes de cet impôt ne doivent pas bénéficier qu'aux très grosses entreprises, mais elles doivent aussi un peu bénéficier à la classe moyenne de ce pays, qui en a grand besoin". Nous proposons par exemple, à cet égard, d'utiliser une partie des moyens pour l'accueil extrafamilial. Ce n'est d'ailleurs pas une mesure qui n'aide que les gens; elle aide les gens et elle aide l'économie et les entreprises de ce pays.

La proposition de faire 75/25 est une proposition qui, en réalité, donne l'essentiel de l'argent et du produit de cette réforme à des cantons qui pratiquent parfois le dumping fiscal ou qui, en tout cas, concentrent déjà d'énormes sociétés et de grandes multinationales. Ce n'est pas une répartition équitable, car cela ne signifie pas que tous les cantons recevront trois quarts de l'argent; seuls quelques cantons se tailleront la part du lion au détriment de tous les autres. J'aimerais être tout à fait clair: pour le groupe socialiste, ce serait inacceptable.



Une répartition tellement inégale de ce produit qu'elle reviendrait quasiment à encourager le dumping fiscal serait totalement injuste. Dans ce cas, nous refuserions cette réforme. S'il y a 75 pour cent et 25 pour cent, c'est-à-dire si l'on donne tout aux quelques cantons qui, en gros, pratiquent le dumping fiscal et qui jouent trop de la concurrence fiscale, alors nous refuserons cette réforme, car elle ne serait pas juste.

Nous devons dire une chose: les réformes fiscales doivent profiter à la population de ce pays. Et il est juste, pour une fois, après des années d'aide et de soutiens fiscaux aux entreprises, que nous fassions quelque chose pour la population.

De ce point de vue, soutenons à minima la position de la majorité de la commission et adoptons cette réforme qui est bénéfique pour le reste du monde et pour la Suisse.

Grin Jean-Pierre (V, VD): Cher collègue, vous parlez de la répartition entre la Confédération et les cantons. Ne pensez-vous pas qu'avec une répartition 50/50 – puisque l'on discute de la différence entre le taux d'imposition cantonal et le taux de 15 pour cent –, les cantons remonteront leur taux d'imposition pour profiter d'une manne financière plus importante, si on prend encore 25 pour cent supplémentaires à la proposition du Conseil fédéral?

Bendahan Samuel (S, VD): Monsieur Grin, je vais être clair. Le but de la réforme de l'OCDE est de trouver enfin un mécanisme intelligent qui permette aux pays de décider eux-mêmes de monter les taux. La Confédération s'assure que cela soit fait à l'échelle des cantons, mais si les cantons décident de le faire eux-mêmes, c'est exactement dans l'esprit de la réforme. Donc, bien sûr, mais dans ce cas j'aimerais être clair: si un canton décide de monter le taux à 15 pour cent, il doit le faire pour toutes les entreprises. Nous trouvons cela juste; ce que nous ne trouverions pas juste, ce serait le fait qu'un canton baisse son taux en faisant du dumping à un niveau de 11, 10 ou 9 pour cent parce qu'il peut tout de même toucher le produit de l'impôt pour les multinationales. Cela serait un peu abusif.

Wermuth Cédric (S, AG): Selbstverständlich begrüsst die sozialdemokratische Fraktion die OECD-Reform. Die Eindämmung – Herr Walti hat recht: nicht die Abschaffung – des internationalen Steuerwettbewerbs ist zweifelsohne ein zivilisatorischer Fortschritt, den es zu begrüssen gilt. Es gibt jedoch drei Bedingungen, die erfüllt sein müssen, damit die Umsetzung in diesem Land mehrheitsfähig wird, andernfalls haben wir grössere Bedenken:

1. Es braucht internationale Kompatibilität: Wir wollen nicht schon wieder eine Umsetzung mit Schlupflöchern, wie beim ersten Anlauf der Unternehmenssteuerreform III. Die jetzige Variante sollte das gewährleisten.
2. Die ganze Schweiz muss profitieren. Wir müssen endlich verstehen, dass der Hauptstandortvorteil – egal, in welchem Kanton – darin besteht, Teil der Schweiz zu sein. Jede Region trägt ihren Teil dazu bei. Wir sollten etwas vom hohen Ross herunterkommen und nicht mehr glauben, nur die eigene Standortförderung sei so genial und für den Erfolg verantwortlich. Ich nehme extra ein Beispiel aus meinem Kanton, damit es niemandem sonst wehtut, und zwar das Beispiel der Stadt Baden. Das ist sicher eine sehr schöne Stadt. Aber seien wir ehrlich: Ihr Hauptstandortvorteil ist die direkte S-Bahn-Verbindung zum Flughafen Kloten, und das ist auch völlig in Ordnung so. Jede Region hat eine andere Aufgabe. Der Clou ist das Zusammenspiel der verschiedenen Regionen. Die neuesten Zahlen zur Ressourcenausstattung des Finanzausgleichs machen klar, dass die Disparitäten in diesem Land wieder grösser werden. Wir dürfen nicht zulassen, dass das weiterhin passiert und der Steuerwettbewerb noch mehr zunimmt.
3. Die Menschen, die ursprünglich an der Erwirtschaftung des Wertes beteiligt waren, der am Schluss in Form von Steuern abgeschöpft wird, müssen wirklich profitieren.

Ich möchte ein Missverständnis korrigieren: Die Idee der Mindeststeuer ist nicht, dass die zusätzlichen Steuereinnahmen direkt wieder in die Konzernzentralen oder an die Manager dieser Unternehmen zurückverteilt werden. Die Idee ist, dass die Menschen in diesem Land endlich etwas weniger beitragen müssen, als sie bisher beitragen mussten, weil grosse Unternehmen nicht ihren gerechten Anteil an der Finanzierung der öffentlichen Infrastrukturen geleistet haben.

Wir laufen Gefahr, der Bevölkerung aus dieser Session ein verheerendes Signal zu geben. Gestern hat der Ständerat entschieden, dass es in diesem Land kein Problem mit den explodierenden Krankenkassenprämien gibt. Er hat das Problem schlicht und ergreifend ignoriert. Der Gegenvorschlag hätte vielleicht zwei Milliarden Franken gekostet. Wir kommen, wenn es dumm läuft, aus dieser Session mit Entscheiden heraus, die bedeuten: Wir haben schon zwei Milliarden Franken zusätzlich, aber nur für die grossen Unternehmen, nicht für die Menschen in diesem Land. Das wäre ein verheerendes Signal, das das Parlament in diesen Zeiten – Herr Bendahan hat es ausgeführt – unter keinen Umständen aussenden darf.

Ich bitte Sie inständig, beim Kompromiss der WAK-N zu bleiben, was die Verteilung angeht. Damit könnten wir



so knapp leben. Sollten wir wirklich zum Beschluss des Ständerates, dem Entwurf des Bundesrates zuzustimmen, zurückkehren, dann würden wir hier drin faktisch eine Lex Zug verabschieden; es wäre nichts anderes. Wenn der Beschluss des Ständerates durchkommt, dann gehen über 40 Prozent der zusätzlichen Einnahmen – 40 Prozent! – an zwei von 24 Kantonen; bei zwei weiteren ist die Berechnungsgrundlage etwas schwierig, diese können wir nicht in die Statistik nehmen. Das wäre die Folge davon. Versuchen Sie einmal, das der schweizerischen Bevölkerung zu erklären. Das wäre schwierig.

In Block 2 bitten wir Sie dann, der Minderheit I (Badran Jacqueline) zu folgen, was die Koppelung der Einnahmen angeht. Der Bundesrat schlägt relativ schwammig vor, diese für die Standortförderung zu verwenden. Das ist eine relativ breit gefasste Bestimmung, aber wir werden noch die Möglichkeit haben, darüber zu diskutieren. In der aktuellen Situation des dringenden Fachkräftemangels wäre es nichts als richtig, dieses Geld für die Förderung des inländischen Fachpersonals und gegen den Fachkräftemangel zu verwenden. Hier beantragt Ihnen die Minderheit, das Geld direkt in die Förderung

AB 2022 N 2049 / BO 2022 N 2049

der Kindertagesstätten zu investieren. Das wäre eine Entlastung der Unternehmen, eine Entlastung der Kantone und eine Entlastung der Haushalte – eine ganz seltene Win-win-Situation.

Das wäre ein gutschweizerischer Kompromiss: eine Aufteilung von 50/50 mit einem Deckel und die Verwendung des Geldes für etwas, was allen zugutekommt. Das, meinen wir, wäre eine schweizerische Wirtschaftspolitik, die sich vertreten liesse.

Ich bitte Sie, diesem Konzept zu folgen.

Molina Fabian (S, ZH): Die ursprüngliche Idee der OECD-Mindeststeuer war es, dass man den Steuerwettlauf auf internationaler Ebene reduziert, damit gewisse Dumping-Standorte, zu denen auch die Schweiz gehört, armen Ländern im globalen Süden im Konzernbesteuerungsbereich nicht mehr direkt das Steuersubstrat entziehen können. Diese Mindeststeuer hat dieses Ziel zumindest teilweise nicht erreicht. Meine Frage ist jetzt, Herr Kollege Wermuth: Sind Sie nicht auch der Meinung, dass das, was wir jetzt machen, nicht allen zugutekommt, sondern nur allen in der Schweiz, und dass wir an der Situation im globalen Süden, an diesem Raubzug, überhaupt nichts ändern? Warum ändern wir daran nichts?

Wermuth Cédric (S, AG): Besten Dank für die Frage, Herr Kollege Molina. Sie haben natürlich insofern recht, als es zwei Achsen des Steuerwettbewerbs gibt. Es gibt einen Steuerwettbewerb innerhalb der Schweiz. Dieser würde mit der 75/25-Lösung des Bundesrates und des Ständerates noch verschärft. Lassen Sie mich hier klar sein: Sollte das durchkommen, wird die sozialdemokratische Fraktion diese Vorlage ohne Wenn und Aber ablehnen – einfach damit das deutlich deklariert ist.

Dann gibt es den internationalen Steuerwettbewerb. Dieses Problem lösen wir nicht. Ja, hier haben Sie recht: Ein Teil der Gewinne, die in der Schweiz anfallen und aus denen wir dann Steuern beziehen, kommt eigentlich aus Ländern des globalen Südens. Dort entsteht die Wertschöpfung, und dorthin sollte dieses Geld wieder zurück. Wir haben relativ früh gemerkt, dass in der nationalrätlichen WAK für diese Dimension der globalen Gerechtigkeit in der Säule 2 wenig Verständnis besteht. Darum gibt es keinen konzisen Antrag dazu. Wir werden aber die Möglichkeit haben, im Rahmen der Umsetzung der Säule 1, also des Marktstaatsprinzips, auf diese Frage zurückzukommen.

Ich meine, wir sollten uns an Ihre Bemerkung erinnern, wenn es dann in den nächsten Jahren darum gehen wird, die Klimafinanzierung aufzugleisen und die Lasten global so zu verteilen, dass die Staaten des reichen Nordens ihre Verantwortung wahrnehmen. In diesem Sinne: Ja, Sie haben leider recht. Wir werden dieses Problem aber im Rahmen dieser Vorlage nicht lösen können.

Ryser Franziska (G, SG): Die OECD-Mindeststeuer ist die Antwort auf einen immer aggressiver werdenden internationalen Steuerwettbewerb. Steueroasen und Gewinnverschiebungen in andere Länder haben es den grössten und lukrativsten Unternehmen wie Apple, Meta oder Google ermöglicht, weltweit Steuern im gerade einmal einstelligen Prozentbereich zu zahlen. Dieses "race to the bottom" kann nur durch eine international koordinierte Mindeststeuer beendet werden. So ist das Geschäft, das wir heute behandeln, das Resultat gemeinsamer Bestrebungen der OECD, getragen von 130 Ländern, die diese Steuer ebenfalls implementieren wollen.

Die Mindeststeuer ist ein wichtiger Schritt für die Steuergerechtigkeit. Wir dürfen uns aber wirklich nichts vormachen. Die Mindeststeuer führt zwar zu einer besseren Verteilung des Steuersubstrats innerhalb der westlichen Industrienationen, aber die Produktionsländer des globalen Südens werden wenig davon sehen, auch wenn sie das Geld für den Aufbau der Infrastruktur eigentlich dringend nötig hätten. Für sie wird der ange-



dachte zweite Teil dieses Steuerregimes, die Besteuerung digitaler Dienstleistungen in Marktstaaten, eben die Säule 1, von grösserer Relevanz sein. Die Mindeststeuer wird aber den extremsten Auswüchsen des Steuerwettbewerbs ein Ende setzen und dafür sorgen, dass die Steuersätze nicht noch tiefer und noch tiefer geschraubt werden.

Die Umsetzung der OECD-Mindeststeuer in der Schweiz ist deshalb richtig. Deshalb tritt die grüne Fraktion auf dieses Geschäft ein, auch wenn die vorgesehene Verfassungsänderung eine rechtsstaatliche Gratwanderung darstellt, denn wir hebeln damit unsere eigenen verfassungsrechtlichen Grundsätze aus: das Prinzip der Besteuerung nach wirtschaftlicher Leistungsfähigkeit. Dabei hätte es durchaus einen einfacheren, sichereren Weg gegeben, die OECD-Mindeststeuer umzusetzen. Die Kantone hätten ihre Gewinnsteuern einfach anheben können, um so die Vorgaben der Mindeststeuer zu erfüllen und den international tätigen Unternehmen Rechtssicherheit zu gewähren – simpel, transparent und effektiv. Diesen Weg wollte der Bundesrat aber nicht gehen. Stattdessen soll uns ein neuer Verfassungsartikel erlauben, grosse internationale Unternehmen mit über 750 Millionen Euro Umsatz zusätzlich zu besteuern, Verfassung hin oder her.

Wenn unsere Grundsätze aber schon verbogen werden, dann bitte so präzise wie möglich, damit es beim Biegen bleibt und nicht zum Brechen kommt. Wenn wir schon Ausnahmen in unsere Verfassung schreiben, dann sollte dies wohlüberlegt und sorgfältig gemacht werden – gerade bei der Steuerpolitik.

Seit ich in diesem Parlament bin, wurden die Steuervorlagen einseitig und für einen kleinen Kreis von Nutznießerinnen ausgestaltet. Die Bevölkerung hat diese Unausgewogenheiten erkannt und ihnen eine Abfuhr erteilt. Das darf hier nicht noch einmal passieren. Wir sind es den betroffenen Unternehmen schuldig, eine Vorlage zu entwerfen, die bei der anstehenden Volksabstimmung Unterstützung findet, und zwar vom Appenzellerland bis in den Jura. Dafür braucht es zwei Dinge: Erstens müssen die zusätzlich erwarteten Steuereinnahmen – es geht hier ja immerhin um 1,5 bis 2 Milliarden Franken – gerecht verteilt werden, und zweitens müssen diese Gelder sinnvoll eingesetzt werden.

"Gerecht" heisst, dass ein signifikanter Teil dieser Ergänzungssteuer beim Bund landet. Auch hier geht es schliesslich um Steuergerechtigkeit. Der Bundesrat und ein Teil der Kantone haben sich mit ihrem Vorschlag verrannt. Sie folgen lieber dem Motto: Wer hat, dem wird gegeben. Damit zimmert man aber keine mehrheitsfähige Vorlage. Es kann nicht sein, dass diejenigen Kantone, die über eine aggressive Tiefsteuerpolitik bereits heute eine Mehrheit des Steuersubstrats angezogen haben, noch einmal den grössten Teil des Kuchens erhalten. Wir von der grünen Fraktion setzen uns für einen Bundesanteil von mindestens 50 Prozent ein, der eine gerechte Verteilung ermöglicht und den Steuerwettbewerb innerhalb der Schweiz nicht noch weiter anheizt.

"Sinnvoll" heisst, dass das Geld so investiert wird, dass die Unternehmen auch etwas davon haben: einen attraktiven Standort Schweiz, der den Unternehmen beste Rahmenbedingungen liefert, beispielsweise mit dem Zugang zu ausreichend gut ausgebildeten Fachkräften.

Die grüne Fraktion unterstützt also alle Minderheitsanträge, die die Ergänzungssteuer gerecht ausgestalten und die Mittel sinnvoll einsetzen wollen, und lehnt alle Minderheitsanträge ab, die das Steuersubstrat bei wenigen Profitkantonen konzentrieren, intransparente Steuersenkungen ermöglichen oder die Umsetzung der ganzen OECD-Reform inklusive Säule 1 verhindern wollen. Wir danken Ihnen, wenn Sie es uns leicht tun.

Glättli Balthasar (G, ZH): Les injustices fiscales existent globalement à trois niveaux et elles sont énormes. Premièrement, il y a le niveau mondial. C'est le fait que les pays du Sud ne voient que très peu, voire pas du tout, les richesses qui sont exploitées chez eux. Ce scandale n'est pas du tout traité dans le projet qui nous est soumis. Or, la nécessité de veiller à une politique plus équitable n'est pas figée, elle s'accroît. En plus, j'insiste, en plus du renforcement de la coopération au développement existante, il faut renforcer massivement le financement en faveur du climat au niveau international. En effet, ce sont généralement les pays qui ont peu ou qui n'ont pas du tout profité de la prospérité de l'économie des énergies fossiles qui sont maintenant les

AB 2022 N 2050 / BO 2022 N 2050

plus touchés par ses conséquences négatives, c'est-à-dire par la crise climatique. C'est pourquoi le groupe des Verts vous a proposé, dans deux propositions d'amendement budgétaires, d'augmenter à 1 milliard de francs la contribution suisse au financement international de la protection du climat. Vous n'avez pas accepté ces propositions, mais nous allons les relancer l'année prochaine; ça, vous pouvez en être sûrs.

Deuxièmement, il y a la concurrence entre les pays industrialisés. Ces pays, comme la Suisse et le Luxembourg, de même que les Etats-Unis, ont déclenché une spirale de dumping fiscal. C'est contre cela que veut agir ce projet en fixant un taux d'imposition minimum pour les grandes entreprises. Il est bon et juste de freiner cette course vers le bas, même si le taux d'imposition minimal de 15 pour cent reste tout simplement trop bas. Troisièmement, il y a la concurrence au sein de la Suisse. C'est de cela que nous allons surtout débattre



aujourd'hui, notamment dans le bloc 2. Pour les Vertes et les Verts, il est clair que ce projet ne doit pas alimenter davantage la concurrence de dumping fiscal surchauffée entre les cantons.

Les recettes supplémentaires doivent être versées au moins à 50 pour cent à la Confédération. En tant que président des Vertes et des Verts, je peux vous dire que je ne peux pas imaginer que les Vertes et les Verts disent oui à un projet avec une part fédérale inférieure à 50 pour cent. Nous savons, premièrement, que la pression pour mettre rapidement sur pied un projet plus équitable après un non dans les urnes subsistera, car sinon les bénéfices restants seront tout simplement taxés à l'étranger. Secondement, même si aucun projet ne devait être présenté, cela mettrait la pression sur les cantons à faible imposition pour qu'ils augmentent leur propre taux d'imposition des entreprises. Voilà un premier pas qui pourrait être fait – pour une fois avec une spirale qui ne tournerait pas vers le bas, mais raisonnablement vers le haut – de manière conforme au principe constitutionnel aujourd'hui encore en vigueur, celui de l'égalité de traitement fiscal.

Dans ce sens, les Vertes et les Verts vous prient d'entrer en matière et de suivre nos minorités.

Grossen Jürg (GL, BE): Die grünliberale Fraktion wird mit Überzeugung auf den Bundesbeschluss über eine besondere Besteuerung grosser Unternehmensgruppen eintreten.

Die OECD hat – zumindest aus ihrer Sicht – ein cleveres Projekt für eine harmonisierte Besteuerung grosser Unternehmen ausgearbeitet und will die sogenannte Säule 2 auf den 1. Januar 2024 in Kraft setzen. Die Funktion des geplanten Systems ist einfach: Wer mindestens 750 Millionen Euro Umsatz macht und mit weniger als 15 Prozent besteuert wird, muss die Differenz zu 15 Prozent im Ausland versteuern. Das bedeutet, dass grosse Unternehmen die Steuer so oder so bezahlen müssen. Die Schweiz muss bei diesem Projekt nicht mitmachen, aber sie darf natürlich. Wenn sie es nicht tut, wird potenziell Steuersubstrat aus der Schweiz abfliessen.

Die von der Ergänzungssteuer betroffenen Unternehmen haben gegenüber dem Bund bekundet, dass sie gerne bereit sind, die Ergänzungssteuer in der Schweiz zu bezahlen, wenn die übrigen Standortbedingungen gut bleiben oder verbessert werden. Der Entwurf hat deshalb eine nicht zu vernachlässigende Bedeutung für den Wirtschaftsplatz Schweiz. Neben unserem liberalen Arbeitsmarkt, den zahlreichen zuverlässigen und guten Rahmenbedingungen für Unternehmen sowie dem Zugang zum europäischen Binnenmarkt sind auch attraktive Steuerbedingungen ein wichtiges Element, um Unternehmen in der Schweiz anzusiedeln und hier zu halten. Die steuerlichen Rahmenbedingungen kommen nun durch die OECD unter Druck, weshalb regulatorischer Handlungsbedarf besteht.

Die Grünliberalen stehen dazu, dass grosse Firmen und Unternehmensgruppen ihren Sitz in der Schweiz haben können und haben sollen. Ein Viertel aller Beschäftigten in der Schweiz arbeitet gemäss Bundesamt für Statistik für eine multinationale Unternehmensgruppe. Wir wollen diesen Unternehmen attraktive Bedingungen bieten und erwarten von ihnen im Gegenzug, dass sie in unserem Land ihren Beitrag leisten, gut bezahlte Arbeitsplätze anbieten, sich aktiv an unserem dualen Ausbildungssystem beteiligen und auch – das gehört dazu – ihrem wirtschaftlichen Erfolg entsprechend Steuern bezahlen.

Diese Vorlage führt nun dazu, dass sich der Wettbewerb stärker von der Steuer- auf die Standortebene verschiebt. Wir unterstützen die vorgesehene Umsetzung mittels einer Ergänzungssteuer über den Bundesbeschluss. Diese Ergänzungssteuer beschränkt sich gezielt auf grosse Unternehmensgruppen mit einem Umsatz von 750 Millionen Euro, bei welchen die Mindestbesteuerung von durchschnittlich 15 Prozent über alle Schweizer Standorte hinweg unterschritten ist. Angesichts des zeitlichen Drucks ist aus Sicht der grünliberalen Fraktion ein Vorgehen in Etappen begrüssenswert. Wir verbinden damit auch eine ordentliche Portion Vertrauensvorschuss an den Bundesrat, welchen er zu gegebener Zeit zu rechtfertigen hat. Mit dem neuen Bundesbeschluss wird der Bundesrat ermächtigt, das OECD/G-20-Projekt vorübergehend direkt auf Verordnungsebene umzusetzen. Erst in einem späteren Schritt soll die Verordnung abgelöst und die Mindestbesteuerung über ein Bundesgesetz geregelt werden.

Die Grünliberalen stehen zum Steuerwettbewerb und sind überzeugt, dass er Innovation und Effizienz ins Steuersystem bringt. Wir sind aber offen dafür, diesen Wettbewerb mit Leitplanken zu versehen, damit er nicht ins Extreme verfällt.

Es geht in dieser Vorlage nicht primär um einzelne Kantone, sondern um den Standort Schweiz als Ganzes. Diesen müssen wir im Auge behalten. Wir Grünliberalen wollen auch keine Gleichmacherei. Wir wollen, dass es sich lohnt, kompetitiv zu sein. Das gilt gleichermassen für natürliche Personen, für Firmen und für Kantone. Die Diskussion hat sich in den vergangenen Wochen vor allem um die Aufteilung des Ertrages zwischen Bund und Kantonen gedreht. Die von der Ergänzungssteuer betroffenen Tiefsteuerkantone und die Wirtschaftsverbände setzen sich vehement dafür ein, dass die Erträge möglichst vollständig an diese Tiefsteuerkantone verteilt werden, mindestens zu 75 Prozent. Andere Kantone, so z. B. mein Wohnkanton, Bern, lobbyieren für



78,8 Prozent Bundes- und lediglich 21,2 Prozent Kantonsanteil. Die Mehrheit der WAK-N hat sich für eine Lösung mit je 50 Prozent Bundes- und Kantonsanteil entschieden, welche beim Kantonsanteil eine Obergrenze von 400 Franken pro Kopf und einen Verteilschlüssel für die Kantone festlegt.

Wir Grünliberalen beantragen ebenfalls eine 50/50-Prozent-Lösung, aber mit einem einfachen Verteilschlüssel, der sich nach dem BIP und dem Bevölkerungsanteil richtet. Andere Minderheiten wollen sogar 100 Prozent bei den Kantonen. Es werden viele Argumente für die jeweilige Aufteilung ins Feld geführt, legitime und weniger legitime. Unsere Aufgabe ist es, mit Blick auf die verschiedenen Interessen eine mehrheitsfähige Lösung zu finden. Einigkeit besteht darin, dass die Erträge für den Erhalt oder für die Verbesserung der Standortqualität eingesetzt werden sollen. Das gilt sowohl für die Bundes- wie auch für die Kantonsbeiträge.

Man kann sich mit Fug und Recht darüber streiten, wo die Gelder wirkungsvoller eingesetzt werden können. Einerseits kommen die Kantone in letzter Zeit ihren Aufgaben nicht zufriedenstellend nach. Ich denke da an die Bewältigung der Corona-Krise, wo der Bund den Grossteil der Kosten übernommen hat. Ich denke an die Gebäudeprogramme, welche nicht, zu spät oder ungenügend umgesetzt wurden. Ich denke an die vergangene Session, als wir den Rettungsschirm für sich im Besitz der Kantone befindende Stromfirmen beschlossen haben. Und ich denke an die über weite Strecken mangelhaften familienexternen Kinderbetreuungsangebote in zahlreichen Kantonen. Überall muss der Bund eingreifen, weil einige Kantone zu wenig machen und ihre Verantwortung nicht wahrnehmen.

Andererseits können wir dem Argument der Subsidiarität natürlich auch viel abgewinnen. Auch wir würden das Geld am liebsten nahe beim Bedarf investieren. Aber eben: Die Bedingung ist natürlich, dass der Einsatz der Gelder volkswirtschaftlich sinnvoll und dienlich erfolgt. Mit Blick auf die düsteren Aussichten für den Bundeshaushalt in den kommenden Jahren sowie angesichts der zusätzlichen Ausgaben, die

AB 2022 N 2051 / BO 2022 N 2051

der Bund in den aktuellen Krisen übernommen hat, muss es erlaubt sein, dass die Aufteilung der Erträge aus der Ergänzungssteuer diskutiert und der Entscheid sorgfältig abgewogen wird.

Was sind die Folgen, wenn am Ende die 50/50-Prozent-Lösung im Beschluss stehen sollte? Die Kantone können und sollen mit ihren 50 Prozent die Standortattraktivität verbessern. Beim Bund sind zahlreiche Projekte hängig, welche für zusätzliche Arbeits- und Fachkräfte sorgen und damit den Standort Schweiz für Unternehmen interessanter machen. Damit meinen wir zum Beispiel die Individualbesteuerung und die familienexterne Kinderbetreuung. Mit diesen Massnahmen werden wir mehr Arbeits- und Fachkräfte in den Arbeitsmarkt bekommen und Anreize dafür schaffen, in Stellen mit hohen Arbeitspensen zu arbeiten. Das macht den Standort Schweiz sehr attraktiv, und es hilft uns, dem Fachkräftemangel entgegenzuwirken. Diese Projekte haben für uns hohe Priorität. Sie brauchen in einer ersten Phase auch eine Finanzierung. Die 50 Prozent Bundesanteil der Ergänzungssteuer dafür zu reservieren, erachten wir als weit sinnvoller und wirtschaftsfreundlicher, als sie zu 100 Prozent an die Tiefsteuerkantone zurückzuverteilen. Diese Lösung macht zudem die Vorlage mehrheitsfähiger.

Gerne erwähne ich ein weiteres Argument für eine hälftige Teilung der Einnahmen. Betrachtet man heute die Erträge aus der Unternehmenssteuer, so sieht man: Es fallen insgesamt etwa 50 Prozent beim Bund und 50 Prozent bei den Kantonen an.

Nach Abwägung aller Argumente sprechen sich die Grünliberalen für eine hälftige Teilung zwischen Bund und Kantonen aus. Die Rückverteilung an alle Kantone soll entsprechend ihrer Wirtschaftsleistung, also gemäss ihrem BIP, und ihrem Bevölkerungsanteil erfolgen. Hier bieten wir einen tragfähigen Kompromiss an, dessen Prinzip bereits in anderen Gesetzen etabliert ist.

Im Weiteren sind wir der Meinung, dass der Bund die Veranlagung übernehmen und sie nicht an die Kantone delegieren soll. Erstens hat der Bund einen Aufwand mit dieser Vorlage, mit der Abwicklung und der Koordination, und zweitens kommt der Bund damit zu einer besseren Datengrundlage für spätere steuerliche Anpassungen. Es gibt zahlreiche betroffene Unternehmen, welche Standorte und eine Steuerpflicht in mehreren Kantonen haben. Die vom Bundesrat vorgeschlagene Veranlagung über sogenannte Lead-Kantone überzeugt nicht, scheint sehr bürokratisch und kompliziert. Es ist stattdessen sinnvoll, die Veranlagung auf Bundesebene zu machen.

Die Grünliberalen treten wie gesagt auf die Vorlage ein und unterstützen sie im Grundsatz, um eine langfristig starke, wettbewerbsfähige Schweizer Wirtschaft zu schaffen und zu erhalten.

Martullo-Blocher Magdalena (V, GR): Mit der Umsetzung der OECD-Mindestbesteuerung beschliessen wir heute über ein Geschäft von enormer Tragweite für die Schweiz, für ihr Steuersubstrat, für Millionen von Arbeitsplätzen und für einen Hauptanteil der Wertschöpfung. Es geht bei dieser Vorlage längst nicht mehr um



die digitale Wirtschaft – diese ist sogar ausgenommen worden –, sondern um die 200 grössten international tätigen Unternehmen in der Schweiz mit einem Jahresumsatz von über 750 Millionen Euro. Als wir die Unternehmenssteuerreform respektive die STAF berieten, sprachen wir schon über diese Grossunternehmen. Wie wir damals feststellten, kommen sie mit ihren Milliarden-Steuerzahlungen für 90 Prozent der Unternehmenssteuern beim Bund und bei den Kantonen auf. Sie tragen stark überproportional zur Wertschöpfung in der Schweiz bei, indem sie viel Forschung und Entwicklung, aber auch Investitionen tätigen. Denken Sie nur an die grossen Pharmaunternehmen, eine Branche, die inzwischen rund die Hälfte des gesamten Exports der Schweiz ausmacht.

Bei dieser Vorlage geht es aber gleichzeitig auch um den bisher entscheidenden Wettbewerbsvorteil des Standorts Schweiz: die im Konkurrenzumfeld mit anderen Ländern attraktiven Unternehmenssteuern der Kantone für solche Grossfirmen. Diese sind massgeblich dafür verantwortlich, dass internationale Unternehmen überhaupt Aktivitäten in der Schweiz ausüben und versteuern. Dank ihnen konnten der Bund und die meisten Kantone in den letzten Jahrzehnten stark wachsende Steuereinnahmen generieren und die Ausgaben steigern. Der Standort Schweiz präsentiert sich für diese international tätigen Grossfirmen per se mit grossen Nachteilen. In der Schweiz sind die Löhne am höchsten, der Markt ist am kleinsten, und es sind weder natürliche Ressourcen noch direkte Meeresanschlüsse vorhanden. Das hohe Ausbildungsniveau inklusive Berufsbildung, die schlanken Strukturen und das attraktive Steuerniveau in den Kantonen kompensieren heute diese Nachteile.

Aus der eigenen Praxis und Erfahrung als Unternehmerin einer der betroffenen Firmen und da ich seit Jahrzehnten im Kontakt mit betroffenen Unternehmen stehe, kann ich Ihnen versichern, dass diese erfolgreichen Grossfirmen und ihre Forschungs- und Entwicklungstätigkeiten international sehr begehrt sind und dass sie andauernd von anderen Staaten umworben werden, mit Fördergeldern und Subventionen, die wir in der Schweiz nicht nötig hatten, weil wir tiefe kantonale Steuern hatten. Die von der OECD-Mindeststeuer betroffenen 200 Schweizer Unternehmen sind bereits sehr international tätig. Vor jedem Standortentscheid und vor jedem Produktions- und Forschungsentscheid wird bei diesen Unternehmen jedes Mal von Neuem bis auf die hinterste Stelle der Cashflow und der Gewinn nach Steuern berechnet. Die verschiedenen Länder werden verglichen, und dann wird über den Standort entschieden.

Der internationale Kampf um die Ansiedlung dieser Unternehmen ist sehr gross. Sie werden international als Hauptattraktion definiert, weil sie lukrative Geschäfte betreiben, Gewinn versteuern und Wohlstand in die Länder bringen, mit Investitionen und Zusatzaufträgen auch in ihrem Umfeld; so profitieren auch zahlreiche Zulieferer davon. Der internationale Standortwettbewerb findet bereits täglich statt. Er hat sich über die letzten Jahre noch massiv verstärkt und ist unerbittlich, ob wir das wollen oder nicht. Diese Grossfirmen beschäftigen deshalb grosse Steuerabteilungen und internationale Steuerberater, damit sie im Dickicht der Förder-, Subventions- und Steuerangebote für sich den richtigen Ländermix herausfinden und definieren können. Es handelt sich hier um ein ausgeklügeltes, fein austariertes System.

Die Unternehmen können ihr Steuersubstrat meist recht einfach – das ist vielleicht für viele von Ihnen überraschend – von heute auf morgen verschieben. Wir würden es dann merken, wenn die Steuereinnahmen fehlten. Zwischen den Konzerngesellschaften werden heute Managementgebühren für Preise, Lizenzen, Produktionserträge, Patenterträge usw. verrechnet. Diese kann man relativ einfach und rasch anpassen, sodass der Gewinn in einem anderen Land anfällt, wo man gleichzeitig noch Förderung und Subventionen bekommt. Deshalb geht es bei dieser steuerlichen Verschlechterung für die Schweiz in erster Linie darum, sicherzustellen, dass diese Unternehmen, ihr Steuersubstrat, ihre Arbeitsplätze und ihre Wertschöpfung in der Schweiz bleiben. Es geht darum, dass die Kantone und die Schweiz international wettbewerbsfähig bleiben.

Mit der OECD-Mindeststeuer werden die Kantone verpflichtet, ihre kantonalen Steuersätze für Grossfirmen zu erhöhen, und zwar nicht nur in Kantonen, welche heute nominell tiefere Steuersätze kennen, sondern auch in den anderen Kantonen, welche, mit Ausnahme von zwei Kantonen, gesetzlich bereits eine steuerliche Förderung von Grossfirmen zulassen und diese auch anwenden. Die Bundessteuer wird unverändert bleiben. Dass der Bund nun einen Teil der Zusatzsteuern im Bundeshaushalt versickern lassen soll, hat mit Gerechtigkeit wirklich gar nichts zu tun.

Mit dieser Vorlage verlieren die Kantone einen wichtigen Teil ihrer Steuerhoheit, und die SVP bedauert dies sehr. Wie bereits bei der STAF zwingt man uns vom Ausland her regelrecht dazu, diese Steuererhöhung vorzunehmen, da sonst einfach andere Länder diese Zusatzsteuer auf die Gewinne unserer Unternehmen in der Schweiz erheben würden. Das ist etwas, das wegen der Unberechenbarkeit und dem Aufwand auch für diese Grossunternehmen nicht gangbar wäre und sie zu Verschiebungen ins Ausland zwingen würde.



Wenn wir nicht mitmachen, zahlen die betroffenen Unternehmen diese Steuerdifferenz also in anderen Ländern, sofern sie nicht abwandern, und das ist sicher die unattraktivste Variante für die Schweiz. Die internationalen Unternehmen sind daran interessiert, ihren Standort hier zu erhalten. Sie brauchen aber, im Gegenzug zu dieser Verschlechterung auf der Steuer- und Finanzseite, von den Kantonen im gleichen Ausmass Verbesserungen.

Die Einführung der OECD-Mindestbesteuerung stellt die Kantone vor grosse Herausforderungen. Ich weiss und bin überzeugt, dass die Kantone diese meistern werden, wenn wir ihnen die dafür notwendigen Mittel aus der Zusatzsteuer, die sie ja jetzt neu erheben müssen, auch wieder zusprechen.

Wir müssen es deshalb den Kantonen überlassen, den Unternehmen neue, massgeschneiderte Standortverbesserungen gewähren zu können. Es ist falsch, per se von Mehreinnahmen zu sprechen. Die Unternehmen haben Mehrkosten und machen Vergleiche mit anderen Ländern, die Förderungen und Subventionen im grossen Stil haben – die Subventionen und Förderungen werden jetzt sogar noch erhöht. Wir müssen diesen Nachteil ausgleichen, wenn wir die Unternehmen am Standort behalten wollen. Wir müssen der massiven Verschlechterung des Standorts Schweiz für die grössten Unternehmen, die am meisten zahlen und am meisten Wertschöpfung bringen, entgegentreten. Wenn wir den Standort gefährden, werden wir alle, Kantone und Bund, darunter leiden, auch die Nehmerkantone. Hier geht es wirklich ans Eingemachte, um die Finanzierung unseres Staates – nicht nur beim Bund, sondern natürlich auch bei den Kantonen.

Aus diesen Gründen unterstützt die SVP-Fraktion das Eintreten. Sie wird aber der Vorlage nur zustimmen, wenn auch die Standortsicherung entsprechend stattfinden kann, wenn also das Geld nicht einfach beim Bund versickert, sondern die Kantone die Möglichkeit haben, Verbesserungen für den Standort zu machen. Auch der Steuerwettbewerb und der Standortwettbewerb der Kantone, die sich bewährt haben, müssen erhalten bleiben.

Bitte stimmen Sie für Eintreten, seien Sie aber auch kritisch: Es geht hier nicht um zusätzliches Geld, das wir einfach verteilen können, sondern es geht darum, trotzdem weiterhin konkurrenzfähig zu sein, mit entsprechenden Massnahmen der Kantone, die diese Massnahmen auch finanzieren müssen.

Maurer Ueli, Bundesrat: Um das OECD-Steuerkonzept noch einmal kurz in Erinnerung zu rufen: Begonnen hat man vor Jahren mit der Frage, ob Firmen aus der digitalen Wirtschaft, die in einem Land keinen Sitz haben, aber dort Produkte verkaufen, nicht am Ort des Leistungsbezugs besteuert werden sollen. Das hat sich dann im Laufe der Diskussion geändert.

Das OECD-Steuerprojekt besteht im Moment aus zwei Säulen. Über die Säule 1 wird noch diskutiert. Sie soll die ganz grossen Firmen betreffen, die weltweit mehr als 20 Milliarden Euro Jahresumsatz erzielen. Diese Frage wird noch diskutiert, es braucht dann einmal einen einstimmigen Beschluss der OECD. Damit ist sie nicht auf unserem Radar, weil wir kaum davon ausgehen, dass sich die Säule 1 in nächster Zeit verwirklichen lässt. Darüber wird aber im Laufe des nächsten Jahres wieder diskutiert, Sie werden das dann den Medien entnehmen können. Aus unserer Sicht besteht im Moment mit Blick auf die Säule 1 keine Gefahr.

Wir sprechen heute über die Säule 2. Dabei geht es um Unternehmen, die weltweit mehr als 750 Millionen Euro Jahresumsatz erzielen. Diese Grossfirmen sollen weltweit eine Steuer von mindestens 15 Prozent bezahlen müssen. In der Schweiz sind nach unseren Schätzungen gut 200 Schweizer Firmen – mit Hauptsitz in der Schweiz – betroffen sowie vermutlich etwa 2000 Tochterfirmen internationaler Konzerne. Wir sprechen also von einer relativ kleinen Zahl von Unternehmen.

In der Diskussion vorhin wurde in den Vordergrund gestellt, dass damit Steuergerechtigkeit entstehen soll. Das ist blauäugig, das muss ich Ihnen einfach sagen. Wenn der Wettbewerb nicht bei den Steuern stattfindet, findet er überall sonst statt. Dieser Wettbewerb hat bereits begonnen. Für die Schweiz besteht damit eine doppelte Gefahr: Einerseits verlieren wir die bestehenden Steuervorteile. Wir sind dann gleich teuer wie andere Standorte, diese Vorteile gehen also verloren. Heute werden den betroffenen Firmen Vorteile in Bereichen angeboten, in denen wir nicht mitziehen können. Da kann es um Bauland gehen, da geht es um direkte Subventionen und um alles Mögliche. Der Wettbewerb hat sich längst verlagert, da wird um Standorte gebuhlt, und dieser Wettbewerb wird intransparenter. Es wäre also blauäugig zu glauben, dass alles besser werde. Aus unserer Sicht wird es für die Schweiz schlechter. Wir laufen nämlich Gefahr, wegen des Steuerwettbewerbs Unternehmen zu verlieren; dies auch, weil wir nicht mehr günstig sind, während andere Staaten auf Gebieten Angebote machen können, in denen wir nichts zu bieten haben. Hier besteht also eine doppelte Gefahr.

Damit ist eigentlich klar – Sie haben jetzt von der Verteilung unter den Kantonen gesprochen, was aus unserer Sicht eine zwar wichtige, aber untergeordnete Frage ist –, dass es primär darum geht, den Wirtschaftsstandort Schweiz zu erhalten. Blickt man auf diese internationalen Unternehmen, die überdurchschnittliche Leistungen erbringen, rund 25 Prozent aller Arbeitsplätze auf sich vereinen und im Steuerbereich weitaus mehr leisten,



stellt man fest, dass sie vielleicht einen Drittel oder gar mehr der schweizerischen Wirtschaft ausmachen. Das ist das grosse Bild. Selbstverständlich werden sich nicht alle diese Unternehmen neu orientieren – aber die Gefahr besteht eben schon. Wir müssen jedenfalls immer sehen: Diese Unternehmen müssen nicht irgendwelche Bereiche ins Ausland verlagern, weil sie bereits in Dutzenden von anderen Ländern präsent sind. Nehmen Sie Nestlé als grosses Unternehmen: Ich glaube, Nestlé bezahlt in rund 130 Ländern Steuern. Da kann man durchaus immer optimieren. Allen anderen geht es gleich. Wie diese 2000 Konzerne, Sitzgesellschaften oder Tochterunternehmen entscheiden, wissen wir nicht. Aber wir wissen, dass sie ihre Bereiche ständig optimieren. Die Schweiz hat eben auch entscheidende Nachteile: Unser Lohnniveau ist nun einmal rund doppelt so hoch wie das der wichtigsten Konkurrenzstandorte. In der Schweiz muss also eine Person doppelt so viel arbeiten, um für den Konzern die gleiche Leistung zu erbringen. Das sind die Gefahren. Wir sollten zunächst dafür schauen, gute Rahmenbedingungen zu schaffen, damit diese Unternehmen in der Schweiz bleiben.

Man kann jetzt schon Schimpftiraden gegen Basel oder Zug oder irgendetwas starten. Aber, wissen Sie, wenn ein grosser Konzern zum Beispiel aus Zug wegzieht, dann fehlen bei uns und im Kanton einige hundert Millionen Franken Steuern. Das betrifft dann natürlich den entsprechenden Kanton, aber es betrifft auch die ganze Schweiz, weil dann auch dem Bund Gelder für die Forschung, Gelder für die Infrastruktur, für den öffentlichen Verkehr fehlen. Eigentlich sind wir letztlich froh, dass wir steuergünstige Kantone haben, die es fertiggebracht haben, diese guten Steuerzahler anzuziehen. Wenn diese wegziehen, betrifft das nicht nur den entsprechenden Kanton, sondern die ganze Schweiz. Damit ist bei dieser Steuervorlage das gesamtschweizerische Bild im Auge zu behalten. Das ist die grosse Aufgabe, die wir erledigen müssen.

Nun haben wir zur Umsetzung ja eigentlich ein Konzept gewählt, das es uns ermöglicht, im Laufe dieses Verfahrens wieder auf neuere Entwicklungen Rücksicht zu nehmen. Heute beraten Sie eine Verfassungsänderung mit Übergangsbestimmungen. Aufgrund dieser Übergangsbestimmungen, die bewusst etwas offen formuliert wurden, werden wir dann eine entsprechende Verordnung erarbeiten, die auf den 1. Januar 2024 in Kraft treten wird. Wir haben Ihnen in den Kommissionen ja zugesagt, dass wir diese Verordnung mit Ihnen besprechen. Die Vernehmlassung ist bereits erfolgt. Wir können das nochmals mit Ihnen diskutieren. Erst wenn wir die Auswirkungen etwas besser kennen und sehen, was da wirklich auf uns zukommt, werden wir die Gesetzgebung dazu machen. Das heisst, wir haben ein dreistufiges Verfahren, das es uns ermöglicht, auf die Entwicklungen Rücksicht zu nehmen. Damit haben wir aus dem Druck, der entstanden ist,

AB 2022 N 2053 / BO 2022 N 2053

einen Vorteil geschaffen. Das ist eigentlich das, was jetzt im Raum steht.

Jetzt haben wir diskutiert, ob es 75 oder 50 Prozent für die Kantone geben soll. Vorab ist einmal festzuhalten, dass das diese internationalen Konzerne überhaupt nicht interessiert. Diese interessiert, welche Bedingungen gelten, wenn sie in der Schweiz eine Produktionsstätte oder einen Sitz haben. Wie wir die Gelder unter den Kantonen oder zwischen Bund und Kantonen verteilen, interessiert sie nicht. Aber die Kantone interessiert es, wie allfällige Mehreinnahmen verteilt werden, und das ist die Frage, die uns hier ganz offensichtlich auch interessiert. Damit ist klar, dass es bei der Aufteilung darum geht, zwischen den bestehenden internationalen Ansprüchen und unserer innenpolitischen Befindlichkeit einen Kompromiss zu finden. Das ist bei dieser Aufteilung die Herausforderung.

Allerdings ist etwas noch einmal festzuhalten: Sie diskutieren jetzt, wie Sie die Gelder verteilen wollen. Wir haben diese Gelder noch nicht. Falls sie einmal kommen, kommen sie etwa ab 2027. Die Leidenschaft, mit der wir mögliche Einnahmen, die ab 2027 eintreffen könnten, heute schon verteilen wollen, ist schon auch etwas gefährlich, denn das internationale Umfeld wird entscheidend sein dafür, ob es überhaupt Mehreinnahmen gibt. Die Frage, wie wir die Gelder verteilen, werden wir in Block 2 noch etwas näher betrachten können.

Es braucht hier aber einen Kompromiss. Wir wissen ja, wie anspruchsvoll Steuervorlagen sind. Wir sind daher bereits vor etwa zwei Jahren in Arbeitsgruppen mit den Kantonen, mit dem Städteverband, mit dem Gemeindeverband und mit den betroffenen Unternehmen zusammengesessen und haben Lösungen gesucht. Wenn ich auf etwas bestehe, dann auf dies: Es ist ein gut abgestützter Kompromiss, den der Bundesrat Ihnen unterbreitet hat und dem der Ständerat zugestimmt hat. Selbstverständlich werden wir in diesen Fragen nie eine hundertprozentige Übereinstimmung haben. Dieser Kompromiss wurde aber während Monaten sorgfältig erarbeitet und entwickelt. Ich glaube, er ist grundsätzlich vernünftig. Wir werden auf diese Verteilung noch einmal zu sprechen kommen.

Es ist eine Vorlage zu etwas, was sich im absolut internationalen Steuerwettbewerb abspielt. Es geht darum, diese Arbeitsplätze, diese Steuereinnahmen, dieses Steuersubstrat auch langfristig zu halten. Das ist das grosse Bild. Wenn Sie am Schluss diese Vorlage ablehnen würden, dann müssten Sie Ihren Wählern noch erklären, wieso Sie auf 1 oder 2 Milliarden Franken Einnahmen verzichten wollen. Das ist letztlich die Frage bei



dieser Vorlage: Sind wir bereit, eine Vorlage zu erarbeiten und Verordnungen zu machen, die es ermöglichen, dass wir diese Steuern, die diese Firmen ohnehin bezahlen müssen, in der Schweiz behalten können? Oder sagen wir aus lauter Dünkel, weil wir uns mit Blick auf Bund und Kantone nicht einigen können: "Ah, macht nichts, wir verzichten auf dieses Geld!" Andere werden es dann mit Handkuss nehmen.

Primär brauchen wir das Ja zu dieser Vorlage. In der Erarbeitung der Verordnung gibt es viel Spielraum, das werden wir diskutieren müssen. Aber die Kernfrage ist eine einfache: Wollen wir Steuereinnahmen generieren, oder überlassen wir das dem Ausland? Das ist eigentlich die Frage, das ist die grosse Frage. Wie wir das Geld verteilen, darauf werden wir noch zu sprechen kommen.

Man überschätzt, wenn ich das schon jetzt sagen darf, diese Beträge auch ein bisschen. Wir rechnen mit einem Betrag irgendwo im Bereich von 1 bis 2,5 Milliarden Franken. Es gibt eine Studie, die von 1,5 Milliarden Franken ausgeht. Ob es nun 50 oder 25 Prozent für den Bund sind – es sind etwa 400 Millionen Franken mehr oder weniger, also etwa ein halbes Prozent der gesamten Steuereinnahmen. Das Bundesbudget beträgt 83 Milliarden Franken, 83 000 Millionen. Ob da jetzt 500 Millionen Franken mehr oder weniger dabei sind – damit retten wir auf keiner Seite die Welt. Es ist zwar auf den ersten Blick relativ viel Geld. Aber auch im Verhältnis zu den kantonalen Budgets ist das keine Reform, die alles aus den Angeln hebt. Die Beträge, wenn sie dann einmal kommen, sind nicht so, dass sie das Bundesbudget oder die kantonalen Budgets massgeblich beeinflussen oder auch den Steuerwettbewerb, die Standortvorteile weiter beeinflussen.

Ich bitte Sie also, auf die Vorlage einzutreten. Sie ist vernünftig, sie gibt Ihnen die Möglichkeit, in einem dreistufigen Verfahren wieder mitzusprechen. Wichtig sind in diesem Kontext einmal mehr die Kantone, weil sie eine ganz entscheidende Rolle spielen, und damit auch die Städte und Gemeinden, denn dort haben die grossen Gesellschaften, über die wir hier sprechen, meist ihren Sitz. Wir können nicht nur aus Sicht des Bundes eine Entscheidung treffen, sondern haben eben die Interessen unseres föderalistischen Systems zu berücksichtigen.

Ich bitte Sie also ebenfalls, auf die Vorlage einzutreten.

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen

L'entrée en matière est décidée sans opposition

Bundesbeschluss über eine besondere Besteuerung grosser Unternehmensgruppen (Umsetzung des OECD/G20-Projekts zur Besteuerung der digitalen Wirtschaft)

Arrêté fédéral sur une imposition particulière des grands groupes d'entreprises (Mise en oeuvre du projet conjoint de l'OCDE et du G20 sur l'imposition de l'économie numérique)

Detailberatung – Discussion par article

Präsident (Candinas Martin, Präsident): Die Detailberatung ist in zwei Blöcke gegliedert. Eine Übersicht wurde Ihnen ausgeteilt.

Block 1 – Bloc 1

Aeschi Thomas (V, ZG): Ich erlaube mir, auch für die SVP-Fraktion direkt zu diesen vier Minderheitsanträgen in Block 1 zu sprechen.

Der erste Minderheitsantrag ist mein Minderheitsantrag zu Artikel 128 Absatz 1. Vor Jahren lancierte die FDP die Idee einer Flat Rate Tax. Eine solche ist aufgrund der bestehenden Abstufungen bzw. der bestehenden Progression bei der direkten Bundessteuer sehr schwierig umzusetzen. Mit dem vorliegenden Vorschlag werden mit der gleichen Verfassungsänderung, die die grossen internationalen Firmen mehr belastet, die natürlichen Personen entlastet. Um was geht es?

Wir haben in der Bundesverfassung heute in Artikel 128 Absatz 1 Litera b die Bestimmung, dass der Höchstsatz bei Firmen 8,5 Prozent betragen soll, und in Litera a die Bestimmung, dass der Höchstsatz für natürliche Personen 11,5 Prozent betragen soll. Das Problem ist aber, dass wir eine sogenannt überschüssende Progression haben, und die beginnt etwa bei 200 000 Franken Einkommen und geht bis etwa 760 000 Franken Einkommen. Die Bundesverwaltung erklärt diese überschüssende Progression wie folgt: Die Höchstbelastung von 11,5 Prozent in der Bundesverfassung bezieht sich auf den Durchschnittssteuersatz. Davon zu unterscheiden ist der Grenzsteuersatz. Dieser gibt an, mit welchem Prozentsatz ein zusätzliches Einkommen besteuert



wird. Bei der direkten Bundessteuer übersteigt der Grenzsteuersatz den Durchschnittssteuersatz für gewisse Einkommensteile, was als überschüssende Progression bezeichnet wird.

Mit meinem Antrag möchte ich dazu beitragen, dass eben diese sogenannt überschüssende Progression abgeschafft und dass ganz grundsätzlich für den Mittelstand die Besteuerung der natürlichen Personen gesenkt wird. Es gibt nachher bei der direkten Bundessteuer eine etwas proportionalere Verteilung. Ich bitte Sie, meinem Minderheitsantrag entsprechend zuzustimmen.

Die zweite Minderheit, die Minderheit Feller, Sie finden sie auf Seite 4 der Fahne, möchte bei Artikel 129a das Adjektiv "multinational" einfügen. Statt von "grossen Unternehmensgruppen" zu sprechen, möchte sie von "grossen multinationalen Unternehmensgruppen" sprechen. Ich möchte Sie bitten,

AB 2022 N 2054 / BO 2022 N 2054

diesem Minderheitsantrag zuzustimmen, weil es ja um ein internationales Projekt, um ein OECD-Steuerprojekt geht, das Firmen betrifft, die grenzüberschreitend tätig sind, und von dem nur national tätige Unternehmensgruppen eben ausgenommen sein sollen. Bitte unterstützen Sie die Minderheit Feller, damit explizit von grossen multinationalen Unternehmensgruppen gesprochen wird.

Beim dritten Minderheitsantrag, dem Antrag meiner Minderheit zu Artikel 129a Absatz 3 Litera b, geht es darum, in welchen Bereichen der Bundesrat in Zukunft, falls diese Vorlage von der Bevölkerung angenommen würde, von den Bestimmungen der Verfassung abweichen könnte. Der Bundesrat beantragt folgende Formulierung: "Er" – also der Bund – "kann zur Wahrung der Interessen der schweizerischen Gesamtwirtschaft abweichen von: den maximalen Steuersätzen gemäss Artikel 128 Absatz 1 [...]" Artikel 128 Absatz 1 habe ich gerade vorhin zitiert. In diesem Absatz sind zwei Höchstsätze definiert, einerseits unter Litera a der Höchstsatz für natürliche Personen von 11,5 Prozent und andererseits unter Litera b der Höchstsatz für juristische Personen von 8,5 Prozent.

Mit meiner Minderheit möchte ich Ihnen beantragen, dass wir das eingrenzen, dass der Bundesrat also nur bei den juristischen Personen vom Höchstsatz von 8,5 Prozent abweichen kann. Wir sehen nicht ein, weshalb der Bundesrat auf Verfassungsebene auch die Kompetenz erhalten soll, bei den natürlichen Personen vom Höchstsatz abzuweichen. Es geht hier ja grundsätzlich um eine Vorlage, die die juristischen und nicht die natürlichen Personen betrifft. Ich bitte Sie also, dafür zu sorgen, dass hier die Obergrenze für natürliche Personen nicht angetastet wird, dass sie weiterhin bei 11,5 Prozent bleiben soll und dass sie nicht mit einer nachgelagerten Bestimmung aufgehoben werden kann.

Schliesslich komme ich zur letzten Minderheit, das ist wieder eine Minderheit Feller; Sie finden sie ebenfalls auf Seite 4 der Fahne. Es geht um eine Vollzugsvorschrift aus Artikel 128 der Bundesverfassung. Hier geht es um Absatz 4. Dieser lautet heute wie folgt: "Die Steuer wird von den Kantonen veranlagt und eingezogen. Vom Rohertrag der Steuer fallen ihnen mindestens 17 Prozent zu. Der Anteil kann bis auf 15 Prozent gesenkt werden, sofern die Auswirkungen des Finanzausgleichs dies erfordern." Hier möchte der Bundesrat ebenfalls die Kompetenz erhalten, von Artikel 128 Absatz 4 der Bundesverfassung abweichen zu können. Wir möchten Sie bitten, diese Kompetenz zu streichen, damit Absatz 4 weiterhin für alle in der Schweiz tätigen Firmen Gültigkeit hat.

Schliesslich äussere ich mich auch noch zum Einzelantrag Müller Leo. Die SVP-Fraktion wird die Titeländerung, die er hier beantragt, unterstützen. Wir finden, dass es das richtige Vorgehen ist, wenn eine Titeländerung für ein Gesetz im Rahmen der regulären Debatte im Rat beantragt wird, und dass ein Antrag auf eine Titeländerung nicht – wie in der Herbstsession geschehen – am allerletzten Tag der Session von der Redaktionskommission einfach so auf den Pulten verteilt werden kann. Man soll nicht meinen, man könne so einen Gesetzestitel ändern. Das Vorgehen von Leo Müller ist richtig. Ich danke ihm, dass er frühzeitig mit diesem Antrag gekommen ist – anders als letztes Mal Frau Baume-Schneider und Herr Bourgeois, die Präsidentin der UREK-S und der Präsident der UREK-N, die im letzten Moment noch eine Titeländerung vorgeschlagen haben. Das war kein korrektes Vorgehen. Heute ist das Vorgehen, wie es von Leo Müller gewählt wurde, korrekt. Wir unterstützen den Einzelantrag.

Feller Olivier (RL, VD): La disposition constitutionnelle qui nous est proposée permet à la Confédération de déroger à des principes fiscaux fondamentaux qui sont énoncés à l'article 128 de la Constitution fédérale.

Il s'agit dès lors de rédiger la nouvelle disposition constitutionnelle de manière à ce qu'elle n'aille pas au-delà du cadre qui est exigé pour la mise en oeuvre de la réforme voulue par l'OCDE.

C'est dans cet esprit que j'ai déposé deux minorités. La première concerne l'adjonction de l'adjectif "multinational". En effet, aujourd'hui, dans l'article proposé par le Conseil fédéral, il est question "des grands groupes d'entreprises". Je vous propose de parler "des grands groupes d'entreprises multinationaux".



Pour l'Administration fédérale des contributions, une multinationale est une entreprise qui, géographiquement, est localisée dans au moins deux Etats. Une immense entreprise localisée uniquement aux Etats-Unis qui exporte des biens et des services dans des dizaines et des dizaines d'autres pays n'est pas une multinationale. En revanche, une entreprise localisée aux Etats-Unis qui a par ailleurs une succursale au Liechtenstein qui emploie deux collaborateurs est considérée comme une multinationale.

Le but de ma minorité est d'éviter que la disposition dont nous sommes en train de débattre puisse un jour permettre à la Confédération d'imposer selon des règles spéciales des grandes entreprises qui ne sont localisées qu'en Suisse.

Le but de la réforme voulue par l'OCDE est bel et bien d'imposer des multinationales, donc des entreprises qui sont localisées dans plusieurs endroits. Il ne s'agit pas, au travers de cette réforme, de prendre le risque d'imposer selon des règles particulières les entreprises indigènes qui ne sont localisées que dans notre pays. C'est pourquoi il paraît indispensable d'ajouter dans le titre et à l'alinéa 1 de la disposition qui nous est proposée le mot "multinationaux".

Ma deuxième proposition de minorité, que je me permets de vous soumettre, concerne la première phrase de l'article 128 alinéa 4 de la Constitution fédérale. En effet, selon la disposition dont nous sommes en train de débattre, la Confédération pourrait déroger à la première phrase de l'article 128 alinéa 4 de la Constitution. Je cite cette première phrase: "Les cantons effectuent la taxation et la perception." En d'autres termes, avec la disposition telle que proposée par le Conseil fédéral, la Confédération pourrait soudainement se mettre à effectuer la taxation et la perception de l'impôt, ce qui est contraire au fédéralisme et à la souveraineté fiscale des cantons. Le système helvétique qui prévaut aujourd'hui et qui a fait ses preuves prévoit que les cantons taxent et perçoivent l'impôt, et qu'ensuite une partie du produit de l'impôt peut être redistribuée à la Confédération. C'est d'ailleurs le cas depuis de nombreuses années s'agissant du produit de l'impôt fédéral direct. Je pense que la réforme de l'OCDE ne justifie pas un chamboulement des règles actuelles de taxation et de perception. Il ne s'agit donc d'aucune manière de permettre de déroger à l'article 128 alinéa 4 première phrase de la Constitution fédérale. C'est ce que je propose par ma deuxième minorité.

Ritter Markus (M-E, SG): Hier in Block 1 will die Minderheit Aeschi Thomas die OECD-Steuerreform für grosse Unternehmen dazu nutzen, auch Artikel 128 der Bundesverfassung anzupassen; dieser bildet unter anderem die Basis für die direkte Bundessteuer. Der Minderheitsantrag würde zu Steuerausfällen für Bund und Kantone in Milliardenhöhe führen. Vor dem Hintergrund der aktuellen Situation bei den Bundesfinanzen sind solche Einnahmenausfälle für den Bund nicht verkraftbar. Auch sollte die an und für sich schon anspruchsvolle Volksabstimmung zur OECD-Steuerreform nicht noch mit einer Anpassung der direkten Bundessteuer angereichert werden. Die Mitte-Fraktion wird bei Artikel 128 der Mehrheit folgen.

Artikel 129a betrifft die eigentliche Verfassungsänderung. Bei Absatz 1 wird die Mitte-Fraktion der Mehrheit folgen. Der Einschub des Adjektivs "multinational" ist an dieser Stelle falsch. Dies würde verhindern, dass Unternehmen, die nicht multinational tätig sind, bei einer späteren Umsetzung der Säule 1 gesondert besteuert werden könnten. In der Übergangsbestimmung in Artikel 197 Ziffer 15 Absatz 2 Buchstabe a ist dann das Adjektiv "multinational" in Bezug auf die Unternehmen und die Säule 2 am richtigen Ort eingefügt.

Bei Artikel 129a Absatz 3 Buchstabe b wird die Mitte-Fraktion ebenfalls der Mehrheit folgen. Mit der Anpassung gemäss Minderheit könnte die Verfassungsanpassung nicht auf Personengesellschaften wie natürliche Personen angewendet werden, die im Besitze von Unternehmen mit mehr als 750 Millionen Euro Umsatz sind. Das gibt es in der Schweiz zurzeit zwar nicht, im Ausland gibt es aber durchaus solche Unternehmensformen. Deshalb dürfen wir uns hier in diesem

AB 2022 N 2055 / BO 2022 N 2055

Bereich nicht einschränken. Ich bitte Sie, auch hier der Mehrheit zu folgen.

Auch bei Absatz 3 Buchstabe c wird die Mitte-Fraktion der Mehrheit folgen. Durch die Version der Mehrheit wird sichergestellt, dass es sich um eine Ergänzungssteuer des Bundes handelt. Dies ist aus zwei Gründen wichtig: Zum einen beurteilt die OECD, ob gesamtstaatlich eine Steuerbelastung von mindestens 15 Prozent erreicht wird. Betroffene Unternehmen mit Betriebsstätten in mehreren Kantonen werden diesen Nachweis im gesamten Kontext der Besteuerung in der Schweiz erbringen müssen. Daher ist der Bund die richtige Ebene für die Ergänzungssteuer und die entsprechende Koordinationsaufgabe. Zum andern ist auch die internationale Akzeptanz der Ergänzungssteuer höher, wenn sie auf Bundesebene angesiedelt ist. Deshalb werden wir hier ebenfalls der Mehrheit folgen.

Walti Beat (RL, ZH): Zu den Minderheiten in Block 1 äussere ich mich folgendermassen: Die FDP-Fraktion wird den Minderheitsantrag Aeschi Thomas zu Artikel 128 und Artikel 197 Ziffer 16, wo es um die Steuersätze



für natürliche Personen geht, ablehnen, einfach, weil dieser Themenkomplex mit der Vorlage nichts zu tun hat. Es ist eine interessante Frage, die man diskutieren kann, aber wir möchten, wie man so schön sagt, das Fuder nicht mit dieser Frage überladen.

Die Minderheit Feller will die Bezeichnung "grosse multinationale Unternehmensgruppen" anstatt lediglich "grosse Unternehmensgruppen" in Artikel 129a im Titel sowie in den Absätzen 1 und 2. Wir werden sie mehrheitlich auch nicht unterstützen. Erstens ergibt sich aus anderen Bestimmungen in dieser Vorlage, dass es um multinationale Unternehmen geht. Wenn man das Projekt gesamthaft anschaut, dann sieht man, was gemeint ist und worum es geht. Ein zweiter Aspekt ergibt sich aus einer vielleicht etwas längerfristigen und weiter hergeholten Überlegung: Sollte diese Verfassungsgrundlage jemals auch für die Säule 1 herhalten müssen, dann hätte die Schweiz auch ein Interesse, an nicht multinationalen Unternehmen ein steuerliches Exempel statuieren zu können. Das vom Minderheitsführer zitierte Beispiel einer amerikanischen Firma, die eben keine ausländischen Ableger hat, möge da als Beispiel dienen. Deshalb halten wir die Formulierung der Mehrheitsvariante für günstiger.

Die explizite Einschränkung der Verfassungsbestimmung auf juristische Personen, wie das die Minderheit Aeschi Thomas bei Artikel 129a Absatz 3 Buchstabe b fordert, ist von der Wirkung her auch nicht nötig, weil sich auch hier die Kompetenz des Bundes, die Sätze anzupassen oder von den bestehenden Sätzen abzuweichen, aus den übrigen Vorschriften dieser Vorlage zwanglos ergibt. Ich glaube, es wäre wirklich gewagt, auf dieser Verfassungsgrundlage auch die Tarife für natürliche Personen anpassen zu wollen.

Dann noch ganz kurz zum Einzelantrag Müller Leo: Ich empfehle Ihnen diesen zur Ablehnung, nicht, weil ich terminologisch nicht glücklich wäre mit dieser Idee, aber mit der Bezeichnung unseres Gesetzgebungsprojektes, die in Klammern aufgeführt ist, übernehmen wir eben die Bezeichnung, die die OECD selber diesem Projekt gibt. Wir können den Namen dieses Projektes nicht hier durch einen gewillkürten Entscheid in der Schweiz ändern. Der Name bleibt derjenige, der er ist, auch wenn wir diese Anpassung vornehmen. Und wenn wir dann in der Juni-Abstimmung etwas anderes auf den Stimmzettel schreiben würden, dann hätte man theoretisch das Problem, dass der Verweis einfach nicht präzise ist. Deshalb würde diese Änderung nirgends hinführen, mindestens würde sie keinen Mehrwert schaffen.

Zuletzt komme ich noch zur Minderheit Feller bei Artikel 129a Absatz 3 Buchstabe c, wo es um Ausnahmen von den Vollzugsbestimmungen geht. Das ist eine wichtige Grundsatzfrage, die auch in Block 2 noch angesprochen wird. Ich nehme da gerade noch den Antrag der Minderheit Birrer-Heimo zu Artikel 197 Ziffer 15 Absatz 5 mit, den wir ebenfalls ablehnen. Gewisse Abweichungen von den heutigen Vollzugsbestimmungen müssen möglich sein, weil auch beim kantonalen Vollzug eine gewisse Koordination zwischen den Kantonen stattfinden muss, damit die Einhaltung dieser konsolidierten Mindestanforderung sichergestellt werden kann. Diesen Freiraum müssen wir dem Bund geben, und das wird mit der Mehrheitsvariante sichergestellt.

Hingegen lehnen wir einen Vollzug durch die Eidgenössische Steuerverwaltung konsequent ab, weil das überhaupt nicht unserem administrativen Setup entspricht. Der Sprecher der grünliberalen Fraktion hat bei der Eintretensdebatte gesagt, die Grünliberalen würden das begrüßen. Ich muss Ihnen sagen, es ist von mir aus gesehen ein Produkt von intellektuellem Übereifer, wenn man hier zum Schluss kommt, das sei gut. Diese Lösung würde eine enorme Bürokratie lostreten, weil die Eidgenössische Steuerverwaltung gar nicht so organisiert ist, dass sie alle diese Kontakte zu diesen Steuereinheiten führen könnte. Diese Kontakte finden heute in den Kantonen statt, und Gott bewahre, dass wir das alles im Doppel auch noch beim Bund aufbauen müssen. Deshalb bitte ich Sie, sowohl den Minderheitsantrag Feller hier in Block 1 wie dann auch den Minderheitsantrag Birrer-Heimo in Block 2 abzulehnen.

Grossen Jürg (GL, BE): Ich mache es in diesem Block sehr kurz: Die grünliberale Fraktion folgt überall der Mehrheit. Die Minderheit Aeschi Thomas will in Artikel 128 und Artikel 197 Ziffer 16 eine Steuersenkung für natürliche Personen in die Vorlage packen. Dieses Anliegen lehnen wir ab. Wir haben es gehört: Es würde zu grossen Einnahmenausfällen in Milliardenhöhe führen, und es gehört nicht in diese Vorlage. Das Anliegen ist aus dem Zusammenhang gerissen.

Die Minderheiten Feller und Aeschi Thomas bei Artikel 129a zielen auf Einschränkungen des Geltungsbereichs dieser Verfassungsbestimmung ab. Mit nicht eindeutigen Begrifflichkeiten wie "grosse multinationale Unternehmensgruppen" würde Unsicherheit statt Klarheit in der Verfassung verankert. Würden diese Minderheiten obsiegen, müsste bei einer allfälligen späteren Einführung der Säule 1 des OECD-Projekts die Verfassung erneut angepasst werden. Das wollen wir nicht.

Der Einzelantrag Müller Leo zur Anpassung des Gesetzestitels lag in der Kommission nicht vor. Wir unterstützen diesen jedoch, weil es unerlässlich ist, dass auch in diesem Fall der Titel der Vorlage mit dem Inhalt übereinstimmt und diesem entspricht. Es bleibt der Redaktionskommission unbenommen, am Schluss der Vor-



lagenberatung zu beurteilen, ob es noch weitere Anpassungen braucht oder ob der angepasste Titel gut ist. Wir unterstützen diesen Einzelantrag.

Ich fasse zusammen: Wir lehnen die Anträge der Minderheiten in diesem Block ab und unterstützen den Einzelantrag Müller Leo.

Badran Jacqueline (S, ZH): Wie wir alle wissen, haben wir die Weltwirtschaftsordnung in vielen rechtlichen Gefässen codiert, etwa im WTO-Recht, im EU-Recht, im US-Recht. Sie basiert im Wesentlichen darauf, dass jene, die am besten ausbeuten, die die Umwelt am meisten verschmutzen, die am besten Steuern vermeiden, diesen Wettbewerb gewinnen. Viele Länder haben das ausgenutzt. Unternehmen und Steuerberatungsfirmen wurden immer kreativer. Man denke zum Beispiel an das berühmte Steuerkonstrukt "Double Irish with a Dutch Sandwich". Es hat viele Multis nach Irland gelockt. Dort unterlagen die grossen amerikanischen Multis noch höchstens zu 1 bis 2 Prozent einer effektiven Besteuerung.

Die Schweiz hat diese Ordnung auch ausgenutzt und sehenden Auges legale Instrumente der Steuervermeidung geschaffen, um den globalen Konzernen zu zusätzlichen leistungsfreien Gewinnen zu verhelfen. Solche Instrumente waren im Rahmen der Unternehmenssteuerreform I das Holdingprivileg, die Abschaffung der Kapitalsteuer auf Bundesebene, dann die scheinweise Senkung und Teilabschaffung von allen möglichen kapitalbasierten Steuern wie Stempel- oder Verrechnungssteuer.

In der Folge brachte vor allem das Holdingprivileg viele tausend Konzernhauptsitze in die Schweiz, und es vernichtete auf diesem Weg viel europäisches Steuersubstrat, wobei dieses nicht nur in die Schweiz transferiert wurde. Dies führte nicht nur zu einer stark ansteigenden Zuwanderung, sondern hatte im Innenverhältnis einen interkantonalen Kampf um

AB 2022 N 2056 / BO 2022 N 2056

genau dieses Steuersubstrat und Dumping-Strategien zur Folge, durch die nochmals Steuersubstrat vernichtet wurde.

Es war bald absehbar, dass sich die internationale Staatengemeinschaft das nicht mehr lange gefallen lassen würde. So verbot sie das Holdingprivileg, und so kam es zur Unternehmenssteuerreform III und danach zur STAF. Damals sagte ich im Abstimmungskampf, die Musik spiele nun in der OECD und in den Kantonen, und zwar in Sachen Bemessungsgrundlage, nicht bei den Steuersätzen. Es war lange klar, dass irgendwann einmal eine Mindestbesteuerung, und zwar eine effektive Besteuerung, kommen würde. Endlich kann man davon ausgehen, dass sie eingeführt wird. Die materielle Steuerharmonisierung für die grossen Multis schafft einen faireren Wettbewerb, der nicht auf leistungsfreien Elementen der Steuervermeidung beruht. In der Vorlage geht es eigentlich nur noch darum, wie die Mehrerträge verteilt werden.

Dann ein Wort zu den Minderheitsanträgen: Wir werden sie alle ablehnen. Den Minderheitsantrag Aeschi Thomas, der gleich noch eine Totalrevision der Besteuerung natürlicher Personen in die Verfassung schreiben will, erachten wir als etwas systemfremd. Die Minderheit Feller will den Geltungsbereich einschränken, was wir nicht wollen. Genauso will auch die zweite Minderheit Aeschi Thomas den Geltungsbereich und die Optionen einschränken. Wir erachten es nicht als klug, so etwas in die Verfassung zu schreiben.

In diesem Sinne begrüssen wir die Vorlage und würden uns freuen, wenn Sie alle Minderheitsanträge in Block 1 als nicht verfassungskonform ablehnen.

Ryser Franziska (G, SG): Die grüne Fraktion wird die Minderheitsanträge in diesem Block ebenfalls ablehnen. Unser Ziel ist klar: eine Grundlage schaffen, mit der wir die OECD-Steuerreform in der Schweiz umsetzen können. Denn diese ist ein wichtiges Instrument zur Begrenzung des schädlichen globalen und des interkantonalen Tiefsteuerwettbewerbs. Die Minderheiten in diesem Block wollen die Umsetzung der OECD-Mindeststeuer aber einschränken. Sie wollen es verunmöglichen, mit dieser Verfassungsnorm das von der OECD angedachte Steuerregime umzusetzen. Das bringt langfristig Rechtsunsicherheit und schadet dem Wirtschaftsstandort Schweiz.

Die Minderheit Feller will in Artikel 129a Absätze 1 und 2 eine explizite Einschränkung auf multinationale Unternehmen. Das ist allerdings nicht notwendig: In Artikel 197 Ziffer 15 Absatz 2 Buchstabe a ist der Geltungsbereich für multinational tätige Unternehmen bereits definiert. Dem Anliegen von Kollege Feller ist damit bereits Rechnung getragen. Darüber hinaus würde es uns dieser Minderheitsantrag zusätzlich verunmöglichen, in einem späteren Schritt eine Marktstaatbesteuerung umzusetzen, sogar wenn diese zum Vorteil der Schweiz ausgelegt würde.

Das Gleiche gilt für den Minderheitsantrag Aeschi Thomas zu Artikel 129a Absatz 3 Buchstabe b. Die Mindeststeuer betrifft Unternehmen und Konzerne ab einer bestimmten Grösse, unabhängig davon, welche Rechts-



form sie haben. Personengesellschaften könnten allenfalls auch die Rechtsform einer natürlichen Person haben. Deshalb ist diese Einschränkung nicht zielführend, sie bringt unnötige Rechtsunsicherheit.

Die Erhebung der Ergänzungssteuer werden wir beim nächsten Block ausführlicher thematisieren. Die von der Minderheit Feller beantragte Streichung von Absatz 3 Buchstabe c würde uns erstens eine Diskussion verunmöglichen, und zweitens wäre die Streichung mit Blick auf eine mögliche Marktstaatbesteuerung nicht zielführend. Diese soll ja eben genau eine Besteuerung in Fällen ermöglichen, in denen keine Niederlassung in einem Kanton vorhanden ist und es keine kantonale Stelle gibt, die eine Veranlagung machen kann.

Die Minderheitsanträge in diesem Block führen also zu unnötigen oder gar schädlichen Einschränkungen und werden von der grünen Fraktion daher nicht unterstützt. Das gilt auch für den Minderheitsantrag Aeschi Thomas: Die Besteuerung natürlicher Personen ist kein Thema in dieser Vorlage. Eine Flat Rate Tax mit massiven Mindereinnahmen wird von der grünen Fraktion nicht unterstützt.

Als Letztes noch ein Wort zum Einzelantrag Müller Leo: Dieser Titeländerung zur Stärkung der inhaltlichen Kohärenz zwischen dem Text und dem Titel der Vorlage wird die grüne Fraktion zustimmen.

Maurer Ueli, Bundesrat: Zu den Minderheitsanträgen in Block 1: Ich möchte Sie bitten, den Antrag der Minderheit Aeschi Thomas zu Artikel 128 Absatz 1 abzulehnen. Diese Bestimmung wäre eine massive Ausweitung der Vorlage. Sie kann wohl nicht einfach so noch eingefügt werden, ohne dass sie einmal in der Vernehmlassung war. Zudem würde sie die Vorlage natürlich massiv verkomplizieren. Offenbar ist die Vorlage schon so recht komplex. Sie sollten darauf verzichten, sie noch auszuweiten. Es ist auch ein anderer Bereich, der hier eingepflanzt werden soll. Das dient der Vorlage nicht. Ich bitte Sie also, wie die Kommissionssprecher, den Antrag der Minderheit Aeschi Thomas abzulehnen.

Damit komme ich zu Artikel 129a Absatz 1. Hier geht es, auch das wurde ausgeführt, um das Wort "multinational". Wir sind der Meinung, dass Sie dem Bundesrat und der Kommissionmehrheit folgen sollten. Der Minderheitsantrag Feller ist eigentlich eine Einschränkung für eine mögliche Einführung der Säule 1. Sie beraten hier keine Vorlage für ein, zwei Jahre, sondern eine Verfassungsvorlage. Es bleibt immer offen, ob diese Säule dann doch einmal kommt. Wegen dieses Wortes dann schon wieder eine Verfassungsänderung zu machen, ginge wohl zu weit. Der Antrag der Mehrheit ist hier flexibler und gibt mehr Möglichkeiten. Der Antrag der Minderheit Feller fügt hier den Begriff "multinational" ein.

Das Gleiche gilt bei Artikel 129a Absatz 2. Dort geht es eigentlich um die gleiche Frage. Wir sollten jetzt keine Einschränkung vornehmen, sondern eine Verfassungsgrundlage schaffen, die auch dann Gültigkeit hätte, wenn einmal die Säule 1, sofern sie dann kommt, eingefügt werden müsste.

Dann komme ich zu Artikel 129a Absatz 3. Hier gibt es wiederum einen Minderheitsantrag Aeschi Thomas. Ich bitte Sie, diesen ebenfalls abzulehnen. Es geht um die Frage der Personengesellschaften. Wir haben wohl keine Personengesellschaften, die in dieser Grössenordnung sind. Aber es ist nun mal eine Vorlage, die auf internationale Bereiche ausgerichtet werden muss. In anderen Ländern gibt es Personengesellschaften, die eben diese Umsatzgrösse erreichen. Diese müssen auch eingeschlossen sein. Es ist also wieder eine Einschränkung, die sich, was logisch scheint, auf das Schweizer Recht beziehen würde. Diese Einschränkung muss, um die Bestimmung international zu machen, abgelehnt werden.

Beim Antrag zu Absatz 3 Buchstabe c geht es um die Frage der Erhebung. Hier ist auch klar, dass der Minderheitsantrag abzulehnen ist. Die Kantone sind ja schon Bezüger dieser Steuern. Sie haben diese Firmen auf dem Radar. Sie wollen die Steuern weiter beziehen. Die Bundessteuer ist sozusagen das Gütesiegel gegen aussen, die Bestätigung, dass die Steuer in der ganzen Schweiz entsprechend berechnet und angewendet wird. Die Erhebung muss aber bei den Kantonen bleiben.

Zusammengefasst bitte ich Sie, alle Minderheitsanträge in Block 1 abzulehnen.

Michaud Gigon Sophie (G, VD), pour la commission: Ces dispositions transitoires définissent les principes dont le Conseil fédéral devra tenir compte dans l'ordonnance provisoire. Celles-ci seront abrogées par une loi fédérale à venir.

Même si le processus – changement constitutionnel, ordonnance, nouvelle loi – choisi par le Conseil fédéral est largement soutenu par notre commission, des critiques ont été émises autour des modifications de l'article constitutionnel qui donneraient beaucoup de latitude à la Confédération; vous les avez entendues lorsque les minorités ont été présentées.

La commission a approuvé le nouvel article constitutionnel 129a selon la formulation proposée par le Conseil fédéral. Le changement constitutionnel introduit une différence de traitement, en l'occurrence la possibilité de déroger à l'égalité de traitement et au principe de capacité économique, pour



introduire cette imposition minimale des gros groupes, ainsi que pour préserver les intérêts de l'économie suisse.

Plusieurs propositions visant à limiter dès le début la formulation de la modification constitutionnelle et empêchant par là-même son application au pilier 1 de la réforme fiscale de l'OCDE ont été rejetées par notre commission. La nouvelle disposition constitutionnelle reste ainsi, selon la majorité, suffisamment souple pour servir aussi, en cas d'avancée du pilier 1, de base à ce projet de réforme fiscale.

En l'état actuel, à l'article 129a alinéa 3 lettre c, le projet donne la possibilité à la Confédération de modifier l'imposition sur les personnes physiques et de taxer elle-même l'impôt complémentaire. Cela englobe aussi des groupes, des "Personengesellschaften", qui ne sont donc pas considérés comme personnes morales, mais comme personnes physiques, d'où la volonté de maintenir cette possibilité. Ainsi la proposition défendue par la minorité Aeschi Thomas a été refusée par 14 voix contre 7 et 2 abstentions.

A l'article 129a alinéas 1 et 2, la minorité Feller souhaite préciser qu'il s'agit des grands groupes multinationaux et limiter la possibilité de la Confédération de modifier d'autres impôts. Le Conseil fédéral a en effet prévu une seule modification constitutionnelle qui lui permette d'intégrer autant la réforme du pilier 1 que celle du pilier 2, afin de ne pas faire revoter le peuple sur le même article constitutionnel si le pilier 1 venait à voir le jour au niveau international.

Avec cet argument, et parce qu'à l'article 197 chiffre 15 alinéa 2 lettre a on trouve la précision demandée par notre collègue Feller, la commission vous propose de suivre le Conseil fédéral par 12 voix contre 8.

A l'article 129a alinéa 3 lettre d, la majorité de la commission estime qu'il est juste de laisser toutes les options ouvertes en définissant cet impôt complémentaire comme un impôt fédéral. Si la Suisse pouvait imposer l'entreprise Facebook via la réforme du pilier 1, la mise en oeuvre ne pourrait pas se faire via les cantons, mais bien via la Confédération, d'où la décision de la majorité. La minorité Feller souhaite restreindre déjà à ce stade les prérogatives fédérales, ce que la majorité propose, le cas échéant, de faire plus tard, dans la loi. On aura alors plus d'expérience sur la mise en oeuvre. Le vote en commission est clair: 13 voix contre 8.

La commission a rejeté une proposition visant à baisser l'impôt fédéral direct pour les personnes physiques, non pas parce que la proposition ne pouvait pas séduire une partie de la commission, mais plutôt parce qu'elle n'avait rien à faire dans ce projet, par ailleurs déjà assez complexe, et parce qu'elle en réduirait l'acceptation générale. La proposition défendue par la minorité Aeschi Thomas aux articles 128 et 197 chiffre 16 a ainsi été balayée par 18 voix contre 7.

En revanche, la commission a soutenu, à l'unanimité, une proposition visant à préciser dans la disposition transitoire que le Conseil fédéral devait soumettre au Parlement, dans un délai de six ans à compter de l'entrée en vigueur de l'ordonnance, des dispositions légales prévoyant le remplacement de cette dernière. Le délai de six ans permettra d'intégrer les évolutions du projet au sein de l'OCDE. Il est donc soutenu à l'unanimité.

Par contre, la commission ne souhaite pas ici imposer un délai pour modifier la loi fédérale sur la péréquation financière et la compensation des charges. Cette dernière a son propre rythme législatif et fait l'objet de rapports réguliers. De plus, le principe de péréquation s'adapte bien à cet impôt complémentaire. La question est donc réglée pour la majorité de la commission. Je ne reviendrai pas dans le bloc 2 sur la minorité Aeschi Thomas à l'article 197 chiffre 15 alinéa 7bis.

Landolt Martin (M-E, GL), für die Kommission: Die OECD-Mindeststeuer betrifft grosse internationale Unternehmen. Nun möchte eine Minderheit Aeschi Thomas in Artikel 128 – betroffen ist auch Artikel 197 Ziffer 16 – auch die Einkommenssteuern für natürliche Personen senken. Das ist ein Anliegen, das a priori nicht unsympathisch ist. Die Diskussion über die überschüssende Progression wäre zweifellos auch höchst spannend und wahrscheinlich irgendwann einmal fällig. Aber im Zusammenhang mit dieser Vorlage steht das Anliegen halt doch etwas schräg in der Landschaft. Ihre Kommission ist insbesondere der Meinung, dass es dieser Vorlage auch so nicht an Komplexität fehlt. Gerade mit Blick auf eine Volksabstimmung dürfte der Antrag eher verwirren, statt die Akzeptanz zu fördern. Der Antrag wurde deshalb mit 18 zu 7 Stimmen abgelehnt.

Bei Artikel 129a Absätze 1 und 2 möchte die Minderheit Feller die Formulierung "grosser multinationaler Unternehmensgruppen" in die Vorlage und somit in die Verfassung schreiben. Auch das ist nicht a priori falsch, weshalb dies bereits in den Übergangsbestimmungen genau so festgehalten ist. Wir setzen aber mit dieser Vorlage vorerst die sogenannte Säule 2 der OECD-Richtlinien um. Es wird zu gegebener Zeit auch die sogenannte Säule 1 umzusetzen sein, wo uns der Begriff "multinational" dann möglicherweise in die Quere kommen könnte, wenn wir ihn jetzt in die Verfassung schreiben. Ihre Kommission bevorzugt deshalb mehrheitlich eine Regelung in den Übergangsbestimmungen und hat den Antrag Feller bei Absatz 1 mit 11 zu 9 Stimmen bei 3 Enthaltungen und bei Absatz 2 mit 12 zu 8 Stimmen bei 3 Enthaltungen abgelehnt.

In Artikel 129a Absatz 3 Buchstabe c geht es um den Personenkreis, der von der Ergänzungssteuer erfasst



werden soll. Die Minderheit Aeschi Thomas möchte hier eine klare Fokussierung auf juristische Personen. Die Mehrheit möchte auf eine solche Einschränkung aber verzichten, weil im OECD-Projekt Unternehmensgruppen und Konzerne anvisiert werden, die nicht zwingend juristische Personen sein müssen. In der Regel sind sie es, aber es gibt eben auch Personengesellschaften von erheblicher Grösse, die per definitionem zu den natürlichen Personen gehören. Solche würden mit der Minderheit Aeschi Thomas aus dem Anwendungsbereich der Mindestbesteuerung genommen. Ihre Kommission hat dies deshalb mit 14 zu 7 Stimmen bei 2 Enthaltungen abgelehnt.

In Absatz 3 Buchstabe b wird festgehalten, dass der Bund unter gewissen Umständen von den verfassungsmässigen Maximalsätzen abweichen kann. Eine solche Bestimmung muss logischerweise ebenfalls in der Verfassung geregelt sein. Die neue Ergänzungssteuer ist nicht zuletzt auch deshalb eine Bundessteuer. Wäre sie eine kantonale Steuer, müsste der Bund den Kantonen entsprechende Vorschriften machen. Die aktuelle Verfassungsnorm ist so konzipiert, dass auf Gesetzesebene theoretisch beide Optionen zur Verfügung stehen werden. Das mag mit einem gewissen Pragmatismus oder auch mit der Tatsache zu tun haben, dass wir hier Neuland betreten. Aber die Mehrheit Ihrer Kommission hält es eben für richtig, jetzt auf der Ebene der Verfassung noch relativ offen zu legiferieren, damit später auf Gesetzesebene verschiedene Optionen geprüft werden können. Dannzumal wird man auch erste Erfahrungen gesammelt haben. Ihre Kommission hat deshalb den Antrag Feller mit 13 zu 8 Stimmen bei 4 Enthaltungen zu dem gemacht, was er jetzt ist, nämlich zu einer Minderheit, und beantragt Ihnen, es dabei bewenden zu lassen.

Herzlichen Dank, wenn Sie den Anträgen der Mehrheit folgen.

Titel

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag Müller Leo

Bundesbeschluss über eine besondere Besteuerung grosser Unternehmensgruppen (Umsetzung des OECD/G20-Projekts zur Besteuerung grosser Unternehmensgruppen)

Schriftliche Begründung

Weil der Fokus des OECD/G20-Projekts nicht mehr nur auf der Besteuerung der digitalen Wirtschaft liegt, sollte die Gegenstandsangabe des Bundesbeschlusses (Angabe in Klammern) angepasst werden. Eine korrekte Gegenstandsangabe ist vor dem Hintergrund der stattfindenden Volksabstimmung wichtig. Der Bundesbeschluss findet mit Titel und Gegenstandsangabe Eingang in die Formulierung der Abstimmungsfrage.

Titre

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

AB 2022 N 2058 / BO 2022 N 2058

Proposition Müller Leo

Arrêté fédéral sur une imposition particulière des grands groupes d'entreprises (Mise en oeuvre du projet conjoint de l'OCDE et du G20 sur l'imposition des grands groupes d'entreprises)

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 22.036/25795)

Für den Antrag Müller Leo ... 161 Stimmen

Für den Antrag der Kommission ... 25 Stimmen

(3 Enthaltungen)

Ingress, Ziff. I Einleitung

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates



Préambule, ch. I introduction

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 128

Antrag der Minderheit

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Burgherr, Dettling, Friedli Esther, Martullo, Tuena)

Abs. 1

Der Bund kann eine direkte Steuer erheben:

- a. von 0 Prozent bis 15 000 Franken Einkommen,
- von 1 Prozent für je weitere 100 Franken Einkommen bis 35 000 Franken Einkommen,
- von 2 Prozent für je weitere 100 Franken Einkommen bis 55 000 Franken Einkommen,
- von 3 Prozent für je weitere 100 Franken Einkommen bis 75 000 Franken Einkommen,
- von 4 Prozent für je weitere 100 Franken Einkommen bis 95 000 Franken Einkommen,
- von 5 Prozent für je weitere 100 Franken Einkommen bis 115 000 Franken Einkommen,
- von 6 Prozent für je weitere 100 Franken Einkommen bis 135 000 Franken Einkommen,
- von 7 Prozent für je weitere 100 Franken Einkommen bis 155 000 Franken Einkommen,
- von 8 Prozent für je weitere 100 Franken Einkommen bis 175 000 Franken Einkommen,
- von 9 Prozent für je weitere 100 Franken Einkommen bis 195 000 Franken Einkommen und
- von 10 Prozent für je weitere 100 Franken Einkommen der natürlichen Personen;

Abs. 1bis

Das Gesetz kann für Ehepaare, die in rechtlich und tatsächlich ungetrennter Ehe leben, höhere Schwellenwerte vorsehen. Die Schwellenwerte für Ehepaare betragen maximal das Doppelte der Schwellenwerte nach Absatz 1 Buchstabe a.

Art. 128

Proposition de la minorité

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Burgherr, Dettling, Friedli Esther, Martullo, Tuena)

Al. 1

La Confédération peut percevoir des impôts directs:

- a. d'un taux de 0 pour cent sur les revenus jusqu'à 15 000 francs,
- d'un taux de 1 pour cent sur chaque tranche supplémentaire de 100 francs sur les revenus jusqu'à 35 000 francs,
- d'un taux de 2 pour cent sur chaque tranche supplémentaire de 100 francs sur les revenus jusqu'à 55 000 francs,
- d'un taux de 3 pour cent sur chaque tranche supplémentaire de 100 francs sur les revenus jusqu'à 75 000 francs,
- d'un taux de 4 pour cent sur chaque tranche supplémentaire de 100 francs sur les revenus jusqu'à 95 000 francs,
- d'un taux de 5 pour cent sur chaque tranche supplémentaire de 100 francs sur les revenus jusqu'à 115 000 francs,
- d'un taux de 6 pour cent sur chaque tranche supplémentaire de 100 francs sur les revenus jusqu'à 135 000 francs,
- d'un taux de 7 pour cent sur chaque tranche supplémentaire de 100 francs sur les revenus jusqu'à 155 000 francs
- d'un taux de 8 pour cent sur chaque tranche supplémentaire de 100 francs sur les revenus jusqu'à 175 000 francs,
- d'un taux de 9 pour cent sur chaque tranche supplémentaire de 100 francs sur les revenus jusqu'à 195 000 francs et
- d'un taux de 10 pour cent sur chaque tranche supplémentaire de 100 francs sur les revenus des personnes physiques;

Al. 1bis

Pour les couples mariés qui vivent en ménage commun, la loi peut prévoir des seuils plus élevés. Les seuils pour les couples mariés se montent au maximum au double des seuils visés à l'alinéa 1 lettre a.



Art. 197 Ziff. 16

Antrag der Minderheit

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Burgherr, Dettling, Friedli Esther, Martullo, Tuena)

Titel

16. Übergangsbestimmungen zu Artikel 128 (Direkte Steuern)

Text

Die Bundesversammlung verabschiedet die gesetzlichen Ausführungsbestimmungen innert drei Jahren seit Annahme von Artikel 128 durch Volk und Stände. Bis zum Inkrafttreten der gesetzlichen Ausführungsbestimmungen gelten die Steuersätze für natürliche Personen nach Artikel 36 DBG. Falls die gesetzlichen Ausführungsbestimmungen innert drei Jahren seit Annahme von Artikel 128 durch Volk und Stände nicht in Kraft sind, erlässt der Bundesrat vorübergehend die notwendigen Ausführungsbestimmungen auf dem Verordnungsweg.

Art. 197 ch. 16

Proposition de la minorité

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Burgherr, Dettling, Friedli Esther, Martullo, Tuena)

Titre

16. Dispositions transitoires relatives à l'article 128 (impôts directs)

Texte

L'Assemblée fédérale adopte les dispositions législatives d'exécution dans un délai de trois ans après l'adoption de l'article 128 par le peuple et les cantons. Jusqu'à l'entrée en vigueur des dispositions législatives d'exécution, les taux d'imposition pour les personnes physiques s'appliquent en vertu de l'article 36 LIFD. Si les dispositions législatives d'exécution n'entrent pas en vigueur dans le délai de trois ans après l'adoption de l'article 128 par le peuple et les cantons, le Conseil fédéral édicte les dispositions d'exécution nécessaires par voie d'ordonnance, à titre provisoire.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 22.036/25796)

Für den Antrag der Minderheit ... 48 Stimmen

Dagegen ... 141 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Art. 129a

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit

(Feller, Aeschi Thomas, Amaudruz, Burgherr, Dettling, Friedli Esther, Martullo, Matter Thomas, Regazzi)

Titel

Besondere Besteuerung grosser multinationaler Unternehmensgruppen

Abs. 1

... grosse multinationale Unternehmensgruppen ...

Abs. 2

... Mustervorschriften, die sich auf die Besteuerung grosser multinationaler Unternehmensgruppen auswirken.

AB 2022 N 2059 / BO 2022 N 2059

Antrag der Minderheit

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Burgherr, Dettling, Feller, Friedli Esther, Martullo, Matter Thomas, Regazzi)

Abs. 3 Bst. b

b. dem maximalen Steuersatz gemäss Artikel 128 Absatz 1 Buchstabe b;

Antrag der Minderheit

(Feller, Aeschi Thomas, Amaudruz, Burgherr, Dettling, Friedli Esther, Martullo, Matter Thomas)

Abs. 3 Bst. c

Streichen



Art. 129a

Proposition de la majorité

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité

(Feller, Aeschi Thomas, Amaudruz, Burgherr, Dettling, Friedli Esther, Martullo, Matter Thomas, Regazzi)

Titre

Imposition particulière des grands groupes d'entreprises multinationaux

Al. 1

... d'entreprises multinationaux, des dispositions ...

Al. 2

... internationales ayant une incidence sur l'imposition des grands groupes d'entreprises multinationaux.

Proposition de la minorité

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Burgherr, Dettling, Feller, Friedli Esther, Martullo, Matter Thomas, Regazzi)

Al. 3 let. b

b. au taux d'imposition maximal prévu à l'article 128 alinéa 1 lettre b;

Proposition de la minorité

(Feller, Aeschi Thomas, Amaudruz, Burgherr, Dettling, Friedli Esther, Martullo, Matter Thomas)

Al. 3 let. c

Biffer

Titel, Abs. 1, 2 – Titre, al. 1, 2

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 22.036/25797)

Für den Antrag der Mehrheit ... 130 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 58 Stimmen

(1 Enthaltung)

Abs. 3 Bst. b – Al. 3 let. b

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 22.036/25798)

Für den Antrag der Mehrheit ... 134 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 55 Stimmen

(1 Enthaltung)

Abs. 3 Bst. c – Al. 3 let. c

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 22.036/25799)

Für den Antrag der Mehrheit ... 131 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 57 Stimmen

(1 Enthaltung)

Übrige Bestimmungen angenommen

Les autres dispositions sont adoptées

Block 2 – Bloc 2

Birrer-Heimo Prisca (S, LU): Mit meiner Minderheit zu Artikel 197 Ziffer 15 Absatz 5 beantrage ich Ihnen, dass die Vorschriften für die Ergänzungssteuer von der Eidgenössischen Steuerverwaltung und nicht von den Kantonen vollzogen werden. Da es sich bei der Ergänzungssteuer um eine Bundessteuer handelt, ist



eine Veranlagung (*Glocke und Zwischenruf des Präsidenten: Bitte führen Sie Ihre Gespräche draussen in der Wandelhalle! Frau Birrer-Heimo, Sie haben das Wort.*) durch den Bund sinnvoll.

Die Steuerverwaltung selbst führt aus, dass es aufgrund der technischen Beschaffenheit dieses Projekts keinen rein autonomen kantonalen Vollzug geben wird. Um zu bestimmen, ob ein Unternehmen in der Schweiz die Schwelle zur Mindestbesteuerung erreicht oder nicht, braucht es eine schweizweite Betrachtung sämtlicher Konzerngesellschaften in der Schweiz. Ein Kanton kann für sich allein also gar nicht beurteilen, ob und wie viel Ergänzungssteuer erhoben werden muss. Die Veranlagung der Ergänzungssteuer wird daher oft kantonsübergreifend sein und umfasst verschiedene Einheiten eines Unternehmens. All dies spricht klar für eine Veranlagung durch den Bund, was eine national einheitliche Vorgehensweise sicherstellt. Zudem ist die Bemessungsgrundlage anders als bei bestehenden Steuern, die Berechnung ist neu und aufwendiger. Es gilt, einen komplexen steuerlichen Sachverhalt zu bewältigen, das bestätigen auch Steuerexperten in den Kantonen und in den Unternehmen.

Einige Kantone werden stärker betroffen sein, andere werden nur ein oder zwei Fälle haben. Auch in diesem Punkt vereinfacht die Umsetzung durch die Eidgenössische Steuerverwaltung den Vollzug. So kann das Know-how an einem Ort konzentriert werden. Ein dezentraler Aufbau von Kompetenzen ist ineffizient, bürokratischer und mit Mehraufwand verbunden. Die vielfach erwähnte Konstruktion mit einem Lead-Kanton schafft nur eine weitere Ebene zwischen Bund und Kantonen und ist mit Bestimmtheit auch bürokratisch und aufwendig.

Für den administrativen Aufwand, für die Lieferung der Daten und Informationen, die die Kantone dem Bund zur Verfügung stellen müssten, könnte der Bund eine Abgeltung vorsehen. Das beantragt auch die Minderheit. Aber so, wie es die Bundesrats- und Ständeratsvariante vorsieht, könnte es den Bund teuer zu stehen kommen, weil es dann nicht nur um die Datenlieferungen aus den Kantonen ginge, sondern generell um den administrativen Aufwand der Kantone, und das heisst natürlich vor allem auch Personalaufwand. Dass die entsprechenden finanziellen Begehrlichkeiten kommen werden, ist so sicher wie das Amen in der Kirche.

Es kommt ein weiterer, nicht zu unterschätzender Vorteil hinzu, wenn der Bund die Veranlagung macht: Der Bund hat dann endlich mehr Daten zur Unternehmensbesteuerung, was dringend nötig ist, gerade auch im Hinblick auf die Auswirkungen dieser Steuerreform. Immer wieder kritisieren wir zu Recht, dass wir keine oder wenig verlässliche Steuerdaten haben, dass wir Reformen ohne gute Datengrundlage machen müssen – ich nenne das Beispiel Eigenmietwert, aber man könnte auch andere Beispiele nennen – und dass wir uns zu oft auf einem finanzpolitischen Blindflug befinden. Das Wissen und die Daten sind bei den Kantonen und werden oft nicht oder nur zögerlich geteilt.

Alles spricht für eine Veranlagung auf Bundesebene, auch im Sinne von Checks and Balances. Gerade auch nach dem Votum von Kollege Walti zum intellektuellen Übereifer muss ich sagen: Nein, es ist Weitsicht, es ist staatspolitische Weitsicht – alles andere ist es sicher nicht!

Ich bitte Sie namens der Minderheit, dies so zu unterstützen.

Grossen Jürg (GL, BE): Ich habe es in der Eintretensdebatte gesagt: Wir Grünliberalen bieten Hand für eine ausgewogene Lösung. Die zentrale Diskussion dreht sich um die Aufteilung der Einnahmen aus der Ergänzungssteuer zwischen Bund und Kantonen und um den Verteilschlüssel zwischen den Kantonen. Zur Erinnerung: Die Ergänzungssteuer wird nur dann und dort fällig, wo Kantone grosse Unternehmen gemäss OECD-Bemessungsgrundlage mit weniger als 15 Prozent besteuern. Beim Verteilschlüssel 75 zu 25 Prozent erachten wir den Kantonsanteil als zu hoch. Weder der Bundesrat noch die Verwaltung noch die Wirtschaftsverbände konnten bisher glaubwürdige und auf liberalen

AB 2022 N 2060 / BO 2022 N 2060

Grundsätzen basierende Angaben über die konkrete Verwendung der Mittel zur Standortförderung in den Kantonen machen. Es zeichnet sich vielmehr eine direkte Industriesubventionierung ab, welche aus unserer Sicht mindestens fragwürdig ist. Es bleibt zudem ein Beigeschmack hängen, weil mehrfach von Verhandlungen und Abmachungen zwischen den kantonalen Steuerbeamten und den Finanzverantwortlichen der Unternehmen die Rede war.

In der Debatte wurde zudem deutlich, dass die Tiefsteuerkantone zwar möglichst viel Ertrag bei sich haben wollen, aber in den vergangenen Jahren wiederholt bei Anfragen nach Datenlieferungen zur Abschätzung von Steuerregulierungen nicht zur Zufriedenheit des Bundes und unserer WAK mitgemacht haben. Wir regulieren deshalb im Unternehmenssteuerbereich in den letzten Jahren oft in einer Art Blackbox, was nicht in unserem Sinne sein kann. Wir wollen zumindest eine minimale Transparenz.

Der Steuerwettbewerb würde zudem mit der 25/75-Regel gegenüber 50/50 ungesund verschärft. Tiefsteuerkantone mit wenigen Betroffenen, aber ganz grossen Konzernen hätten gar den Anreiz, ihre Gewinnsteuern



noch weiter zu senken – die Ergänzungssteuer ist schliesslich eine Bundessteuer. Deshalb soll der Bund auch 50 Prozent erhalten. Der Bund hat in den kommenden Jahren sehr enge Finanzverhältnisse. Das haben wir in dieser Session jetzt schon mehrfach gehört. Wir wollen dennoch einige Verbesserungen anstossen, welche vorübergehend auch etwas kosten werden, z. B. die Individualbesteuerung, welche mehr Arbeitskräfte ins System bringen wird, was mittel- und langfristig auch mehr Steuersubstrat generieren soll. Es ist zudem sachgerecht, dass die Aufteilung zwischen Bund und Kantonen bei je 50 Prozent festgelegt wird, da der Bund bereits heute 50 Prozent der gesamten Gewinnsteuer von juristischen Personen vereinnahmt.

Die Verteilung des Kantonsanteils ausschliesslich oder zu einem überwiegenden Teil an jene Kantone, in welchen die Geschäftseinheiten ansässig sind, führt dazu, dass die Schere zwischen Tief- und Hochsteuernkantonen weiter aufgeht. Die SVP-Fraktion möchte gar eine Aufteilung von 100 Prozent für die Kantone und 0 Prozent für den Bund. Der Kanton Bern hingegen will eine Aufteilung von 78,8 Prozent für den Bund und 21,2 Prozent für die Kantone. Mit der 50/50-Lösung schaffen wir also einen Kompromiss zwischen den legitimen Anliegen der Unternehmen, der Kantone und des Bundes.

Für die Rückverteilung gibt es verschiedene Konzepte. Die Mehrheit hat sich für eine 50/50-Lösung und eine Obergrenze von 400 Franken pro Einwohnerin und Einwohner entschieden. Der überschüssende Betrag soll gleichmässig auf die übrigen Kantone verteilt werden. Mit meiner Minderheit schlage ich ebenfalls eine 50/50-Lösung vor. Der Anteil der Kantone soll aber zu zwei Dritteln gemäss dem Bruttoinlandprodukt, also der Wirtschaftsleistung, und zu einem Drittel gemäss der Wohnbevölkerung zurückverteilt werden. Mit der ausgewogenen Berücksichtigung des BIP und der Wohnbevölkerung wird ein fairer Schlüssel angewendet, den das Parlament am 30. September – insbesondere auf Wunsch des Kantons Basel-Stadt – auch für das Bundesgesetz über subsidiäre Finanzhilfen zur Rettung systemkritischer Unternehmen der Elektrizitätswirtschaft, also für den sogenannten Rettungsschirm, beschloss. Dieser Schlüssel ist ein möglicher Kompromiss zwischen der von den Linken und der Mitte geforderten Lösung mit einer Obergrenze von 400 Franken und der 75/25-Lösung, wie sie der Ständerat beschlossen hat.

Ich bitte Sie, meinen ausgewogenen Minderheitsantrag zu unterstützen.

Feller Olivier (RL, VD): Le groupe libéral-radical soutient à l'unanimité la minorité III (Walti Beat) qui sera présentée tout à l'heure par son auteur.

Dans l'hypothèse où notre conseil devrait soutenir la version défendue par la majorité de la commission, à savoir une répartition à hauteur de 50 pour cent pour la Confédération et les cantons, je vous proposerais de supprimer le plafond de 400 francs par habitant qui figure dans la version de la majorité de la commission. Si l'on attribue 50 pour cent du produit de cet impôt complémentaire à la Confédération, il nous paraît délicat d'ajouter à cet élément redistributif un plafond de 400 francs par habitant, parce qu'il s'agirait en quelque sorte d'une couche péréquative supplémentaire. Il y a déjà une péréquation fine et complexe, une péréquation de ressources avec des flux financiers entre les cantons, et entre la Confédération et les cantons, avec un système de compensation de certaines charges. A présent, au travers de la proposition de la majorité, nous ajouterions à cette péréquation financière extrêmement complexe, fine et délicate en matière de fédéralisme et d'équilibre entre cantons, une couche supplémentaire péréquative. La minorité II que je vous propose vise à ne pas ajouter cette couche péréquative.

De surcroît, la version de la majorité de la commission propose que le surplus, soit la part qui dépasse les 400 francs par habitant, soit distribué entre les autres cantons de façon égale. Qu'est-ce que cela veut dire de façon égale? Est-ce en fonction de la population? Un critère démographique s'appliquerait donc. Est-ce en fonction du nombre d'entreprises qui travaillent ou qui sont établies sur le territoire des cantons? Est-ce en fonction du potentiel de ressources, pour reprendre une terminologie propre à la loi sur la péréquation financière? En fait, on ne sait absolument pas, alors que nous sommes en train de traiter une disposition constitutionnelle, comment interpréter la notion d'égalité en matière de redistribution du surplus qui dépasserait l'équivalent des 400 francs par habitant. Cette version de la majorité est pour nous un non-sens. Si notre conseil voulait vraiment une redistribution 50/50 entre la Confédération et les cantons, il ne faudrait pas ajouter en plus une complexité qui n'a aucun lien matériel avec la réforme dont nous sommes en train de discuter.

President (Candinas Martin, president): (*discurra sursilvan*) Il pled per sia minoritad ha signur Beat Walti. El discurra er gist per la fracziun liberaldemocratica.

Walti Beat (RL, ZH): Ich vertrete hier, zusätzlich zu meiner Minderheit III, auch gerade die Position der FDP-Fraktion. In Block 2 geht es ja nun um die grosse Schlacht um die vermuteten zusätzlichen Erträge. Dazu wurde schon einiges ausgeführt.

Gestatten Sie mir noch einmal eine Bemerkung zur erwähnten schwachen Datengrundlage: Ich teile dieses



Unwohlsein im Grundsatz. Es handelt sich um ein Problem, das sich durch die ganzen steuerpolitischen Beratungen zieht und nicht ein spezifisches Merkmal unserer heutigen Debatte ist. Hier müssen wir besser, aktueller und granularer werden. Bei dieser Vorlage hat es aber eben auch damit zu tun, dass viele Parameter dieses OECD/G-20-Projektes noch nicht fixiert sind und damit auch praktisch keine Simulationen gemacht werden können. Auch die betroffenen Unternehmen wissen kaum, worauf sie sich vorzubereiten haben, obwohl die Vorgabe ist, dass sie ab dem 1. Januar 2024 – und das ist nicht mehr weit weg – bereit für ein neues System sein, sich konform verhalten und auch wissen sollten, was auf sie zukommt. Hier können wir also so lange lamentieren, wie wir wollen: Wenn in den internationalen Gremien nicht rechtzeitig zugearbeitet wird, werden wir nichts ändern können.

Die FDP hat sich in der Frage der Mittelverteilung zwischen Bund und Kantonen, soweit es diese Zusatzsteuern angeht, stets für einen möglichst hohen Kantonsanteil eingesetzt. In der Vernehmlassung haben wir keine Zahlen genannt. Wir hätten auch mit einer vollständigen Zuordnung an die Kantone leben können. Die Lösung mit 25 Prozent Bundesanteil scheint uns aber sachgerecht und vertretbar, weil damit der absehbare Mehraufwand des Bundes unter dem Titel Finanzausgleich, der sich mittelbar aus der Reform ergeben dürfte, und auch gewisse Vollzugsaufwände, die beim Bund anfallen, abgegolten werden. Mit den 75 Prozent, die wir den Kantonen zuhalten möchten, können diese gezielt in Massnahmen investieren, welche den Interessen der betroffenen Unternehmen entsprechen.

Hier halte ich gerne die Sache dieser Unternehmen hoch. Es ist gesagt worden, man müsse nichts tun, was diesen spezifisch helfe. Das ist meiner Meinung nach ein grobes Missverständnis. Der Standortwettbewerb ist relevant, gerade wenn

AB 2022 N 2061 / BO 2022 N 2061

es um diese Unternehmen geht, die – ich habe das im Eintretensvotum ausgeführt – statistisch gesehen einen sehr grossen Teil unserer Unternehmenssteuererträge tragen.

Ich möchte vor allem die linke Seite ermuntern, einmal ihrer Wählerschaft oder der interessierten Allgemeinheit zu erklären, wo sie sich oder wo sie uns einschränken möchte, wenn die Mittel derjenigen, auf die sie gerne eindrischt, dann irgendwann fehlen würden. Diese Antworten bleibt sie schuldig. Ich verstehe, dass sie vor allem Kompetenz beim Geldausgeben entwickeln will. Aber das dispensiert sie nicht von der Antwort auf die Frage, wer die ganze Sache finanzieren soll.

Deshalb ist es eben auch richtig, dass die Kantone mit ihrer differenzierten Sicht auf die Steuersubjekte, auch auf die Unternehmen, geeignete Massnahmen treffen können, die selbstverständlich konform mit den internationalen Vorgaben sein müssen, die aber auch denjenigen Massnahmen entsprechen, die mitunter im internationalen Standortwettbewerb angewandt werden. Ich halte das für sehr legitim. Ich halte es sogar für richtig und notwendig, dass die Kantone das in der nötigen Granularität tun können.

Gezielte Massnahmen sind auf jeden Fall besser als ein Bundesanteil, der dann mit irgendeiner Giesskanne in nicht wirksame Strukturen gegossen wird. Das führt zu nichts. Und wenn Sie den Bundesanteil weiter erhöhen, riskieren Sie auch, das wurde auch schon angesprochen, dass vor allem die finanzstarken Kantone – genannt wurden Zug und Basel, andere könnten auch auf die Idee kommen – ihre Steuern auf 15 Prozent erhöhen und dass somit überhaupt nichts für diese Zusatzsteuer abfällt. Wenn Sie sich dann, wie Herr Glättli das getan hat, hämisch darüber freuen, dass Sie damit bei der materiellen Steuerharmonisierung angekommen sind, dann möchte ich Ihnen zurufen, dass es für die Kantone mannigfaltige Möglichkeiten gibt, den nationalen Steuersubjekten, den Unternehmen in der Schweiz, auch wieder Vorteile zukommen zu lassen, die zum gleichen Ergebnis führen wie das, was Sie eigentlich verhindern wollten. All das, was Sie uns hier erklären wollen, hat wirklich kurze Beine.

Die 25/75-Prozent-Lösung ist auch, wie Herr Bundesrat Maurer es angesprochen hat, die präferierte Lösung der Finanzdirektorenkonferenz. Bundesrat Maurer hat hier ein umsichtiges Projekt entwickelt, das angesichts der kurzen verfügbaren Zeit viele Absprachen beinhaltet. Sie haben auch ein Schreiben der Metropolitanregion Basel erhalten, das von Ihrem ehemaligen SP-Kollegen Jans unterzeichnet ist, der heute Regierungspräsident ist und sich ebenfalls für die bundes- und die ständerätliche Lösung einsetzt, die ich heute hier mit meiner Minderheit III in die Diskussion einbringe. Übrigens: Noch in der letzten Session hat sich auch der Städteverband in persönlichen Gesprächen absolut zufrieden mit diesem Vorschlag gezeigt. Offensichtlich hat man jetzt Lunte gerochen, hat noch etwas günstigere Ideen vor Augen und präferiert nun deshalb die Mehrheitslösung. Das sei dem Städteverband zwar unbenommen, trotzdem möchte ich es hier ausgesprochen haben.

Dem vorherigen Votum von Herrn Kollege Feller haben Sie entnommen, dass wir, wenn denn nach unserer Debatte eine 50/50-Lösung die Mehrheitslösung sein sollte, sicher eine Lösung ohne zusätzliche Umverteilungsmechanismen bevorzugen. Wir wollen keinen NFA 2.0 mit unklarer Wirkung einführen. Das gilt insbeson-



dere für die Mehrheitslösung und in geringerem Mass auch für den Minderheitsantrag Grossen Jürg, der aber immerhin noch gewisse interessante volkswirtschaftliche Kriterien mit einbezieht.

Letztlich geht es auch um den Respekt vor dem Föderalismus, den man haben kann oder auch nicht. Aber Sie können hier unter der Bundeshauskuppel nicht so tun, als ob es grundsätzlich einfach besser wäre, wenn der Bund das Geld ausgibt anstatt die Kantone. Gehen Sie nachhause und diskutieren Sie mit den Entscheidungsträgerinnen und Entscheidungsträgern in Ihrem Kanton darüber, wie sie das sehen. Ich bin sicher, dass Sie ein differenzierteres Bild bekommen werden als das, was Sie uns vorhin hier vorgetragen haben. Das gilt insbesondere auch für das Verhältnis zwischen Kanton und Gemeinden, zu dem der Antrag der Minderheit V (Müller Leo) Vorgaben machen will. Das halten wir nicht für zielführend. Die Kantone sind absolut in der Lage, diese Mittelverteilung in einem demokratischen Prozess vorzunehmen, sie auszudiskutieren und zweckmässig festzulegen. Wir lehnen diesen Minderheitsantrag deshalb ab.

Ebenso lehnen wir die Anträge der Minderheiten I (Badran Jacqueline) und II (Ryser) ab. Eine Zweckbindung der Bundesmittel aus einem vermuteten Zusatzsteuerertrag gehört unseres Erachtens definitiv nicht in die Bundesverfassung, und darüber diskutieren wir hier ja.

Lassen Sie mich zum Schluss noch auf das Lamento bezüglich der aufgehenden Schere zwischen den Kantonen eingehen, das hier dauernd angestimmt wird. Der Finanzausgleich funktioniert sehr gut. Man kann immer über das richtige Niveau der Umverteilung diskutieren, aber im Grundsatz funktioniert er sehr gut. Wir hatten z. B. im Kanton Schwyz einen Realitätstest. Dieser Kanton musste vor wenigen Jahren seine Steuern anpassen, weil die Rechnung aufgrund der zu leistenden Finanzausgleichszahlungen ins Rote gekippt war. Es hat sich also gezeigt, dass dem Steuerwettbewerb in der real gelebten Steuerpraxis Grenzen gesetzt sind. Das Problem, das Sie hier gerne kultivieren, sieht in der Realität völlig anders aus, zumal auch eine Wirkungsanalyse des Finanzausgleichs ansteht. Diese ist vorgesehen und wird stattfinden. Bei Bedarf können die Regeln des Finanzausgleichs durchaus angepasst werden, sollten sich die Verhältnisse in eine nicht gewünschte Richtung entwickeln.

Langer Rede kurzer Sinn: Ich bitte Sie natürlich, den Antrag der Minderheit III, die meinen Namen trägt, aber eigentlich der Beschluss des Ständerates – gemäss Entwurf des Bundesrates – ist, zu unterstützen. Die FDP-Fraktion wird das tun und auf jeden Fall alle Umverteilungsmechanismen ablehnen, die sonst noch von Minder- oder Mehrheiten beantragt werden.

Müller Leo (M-E, LU): Mit meiner Minderheit will ich die Formulierung in Artikel 197 Ziffer 15 Absatz 6 ergänzen und präzisieren. Das Wichtigste vorweg: Mit diesem Minderheitsantrag wird überhaupt nicht tangiert, wie die Aufteilung der Steuereinnahmen zwischen Bund und Kantonen ist. In diesem Sinne können Sie diesen Antrag völlig entkrampft angehen und beurteilen – das als Wichtigstes vorweg.

Beim Antrag geht es darum, dass eine gerechte Verteilung der Mehreinnahmen zwischen Kanton, Städten und Gemeinden erfolgen soll. Die Kantonsautonomie wird dadurch nicht eingeschränkt. Gemeinden und Städte sind in den ländlichen Räumen angesiedelt, und es geht darum, dass das anfallende Steuersubstrat auch in die Fläche verteilt wird. Das passiert bei den übrigen Gewinnsteuern auch. Wir wissen ja, die Steuer, die hier erhoben werden soll, ist eine ergänzende Gewinnsteuer, und ein Teil davon geht an die Kantone. Wie hoch ihr Anteil genau sein wird, werden wir jetzt dann entscheiden. Ein Teil davon geht aber sicher an die Kantone. Bei diesem Minderheitsantrag geht es darum, dass dieser Anteil gleichmässig auf Kanton, Städte und Gemeinden verteilt wird, wie das bei den übrigen Gewinnsteuern auch passiert. Gemeinden und Städte sind stetigen Investitionstätigkeiten ausgeliefert, wenn wir das so sagen wollen: Sie investieren in Bildung, Kinderbetreuung, Integration, Kultur, Verkehrsinfrastruktur usw. Damit leisten auch die Gemeinden und Städte einen wichtigen Beitrag zur Standortattraktivität für Unternehmen und Privatpersonen, die dort nach Möglichkeit Unternehmens- respektive Wohnsitz nehmen sollen.

Diese Attraktivität soll weiter erhalten bleiben. Die Gemeinden und Städte tragen ja auch das Risiko, dass Steuerausfälle entstehen könnten, wenn Unternehmen wegziehen würden. Sie tragen eben das Risiko der volkswirtschaftlichen Verhaltensanpassung mit.

Jetzt sollen hier die Gemeinden und Städte nicht vergessen werden. Es soll bei Artikel 197 Ziffer 15 Absatz 6 eine Präzisierung angebracht werden. Der Bundesrat schlägt ja die Formulierung "Die Kantone berücksichtigen die Gemeinden angemessen" vor; das ist der Entwurf des Bundesrates. Mit meinem Antrag will ich "angemessen" noch etwas präzisieren, indem ergänzt werden soll: "[...] indem sie eine Verteilung wie bei den Gewinnsteuereinnahmen anwenden." Das ist die einzige Ergänzung. Es wird also nichts Neues

AB 2022 N 2062 / BO 2022 N 2062

geschaffen, sondern nur der Hinweis eingefügt, dass die Verteilung auf die Städte und Gemeinden gleich er-



folgen soll, wie sie bei den übrigen Gewinnsteuern erfolgt.
In diesem Sinne bitte ich Sie, dem Antrag meiner Minderheit V zuzustimmen.

Glättli Balthasar (G, ZH): Meine Minderheit fordert, 100 Prozent dieser Zusatzeinnahmen beim Bund zu verbuchen. Wir sind der Meinung, es wäre falsch, wenn wir den von uns bisher kritisierten Steuerdumping-Wettbewerb durch einen Wettbewerb zwischen den reichhaltig ausgestatteten Kantonen und den anderen Kantonen auf der Ebene von sogenannten nicht fiskalischen Massnahmen ersetzen würden. Die Begründung des Bundesrates, auch in der Botschaft, ist ja genau die, dass man sagt, man wolle diesen Wettbewerb aufrechterhalten, eben einfach auf der Ebene von nicht fiskalischen Massnahmen.

Ich muss Ihnen sagen, ich habe eine vielleicht etwas romantische Vorstellung von der Schweiz. Ich habe die Vorstellung, dass die Schweiz trotz allem Föderalismus oder gerade deswegen auch eine Solidargemeinschaft sein muss. Diese Solidargemeinschaft hat jetzt wahrhaft genug Aufgaben vor sich, wenn es zum Beispiel darum geht, innerhalb der Welt solidarischer zu sein, oder auch, innerhalb der Schweiz solidarischer zu sein. Ich finde, es darf in Zukunft nicht so sein, dass man, wenn es zum Beispiel um die Frage geht, ob wir eine Individualbesteuerung einführen, fragen muss: Können wir uns das leisten, oder bleiben wir bei der Ungerechtigkeit von heute, die Menschen, abhängig von ihrem Zivilstand, unterschiedlich zu besteuern?

Oder nehmen wir einen anderen Vorschlag, den Vorschlag der Sozialdemokratinnen und Sozialdemokraten: Es kann doch nicht sein, dass es davon abhängt, wo man sein Kind gebärt, wenn es darum geht, ob man eine brauchbare ausserhäusliche Kinderbetreuung hat, falls man sich für eine solche entscheidet, ob man also in der Stadt Zürich ist oder sonst irgendwo, in einem anderen Kanton oder in einer Gemeinde auf dem Land, wo das einfach nicht gegeben ist.

Alle ächzen jeweils, wenn es darum geht, die Perspektive der Wirtschaft unter dem Fachkräftemangel zu beschreiben. Aber wenn es darum geht, etwas zu tun, um da ganz konkret Besserung zu bringen, ist man dann auch wieder nicht mit ganzem Herzen dabei. Wir haben die Möglichkeit, in dieser Runde gemeinsam etwas solidarischer darüber zu entscheiden, was der richtige Einsatz ist; am Schluss geht es dann ja nicht um so viel Geld. Wir haben diese Möglichkeit aber nur dann, wenn wir wirklich 100 Prozent dem Bund zukommen lassen.

Jetzt gibt es Kantone, die sagen: "Aber das geht doch nicht, da kommen wir mit unseren eigenen Budgets nicht mehr in die schwarzen Zahlen!" Da muss ich diesen Tiefststeuerkantonen einfach sagen, dass sie ein einfaches Rezept haben: Sie können ihre Mindeststeuer bis auf 15 Prozent erhöhen, wenn sie wollen. Es wird für sie ja kein steuerrechtlicher Nachteil sein, weil ja die anderen auch 15 Prozent haben, auch in den anderen Ländern. Bis jetzt war das ja das Argument: Man hat gesagt, man müsse dumpen, um international konkurrenzfähig zu sein. Das muss man nicht mehr, wenn dieser Sockel eingeführt ist. Diese Kantone haben immer noch die Möglichkeit, wenn sie das Geld lieber nicht nach Bern liefern, die Mindeststeuer auf kantonaler Ebene anzuheben. Ich denke aber, dass es im Grundsatz sinnvoll ist, wenn wir damit aufhören, dass wenige auf Kosten vieler profitieren, und wir stattdessen zusammenstehen – guteidgenössisch, um es einmal so zu sagen.

President (Candinas Martin, president): (*discurra sursilvan*) Il pled per sia minoritad ha signur Thomas Aeschi che discurra er gist per la fracziun da la Partida populara svizra.

Aeschi Thomas (V, ZG): Wie es eben vom Präsidenten erwähnt wurde, erlaube ich mir, auch gleich für die SVP-Fraktion zu sprechen. Dieser letzte Block ist der wichtigste Block in dieser Verfassungsvorlage. Es geht hier grundsätzlich um die Frage: Wie soll der Rohertrag dieser neuen Steuer verteilt werden, zu 75 Prozent für die Kantone und zu 25 Prozent für den Bund oder zu je 50 Prozent?

Ich möchte hier gerne aus zwei Schreiben zitieren. Das erste Schreiben stammt von der Konferenz der kantonalen Finanzdirektorinnen und Finanzdirektoren vom 8. November: "Die FDK unterstützt die Aufteilung der Einnahmen aus der Ergänzungssteuer mit 75 Prozent für die Kantone und 25 Prozent für den Bund. Wir bitten Sie, in diesem Punkt [...] dem Bundesrat und dem Ständerat zu folgen. Der FDK-Vorstand erachtet namentlich den Entscheid Ihrer Kommission für die Einführung einer Obergrenze für den Anteil eines Kantons an der Ergänzungssteuer aus den folgenden Gründen als sehr problematisch: Eine Obergrenze würde ein zusätzliches interkantonales Umverteilungsinstrument einführen, ohne die Gesamtsicht des Finanzausgleichs im Auge zu behalten. Die Frage des Abbaus interkantonomer Disparitäten muss über das System des Ressourcenausgleichs angegangen und die Auswirkungen sollen gesamthaft im Rahmen des sogenannten NFA-Wirksamkeitsberichtes untersucht werden. Ein grösserer Bundesanteil sowie eine Obergrenze schmälerten nicht nur die Mittel ressourcenstarker Standortkantone, sondern voraussichtlich auch zu einem geringeren Umverteilungsvolumen zugunsten ressourcenschwacher Kantone führen. Der Anreiz für die Kanto-



ne, in den Erhalt ihrer Wettbewerbsfähigkeit für grosse Unternehmensgruppen zu investieren, würde zusätzlich geschmälert. Dies liegt weder im Interesse der Kantone noch des Bundes, da von der Attraktivität einzelner Kantone auch die Bundesfinanzen profitieren." Das war das erste Schreiben, jenes der Finanzdirektorinnen und Finanzdirektoren.

Und dann zitiere ich, vor allem für die Romands, die noch im Saal sind, gerne noch aus einem Schreiben der Conférence latine des directeurs cantonaux des finances (CLDF), in der die acht Kantone Bern, Freiburg, Tessin, Waadt, Wallis, Neuenburg, Genf und Jura vertreten sind. Das Schreiben stammt vom 28. November 2022.

"La Conférence latine des directrices et directeurs cantonaux des finances (CLDF) soutient cette réforme. S'agissant du partage des recettes supplémentaires découlant de l'impôt complémentaire, la CLDF est en faveur d'une clé de répartition attribuant 75 pour cent de recettes additionnelles aux cantons concernés et 25 pour cent à la Confédération.

Ainsi, la CLDF partage le point de vue du Conseil fédéral, du Conseil des Etats et de la CdF. Nous vous invitons également à vous rallier à cette position et à renoncer à répartir ces recettes pour moitié entre la Confédération et les cantons avec un plafond par habitant. En effet, cette répartition retenue par la Commission de l'économie et des redevances du Conseil national pose les problèmes suivants.

Tout d'abord, l'introduction d'un plafond signifierait la mise en oeuvre d'un nouvel instrument de redistribution intercantonale ne tenant globalement pas compte du système de la péréquation financière (RPT). Or, ce nouvel instrument n'a pas de raison d'être, puisque 1. les recettes des cantons seront prises en compte à titre de recettes fiscales supplémentaires dans le cadre de la RPT et 2. le rapport 2026–2029 sur l'évaluation de l'efficacité examinera cette question et, le cas échéant, proposera l'adaptation.

Par ailleurs, il faut relever qu'en cas de répartition trop favorable à la Confédération, les cantons pourraient fortement envisager d'augmenter leur taux d'imposition cantonal pour atteindre un taux de 15 pour cent afin de conserver les recettes fiscales supplémentaires liées à la réforme de l'OCDE. Une telle augmentation aurait un impact négatif sur l'attractivité de la Suisse. En effet, dans ce cas, en raison de l'assiette imposable déterminée selon les règles de l'OCDE, il est probable, voire certain, que les entreprises concernées par cette réforme soient au final certaines années imposées en Suisse sur un taux effectif d'imposition possiblement bien supérieur à 15 pour cent. Une telle augmentation pourrait priver la Confédération et les cantons peu concernés par la réforme de tout impôt complémentaire. Il nous paraît essentiel que les cantons disposent des moyens nécessaires pour maintenir leur compétitivité dans la mesure où leur attractivité sert également les finances fédérales."

AB 2022 N 2063 / BO 2022 N 2063

Ich habe Ihnen jetzt also aus zwei Schreiben zitiert: einerseits aus dem Schreiben der Finanzdirektorenkonferenz, andererseits aus dem Schreiben der Conférence latine des directeurs cantonaux des finances. Beide sagen das Gleiche: Sie warnen eindringlich davor, einen 50/50-Schlüssel zu beschliessen. Denn die Folge davon wäre, dass die betroffenen Kantone ihre Steuersätze auf 15 Prozent anheben würden. Wer würde darunter leiden? Die kleinen und mittleren Firmen würden darunter leiden, da sie in den betroffenen Kantonen entsprechend höhere Steuern bezahlen müssten. Ausserdem – das will ja die Linke – würde der Steuerwettbewerb zwischen den Kantonen ein Stück weit ausgehebelt. Diesen Steuerwettbewerb hat die Mitte-Fraktion in der Vergangenheit immer hochgehalten.

Ich komme nun zu den verbleibenden Minderheiten. Auf Seite 9 der Fahne finden Sie eine Minderheit von mir. Sie beantragt, dass dem Parlament zusammen mit der Gesetzesvorlage zur Umsetzung der Verfassungsänderung auch eine Anpassung des Bundesgesetzes über den Finanz- und Lastenausgleich vorgelegt wird. Wenn man nämlich jetzt ein neues, NFA-ähnliches Umverteilungsgefäss schafft, müsste man das zusammen mit dem bestehenden NFA-Umverteilungsgefäss anschauen und nicht losgelöst davon.

Schliesslich liegt ein Minderheitsantrag Müller Leo vor. Diesen Antrag bitte ich Sie namens der SVP-Fraktion abzulehnen. Es ist Sache der Kantone, zu bestimmen, wie der jeweilige kantonale Ertrag innerhalb des Kantons verteilt wird.

Dann gibt es drei Anträge von Links-Grün: die Minderheitsanträge Birrer-Heimo, Badran Jacqueline und Ryser. Auch diese bitte ich Sie abzulehnen.

Präsident (Candinas Martin, Präsident): Auch wenn Herr Thomas Aeschi auf Ihre Frage verzichtet, Frau Badran, haben Sie nun trotzdem das Wort, nämlich zur Begründung des Antrages Ihrer Minderheit.

Badran Jacqueline (S, ZH): Na gut, wenn Herr Aeschi auf die Frage verzichtet, dann sage ich, was ich zu sagen habe: Seine Ausführungen sind doppelt unlogisch. Erstens ist es so, dass 17 von 24 Kantonen bei einer 50/50-



Lösung mit Deckel wesentlich mehr erhalten als mit der 75/25-Lösung. Wenn die Drohung kommt, man würde die Steuersätze auf 15 Prozent erhöhen, muss ich zweitens sagen: Es geht hier bei dieser Mindestbesteuerung um die effektive Besteuerung und viel mehr um die Steuerbasis als um die Steuersätze. Ich finde dieses Argument etwas hohl.

Jetzt zu meinem Minderheitsantrag: Artikel 197 Ziffer 15 Absatz 8 ist sozusagen eine Generalklausel für eine Zweckbindung der zusätzlichen Einnahmen des Bundes. Dort heisst es: "Der Bund verwendet seinen Anteil am Rohertrag der Ergänzungssteuer [...] zur zusätzlichen Förderung der Standortattraktivität der Schweiz." Es ist ja klar, dass da ein Basar über die Frage entstanden ist, was das genau heisst. Man wollte und sollte diesen de facto Wischiwaschi-Artikel präzisieren. Heisst nun "Förderung der Standortattraktivität", dass man den Unternehmen Land schenkt, dass man die Steuern für die Manager senkt, dass man die Expat-Klausel erweitert, dass man Grosskonzerne auf irgendeine andere Art subventioniert?

Wir sind der Überzeugung: wenn schon eine Zweckbindung, dann eine klare. Wenn wir in der Schweiz einen Standortvorteil haben, einen, der etwas mit Leistung zu tun hat, dann ist es der, dass wir viele hervorragend ausgebildete Arbeitskräfte bieten können. Zunehmend decken wir jedoch den Bedarf an Fachkräften durch Zuwanderung ab, und das, obwohl ein riesiges inländisches Potenzial an hervorragend ausgebildeten Frauen brachliegt – es sind namentlich Frauen. Die Frauen ziehen sich in der Familienphase zunehmend aus dem Arbeitsmarkt zurück, unter anderem weil die Betreuungskosten ihre zusätzlichen Einnahmen gleich zunichtemachen. Daher, liebe SVP, wollen wir die Zusatzeinnahmen der Förderung des inländischen Arbeitskräftepotenzials widmen, namentlich der Finanzierung der familienergänzenden Kinderbetreuung.

So kommt das Geld übrigens direkt den Kantonen zugute. Es entlastet nicht nur die Unternehmen und die Kantone, es entlastet vor allem auch die privaten Haushalte. Das ist, wie Herr Kollege Cédric Wermuth sehr treffend ausgeführt hat, eine sehr seltene Win-win-win-Konstellation.

Ich bitte Sie, diese Zweckbindung unbedingt zu präzisieren. Sonst geht der Basar stetig und ständig weiter, anstatt dass wir hier die Chance nutzen, eine hervorragende Win-win-win-Situation zu schaffen und vor allem auch endlich die Menschen und die Familien direkt an diesen zusätzlichen Einnahmen zu beteiligen.

Ryser Franziska (G, SG): Mit dieser Ergänzungssteuer wird der Bund jedes Jahr zusätzliche Steuereinnahmen von mehreren hundert Millionen Franken erhalten. Der Bundesrat schlägt vor, dieses Geld mit einer Zweckbindung zu versehen und zur zusätzlichen Förderung der Standortattraktivität der Schweiz einzusetzen. Wenn Sie nun die Unternehmen fragen, was ihnen am Standort Schweiz denn fehle, dann kommen die folgenden Antworten: eine sichere Energieversorgung mit genügend grünem Strom – ein Thema, zu dem wir in der letzten Session, im September, verschiedene Massnahmen beschlossen haben; geregelte Beziehungen zu unserem wichtigsten Handelspartner, der EU – ein wichtiges Dossier, das aber beim Bundesrat liegt; die Verfügbarkeit von Fachkräften – ein Thema, bei dem Handlungsbedarf besteht und wir Handlungsmöglichkeiten haben.

Der Fachkräftemangel stellt eine der grössten Herausforderungen für Unternehmen dar. Damit die Schweiz als Standort attraktiv bleibt, müssen wir die Verfügbarkeit von Fachkräften erhöhen. Heute verlieren wir einen grossen Teil der Fachkräfte aus dem Arbeitsmarkt, weil sie sich um ihre Kinder kümmern wollen oder müssen. Wenn wir genügend Fachkräfte haben wollen, ohne noch stärker auf die Unterstützung von ausländischen Fachkräften angewiesen zu sein, dann müssen wir dafür sorgen, dass gut ausgebildete Mütter und Väter einer Arbeit nachgehen können, sobald ihre Kinder gross genug sind – mit flexiblen Arbeitsmodellen, mit ausreichenden und vor allem bezahlbaren Kinderbetreuungsmöglichkeiten und mit den richtigen steuerlichen Anreizen.

Mit der Individualbesteuerung werden die heute bestehenden negativen Erwerbsanreize abgebaut. Ein Wechsel zu diesem System wird kurzfristig aber etwas kosten. Die erwarteten Mindereinnahmen können durch die Ergänzungssteuer gegenfinanziert werden. Wenn wir einen Teil dieser Gelder rückstellen, können wir effektiv in die Behebung des Fachkräftemangels investieren. Dies hätte mehrere Vorteile:

1. Wir erhalten den finanzpolitischen Spielraum, um die Individualbesteuerung umzusetzen. Die Budgetberatung ist ja noch keine zwei oder drei Stunden her. Sie wissen so gut wie ich: Wenn wir in den kommenden Monaten in die Behebung des Fachkräftemangels investieren wollten, dann müssten wir frühzeitig die Finanzierung sicherstellen. Mit der jetzigen Vorlage hätten wir die Möglichkeit, dies in einer ähnlichen Grössenordnung zu tun.

2. Auch die Kantone erhalten einen Anteil an der Ergänzungssteuer und damit zusätzliche Steuereinnahmen. So haben auch sie die Möglichkeit, einen Wechsel zur Individualbesteuerung zu finanzieren.

3. Die vergangenen Jahre haben gezeigt, dass Steuerpolitik nicht immer erfolgreich ist, insbesondere dann nicht, wenn jede steuerpolitische Reform isoliert für sich betrachtet wird. Hier hätten wir die Chance, vorausschauend zu politisieren, indem wir bei einer Reform, die Mehreinnahmen bringt, das Geld nicht einfach



ausgeben, sondern es zurückhalten, im Wissen um eine nächste Reform, die entsprechende Mindereinnahmen verursachen wird. In der Wirtschaft würde man dem "planen" sagen. Ich meine, auch der Politik würde eine vorausschauende Planung für einmal gut anstehen.

Ich schlage Ihnen deshalb vor, in der Übergangsbestimmung Absatz 8 zu konkretisieren: So haben wir einerseits die nächste Steuervorlage bereits grossmehrheitlich finanziert, andererseits machen wir etwas Konkretes gegen den Fachkräftemangel und stärken damit den Standort Schweiz.

Ritter Markus (M-E, SG): Bei den Übergangsbestimmungen von Artikel 197 Ziffer 15 wird die Mitte-Fraktion bei Absatz 5 der Mehrheit folgen. Die Minderheit möchte, dass die Kantone dem Bund die benötigten Daten und Informationen für den

AB 2022 N 2064 / BO 2022 N 2064

Einzug der Steuer zur Verfügung stellen und der Bund die Steuer selber einzieht. Bundesrat, Ständerat und Kommissionsmehrheit wollen, dass die Kantone unter Aufsicht der Eidgenössischen Steuerverwaltung diese Ergänzungssteuer des Bundes für den Bund erheben. Die Kantone können für den Vollzug dieser Aufgabe aber entschädigt werden. Es ist wichtig, das zu wissen. Der Vollzug ist bei den Kantonen am richtigen Ort angesiedelt. Der Bund müsste für den Vollzug eine eigene Verwaltungsabteilung ins Leben rufen, und damit würden Doppelspurigkeiten und auch ein Mehraufwand erzeugt.

Zu Absatz 6 liegen neben dem Mehrheitsantrag jetzt noch fünf Minderheitsanträge mit allen möglichen Varianten der Verteilung der zusätzlichen Steuereinnahmen vor. Die Mitte-Fraktion wird der Minderheit I (Grossen Jürg) nicht folgen. Mit dieser Minderheit sollen die Mittel nur nach dem BIP und der Bevölkerungszahl und unabhängig von der Herkunft der Mittel auf die Kantone verteilt werden. Das erachten wir als nicht richtig. Gemäss der Minderheit VI (Glättli) würde der gesamte Ertrag dem Bund zufließen. Auch dies erachten wir als nicht sachgerecht. Wir werden aber die Minderheit V (Müller Leo) unterstützen, die für eine faire Verteilung der Mittel auf die Städte und Gemeinden sorgt. Sie haben es gelesen: Die Städte unterstützen dies.

Bezüglich der Anträge der Mehrheit und der Minderheiten II (Feller) und III (Walti Beat) gibt es in unserer Fraktion unterschiedliche Meinungen. Um der Vorlage in der kommenden Volksabstimmung zum Durchbruch zu verhelfen, ist aber ein fairer Verteilschlüssel von 50/50 zwischen Bund und Kantonen wichtig und wird von uns auch mehrheitlich getragen. Dieser Verteilschlüssel entspricht auch dem Antrag der Finanzkommission und müsste im Interesse unseres Finanzministers sein. Wir reden hier schliesslich bei einem höheren Anteil von 25 Prozent des angenommenen Gesamtbetrags von 1,6 Milliarden Franken doch von 400 Millionen Franken. Das ist vor dem Hintergrund der jetzigen Finanzlage des Bundes nicht wenig und würde uns auch helfen, unsere Aufgaben zu erfüllen.

Zusätzlich ist der Standortwettbewerb heute auch eine Verbundaufgabe des Bundes. Damit werden wir auch international positiv wahrgenommen. Dazu gehören zum Beispiel die ETH oder auch Investitionen in die grossen Infrastrukturvorhaben. Auch die Anstrengungen des Bundes im Bereich des Arbeitsmarktes sind hier zu erwähnen. Der Bund kann mit seinem Engagement in der Standortförderung gesamtstaatliche Anliegen abdecken. Die einzelnen Kantone werden immer nur Massnahmen im Rahmen ihrer kantonalen Hoheit unterstützen und kaum etwas darüber hinaus, was auch normal und verständlich ist.

Zudem gilt es zu bedenken, dass hohe Zahlungen des Bundes an einzelne Kantone aus dieser Ergänzungssteuer die Frage aufwerfen, was denn diese Kantone mit den Mitteln eigentlich zu tun gedenken. Eine deutliche Verschärfung des Standortwettbewerbes unter den Kantonen und eine weitere Senkung der Steuersätze in Tiefsteuernkantonen wären keine guten Grundlagen für die Diskussion im Rahmen des kommenden Abstimmungskampfes. Es wird auch gesagt, die Kantone würden dann ihre Steuern für die entsprechenden Unternehmen auf generell 15 Prozent erhöhen. Ja, das können sie tun; das ist richtig. Was sie aber nicht erwarten können, ist, dass sie weiter ihre Tiefsteuersätze haben.

Für Unternehmen mit 750 Millionen Euro Umsatz soll der Bund nun also die Verfassungsgrundlage anpassen, die Gelder einziehen und nachher die Gelder den Kantonen schicken, damit sie irgendwelche Vergünstigungen schaffen können, von denen sie aber nicht sagen wollen oder können, was sie genau beinhalten. Ich glaube, diese Fünfer-und-Weggli-Politik wird, vor allem in einem Abstimmungskampf, nicht aufgehen.

Beim neuen Absatz 7bis wird die Mitte-Fraktion der Mehrheit folgen. Der Zusatz der Minderheit Aeschi Thomas ist nicht nötig, da dies bereits der Courant normal ist.

Bei Absatz 8 wird die Mitte-Fraktion ebenfalls der Mehrheit folgen. Hier haben wir lange diskutiert, was klug und richtig ist. Die Formulierung des Bundesrates mit der Erfüllung der Aufgabe "zur zusätzlichen Förderung der Standortattraktivität der Schweiz" ist klar und trotzdem nicht zu einschränkend. Die Minderheiten wollen hier wesentlich spezifischer sein. Dies könnte in der kommenden Abstimmungsdiskussion stark dazu führen, dass



sehr detailliert über den Verwendungszweck – Kita, ja oder nein? Arbeitsplatzmassnahmen, ja oder nein? – diskutiert wird. Ich glaube, das kann am Schluss nicht der Kerngehalt dieser Vorlage und der Diskussion sein. Aber die Formulierung des Bundesrates lässt diese Zwecke ebenfalls zu. Für uns ist es wichtig und zielführend, dass wir hier auch die entsprechende Flexibilität haben und dann die Anpassungen in diesem Absatz und in der Gesetzgebung situativ vornehmen können.

Lassen Sie mich hier abschliessend noch einen Satz an Sie richten: Die Volksabstimmung am 18. Juni müssen wir gewinnen. Es darf kein Nein geben, wenn wir diesen Beschluss am 1. Januar 2024 mit einer Verordnung umsetzen wollen. Deshalb tun wir gut daran, hier Brücken zu bauen zwischen links und rechts, zwischen den Anliegen der Gesellschaft, der Wirtschaft, der Kantone und des Bundes. Ich bitte Sie, das bei Ihrem Abstimmungsverhalten in diesem Block zu bedenken.

Bendahan Samuel (S, VD): Comme cela a été dit par mon préopinant, cette logique de 50 pour cent des recettes provenant de l'impôt complémentaire à la Confédération et 50 pour cent aux cantons est un compromis tout à fait acceptable. Cela reste un compromis puisque la moitié des recettes supplémentaires qui sont prévues avec ce modèle iront, dans les faits, prioritairement aux cantons qui ont déjà le plus baissé leurs impôts et ont déjà le plus de multinationales. Ce compromis n'empêche donc pas une situation qui reste inéquitable, qui profite à certains cantons, et donc aussi aux très grandes entreprises, et non à la population. Mais c'est un compromis que nous sommes prêts à accepter.

C'est pourquoi le groupe socialiste soutiendra la proposition de donner 50 pour cent à la Confédération et 50 pour cent aux cantons en plafonnant à 400 francs par habitant le montant à disposition. Cela évite les cas extrêmes de très petits cantons qui ont une concentration de multinationales et qui recevraient tellement d'argent qu'ils n'auraient pas vraiment les moyens de l'utiliser pour leur population; ce ne serait donc pas une utilisation efficiente. Si vraiment les cantons en ont besoin, ils gardent la possibilité, comme cela a été dit à maintes reprises, d'augmenter leur taux d'imposition régulier pour toutes les entreprises.

Nous avons de la sympathie pour la minorité I (Grossen Jürg). En effet, il est assez logique de répartir la manne des cantons selon une clé de répartition liée au PIB et à la population. C'est vrai que c'est logique, mais, pour des raisons qui sont purement liées à la procédure de vote, nous ne pourrions pas soutenir cette proposition, car nous souhaitons soutenir le compromis. Accepter une autre proposition que celle du compromis risquerait de péjorer la solution qui a été trouvée en partenariat entre la gauche et la droite de ce Parlement.

Nous ne suivrons pas non plus, pour les mêmes raisons, la minorité II (Feller) qui souhaite supprimer le plafonnement. Le non-plafonnement des recettes à 400 francs par habitant a un effet assez clair et assez simple. Il favorise deux cantons qui ont une concentration très élevée de multinationales au détriment de tous les autres. Il s'agit donc probablement d'une façon pas très juste de récompenser des cantons qui ont choisi de baisser de façon très importante leurs impôts sans le faire pour toutes les entreprises. Ces cantons peuvent décider d'augmenter leur taux à 15 pour cent, c'est une possibilité qu'ils ont, mais s'ils ne le font pas, il est logique que le reste du pays bénéficie de l'imposition complémentaire.

Evidemment, nous rejeterons aussi la proposition de la minorité IV (Martullo), mais elle a été retirée au profit d'une autre.

La minorité V (Müller Leo) est extrêmement importante. Il s'agit de garantir que les cantons tiennent compte des communes de manière appropriée en appliquant une répartition comme pour les recettes de l'impôt sur le bénéfice. Cela veut dire que l'on doit tenir compte de façon concrète des intérêts des villes et des communes de plus ou moins grande envergure. Il faut savoir qu'en ce qui concerne l'imposition sur le

AB 2022 N 2065 / BO 2022 N 2065

bénéfice, les villes sont particulièrement touchées. De même, les communes de petite et moyenne importance sont extrêmement touchées et sont bien plus dépendantes à ce propos qu'elles ne le sont d'autres impôts, proportionnellement à d'autres communes et aux cantons. En effet, de nombreuses personnes travaillent en ville, mais elles sont imposées dans d'autres localités que celles où elles travaillent. L'imposition sur les bénéfices est une façon de compenser cet aspect.

La proposition faite par Leo Müller permet un peu de compenser cet effet et, donc, de garantir que les communes bénéficient aussi de l'imposition complémentaire. C'est un élément très important de ce point de vue. Il faut savoir que les villes subissent de plein fouet les baisses d'impôt pour les entreprises. On peut citer la ville de Zurich, qui a perdu l'équivalent de 18 points d'impôts avec la baisse de l'impôt sur le capital. Il est donc important qu'une répartition juste soit aussi effectuée pour les villes. Il s'agit d'une solution extrêmement fédéraliste, puisque, en réalité, la proposition de la minorité V laisse la compétence aux cantons. Simplement, le bénéfice est réparti selon la clé de répartition prévue par les cantons.



Enfin, le groupe socialiste approuve sur le fond la minorité VI (Glättli). Cette proposition vise à verser toutes les recettes de l'impôt à la Confédération et, par ce biais, à soutenir la population. Nous l'approuvons sur le fond, mais, pour des raisons liées à la procédure de vote, nous souhaitons donner toutes les chances au compromis prévu.

A l'alinéa 7bis, la minorité Aeschi Thomas n'est pas acceptable, parce qu'elle prévoit une modification de la loi fédérale sur la péréquation financière et la compensation des charges.

La proposition individuelle Molina obtient l'accord du groupe socialiste sur le principe. Il est fondamental de rappeler que le but de cette réforme est la solidarité internationale. Il y a aussi des considérations liées à la survie du compromis. Sur le principe, cette minorité est tout à fait justifiée du point de vue du groupe socialiste, puisqu'il nous faut effectivement soutenir aussi, par une concurrence fiscale équitable, le reste du monde; cela est aussi à l'avantage de la Suisse.

Fischer Roland (GL, LU): Der Steuerwettbewerb ist ein Teil unseres föderalistischen Systems. Er ist Ausdruck der Steuerautonomie der Kantone und der Gemeinden, und er führt dazu, dass die Kantone und Gemeinden ihre Steuerbelastung so festlegen, dass sie unter Berücksichtigung ihrer eigenen Einnahmen und der Transfereinnahmen ihre Aufgaben möglichst gut und auch effizient wahrnehmen können.

Aber der Steuerwettbewerb kann auch dazu führen, dass die Unterschiede zwischen ressourcenstarken und ressourcenschwachen Kantonen grösser werden. Korrigiert werden diese Disparitäten durch den Finanzausgleich, der für einen Ausgleich sorgt – aber eben nur teilweise. Deshalb muss der Steuerwettbewerb fair und massvoll bleiben, damit er in einem föderalistischen Staat akzeptiert wird. Man darf also nicht überborden. Denn wir müssen hier bei dieser Vorlage auch eine Volksabstimmung gewinnen.

Im Hinblick auf einen fairen und massvollen Steuerwettbewerb ist die vom Bundesrat beantragte Verteilung der Erträge aus der Ergänzungssteuer problematisch. Es erhalten nur diejenigen Kantone Ertragsanteile, die im Sinne der OECD-Mindeststeuer eine Unterbesteuerung aufweisen. Das führt dazu, dass diese Kantone, obwohl sie schon eine tiefe Steuerbelastung haben, im Standortwettbewerb noch einen zusätzlichen Vorteil erhalten, und zwar insbesondere auch im interkantonalen Standortwettbewerb. Dies bewirkt also eine quasi vom Bund finanzierte Verzerrung des Standortwettbewerbs zugunsten der Tiefsteuernkantone. Das wiederum führt dazu, dass die Unterschiede zwischen den Kantonen grösser werden. Sie werden zwar teilweise durch den Finanzausgleich korrigiert, aber eben nur teilweise, denn die wirtschaftlichen Unterschiede bleiben zu einem grossen Teil bestehen. Wird der Kantonsanteil hingegen gleichmässiger auf die Kantone verteilt, so haben alle Kantone vergleichbarere Voraussetzungen, um ihre Attraktivität mit standortpolitischen Massnahmen zu erhalten.

Die grünliberale Fraktion unterstützt deshalb die Minderheit I (Grossen Jürg), welche einen Kantonsanteil von 50 Prozent und eine Verteilung gemäss BIP und Wohnbevölkerung vorsieht. Wir unterstützen grundsätzlich eine je hälftige Verteilung des Ertrags. Das heisst, wir werden in der Ausmehrung die entsprechenden Konzepte bevorzugen. Eine solche Verteilung ist gerechtfertigt und fair, weil die Erträge der Besteuerung juristischer Personen bereits heute je zur Hälfte an die Kantone und – via direkte Bundessteuer – an den Bund gehen. Verschiedentlich hört man, dass die betroffenen Kantone, sofern sie nicht mehr Geld erhalten, ihre eigenen Steuersätze entsprechend erhöhen würden. Wieso auch nicht? Das entspricht der Steuerautonomie der Kantone und dem Subsidiaritätsprinzip. Falls die Kantone die zusätzlichen Mittel für den Standortwettbewerb benötigen, wäre es zumindest weniger verzerrend, wenn sie das mit einer höheren eigenen Steuerbelastung machen.

Ich äussere mich noch zu den weiteren Minderheiten: Hinsichtlich der Verteilung der Mittel an die Gemeinden unterstützen wir die Minderheit V (Müller Leo). Beim Vollzug der Vorschriften über die Steuer unterstützen wir die Minderheit Birrer-Heimo. Der Vollzug durch die Eidgenössische Steuerverwaltung ist kostengünstiger und effizienter als der Vollzug durch die Kantone. Ein einzelner Kanton kann sowieso nicht beurteilen, ob die Unternehmensgruppe die Mindestbesteuerung in der ganzen Schweiz erreicht. Die Veranlagung durch die Kantone erfordert deshalb eine aufwendige und komplizierte Zusammenarbeit der Eidgenössischen Steuerverwaltung mit den Kantonen. Zudem hätte eine Veranlagung durch die Eidgenössische Steuerverwaltung noch den Vorteil, dass der Bund endlich bessere Datengrundlagen zu den Unternehmenssteuern in der Schweiz erhalten würde.

Hinsichtlich der Verwendung des Bundesanteils unterstützt die grünliberale Fraktion die Minderheit II (Ryser) in erster und die Minderheit I (Badran Jacqueline) in zweiter Priorität. Der Bund soll seinen Anteil möglichst in konkrete nationale Standortförderungsmassnahmen investieren. Investitionen in die bessere Vereinbarkeit von Familie und Beruf spielen eine zentrale Rolle im Standortwettbewerb, nicht zuletzt auch im Hinblick auf die Abfederung des Fachkräftemangels.



Den Antrag der Minderheit Aeschi Thomas hingegen lehnen wir ab. Wir erachten eine Anpassung des Finanzausgleichssystems nicht als notwendig, denn das Ressourcenpotenzial selbst – d. h. die steuerbaren Einkommen, Gewinne und Vermögen – bleibt ja grundsätzlich auch mit der Ergänzungssteuer dasselbe.

Trede Aline (G, BE): Wir sprechen in diesem Block vor allem über zwei Dinge. Das eine ist der Vollzug der Vorschriften über die Ergänzungssteuer. Hier wird die Mehrheit der grünen Fraktion die Minderheit Birrer-Heimo unterstützen. Eine zentrale Stelle vereinfacht unserer Meinung nach die Erhebung der Ergänzungssteuer, insbesondere weil die international tätigen Unternehmen in den meisten Fällen in mehreren Kantonen Niederlassungen haben. Ein System mit einem Lead-Kanton wäre aus unserer Sicht nicht einfacher, insbesondere dann, wenn in jedem Kanton das Know-how zur Ergänzungssteuer erarbeitet werden müsste. Eine Minderheit der Fraktion will jedoch beim heutigen System bleiben, in dem die Unternehmen für alle Steuerbelange eine Ansprechperson in ihrem Kanton haben. Diese kurzen Wege werden von den Unternehmen als attraktiver Standortvorteil genannt. Es ist natürlich einfacher, direkter und unbürokratischer.

Das andere ist die Aufteilung des Rohertrags der Ergänzungssteuer. Wir haben jetzt bereits viel darüber gehört, es ist ja auch ein ziemlicher Basar, der hier eröffnet wurde. Allen ist klar, dass wir diese Mindeststeuer umsetzen wollen, weil es ein wichtiges Instrument zur Begrenzung des globalen und des interkantonalen Tiefsteuerwettbewerbs ist.

Für die Grünen ist allerdings klar, dass die steuerlichen Zusatzeinnahmen dem Bund zukommen müssen. Sie sehen das vor allem am Minderheitsantrag VI (Glättli): 100 Prozent für den Bund, 0 Prozent für die Kantone. Dadurch kann unserer Meinung nach verhindert werden, dass einzelne Kantone die Idee einer globalen Mindeststeuer durch die Kompensationsmassnahmen und immer neue Steuerprivilegien untergraben würden. Statt dass es neue Standortprivilegien für Grossunternehmen gibt, müssen die Zusatzeinnahmen in die Bewältigung von grossen gesellschaftlichen und

AB 2022 N 2066 / BO 2022 N 2066

wirtschaftlichen Herausforderungen fliessen, davon gibt es momentan genug. Das erreichen wir aber nicht, wenn die Gelder bei wenigen Kantonen bleiben und sich dort konzentrieren.

Es ist eine Verteilungsfrage. Nach dem Entwurf des Bundesrates würden sich 75 Prozent der Mehreinnahmen in vier Kantonen konzentrieren: Aargau, Basel-Stadt, Zug und Zürich. Das ist verteilungspolitisch aus unserer Sicht völlig falsch, denn es heizt den interkantonalen Steuerwettbewerb noch stärker an, und es wird den Stimmbürgerinnen und Stimmbürgern im nächsten Juni sehr schwer zu erklären sein, warum wenige Geberkantone einen Grossteil der Einnahmen erhalten sollen. Wir sind doch immerhin ein Land.

Wir unterstützen die beiden Minderheitsanträge I (Badran Jacqueline) und II (Ryser). Die Minderheit I will, dass wir die finanziellen Mittel für Kitas und familienexterne Kinderbetreuung einsetzen. Die Minderheit II will die Individualbesteuerung und die Förderung inländischer Arbeitskräfte finanzieren. Beide Anträge finden Sie bei den Übergangsbestimmungen. Es sind konkrete Anträge zur Frage, wo das Geld gut eingesetzt werden kann.

Mit einem höheren Bundesanteil haben wir die Chance, die Schweiz als attraktiven Wirtschaftsstandort zu fördern und einen Teil der Aufgaben in der Klima- und Sozialpolitik zu finanzieren.

Maurer Ueli, Bundesrat: Ich möchte vorab noch einmal erklären, wie der Kompromiss zustande gekommen ist. Wir haben während rund zwei Jahren mit den Kantonen, mit dem Städteverband, mit dem Gemeindeverband und mit Unternehmen alle möglichen Lösungen besprochen. Alles, was wir heute diskutiert haben, haben wir in diesem Kreis während vieler Sitzungen auch besprochen. Was klar ist: Es braucht am Schluss einen Kompromiss zwischen all diesen Anspruchsgruppen. Die Frage ist einfach, wo dieser Kompromiss liegt. Wir sind zum Schluss gekommen, dass er eben dort liegt, wo er nun ist.

Jetzt sprechen wir von den Kantonen. Aber die Kantone bestehen ja nicht nur aus einigen Regierungen, sondern sie bestehen aus 26 kantonalen Parlamenten. Diese 26 kantonalen Parlamente müssen es dann ebenfalls noch umsetzen und Lösungen finden. Ich bin der Meinung – gerade aufgrund der Erfahrungen, die wir bei Steuervorlagen gemacht haben –, dass es zentral und wichtig ist, dass wir versuchen, mit den Kantonen, die betroffen sind, eine Lösung zu finden. Hier betrifft es insbesondere auch die Städte und Gemeinden. Ein Kompromiss, der sorgfältig erarbeitet wurde, sollte nicht leichtsinnig infrage gestellt werden. Das einmal vorab. Ich komme jetzt zu den Minderheitsanträgen. Der Minderheitsantrag Birrer-Heimo will bei Artikel 197 Ziffer 15 Absatz 5 den Vollzug durch die Eidgenössische Steuerverwaltung, mit der Begründung, das sei einfacher. Einmal ist festzuhalten, dass die Kantone diese Veranlagung machen möchten, weil es einfacher ist. Die Kantone erheben ohnehin bei den Unternehmen Steuern. Der Bund muss zuerst mit den Kantonen feststellen,



wie man das gemacht hat, und dann eine Differenz erheben. Es ist einfacher, wenn die Steuererhebung an einer Stelle, zu der die entsprechende Firma immer Kontakt hat, erfolgt und es dann auf Stufe Bund koordiniert wird. Das, was wir vorschlagen, ist nicht einfach, aber einfacher als die Lösung der Minderheit Birrer-Heimo, mit der es Mehraufwand und Intransparenz gibt – und wir kommen überhaupt nicht zu zusätzlichen Daten. Ob wir hier von 2000 Firmen zusätzlich etwas wissen, weil wir eine Direkterhebung machen, oder ob uns in diesen Fällen die Kantone etwas zustellen, spielt keine Rolle. Ich bitte Sie also im Sinne der Einfachheit und der Übereinstimmung mit den Kantonen, den Antrag der Minderheit Birrer-Heimo zu Artikel 197 Ziffer 15 Absatz 5 abzulehnen.

Jetzt komme ich zur Hauptfrage dieses Geschäftes: Wie werden die Mittel verteilt? In der Diskussion stelle ich fest, dass offenbar alle das Gefühl haben, es werde sich gar nichts ändern, 2027 sei alles noch genau so, wie es heute der Fall ist. Das ist eine ganz grosse Täuschung, das müssen wir einfach festhalten. Denn der internationale Standortwettbewerb ist längst entbrannt. Auch in anderen Ländern befasst man sich seit Monaten oder Jahren mit den Folgen und arbeitet an der Standortverbesserung. Einfach zu glauben, 2027 sei alles noch genau gleich wie heute, ist ein Irrglaube. Dieser Irrglaube ist tatsächlich gefährlich.

Ich bin viermal im Jahr bei der G-20, bei den ganz grossen Ländern. Dort werden wir dann regelmässig auch von den ganz grossen internationalen Steueragenturen bearbeitet. Da wird um jeden Standort, um jede Firma gekämpft, und es werden entsprechende Angebote unterbreitet. Das findet dann eben, wie schon gesagt, nicht mehr bei den Steuern statt, sondern im ganzen Bereich, in dem die Schweiz nicht mithalten kann. Hier wird sich also sehr viel verändern. Daher wäre es völlig falsch anzunehmen, es bliebe dann so und wir könnten das dann einfach irgendwo abholen. Es wird sich viel verändern. Es ist möglich, dass Firmen Aktivitäten verlagern, den Standort Schweiz verlassen. Es ist aber auch möglich, dass andere kommen. Es ist nichts ausgeschlossen. Aber zu glauben, es bleibe einfach so und alle würden warten und nichts unternehmen, ist ganz sicher falsch. Damit sind wir auch bei den Daten. Wir hätten auch lieber bessere Daten. Aber die Daten hängen davon ab, wie 2000 Verwaltungsräte weltweit Entscheide über Firmenaktivitäten, über Sitzverlagerungen treffen. Das wirkt sich dann in vier, fünf Jahren aus, wenn diese Steuern entsprechend implementiert sind. Die allerwenigsten Firmen sind in der Schweiz. Sie sind in den USA, sie sind im übrigen Europa. Sie werden entscheiden, welche Aktivitäten wo sind. Deshalb werden sich diese Daten noch einmal verändern. Es ist nicht möglich, eine zuverlässige Schätzung zu machen. Wir gehen in der Botschaft denn auch von möglichen Mehreinnahmen von 1 bis 2,5 Milliarden Franken aus. Das ist so die ganz grosse Spannbreite. Es hängt aber natürlich davon ab, wie sich das internationale Wettbewerbsumfeld entwickelt und wie es dann weitergeht.

Jetzt zu den Anträgen: Wahrscheinlich der schlechteste Antrag ist der Antrag der Mehrheit Ihrer Kommission, die ein 50/50-Verhältnis und einen Deckel vorsieht. Die Vorlage basiert ja auf einem Kompromiss, und dieser Kompromiss basiert wiederum auf Solidarität zwischen den Kantonen und der Bereitschaft, die Finanzierung der Vorlage entsprechend mitzutragen. Wenn Sie hier eine Lex Zug, eine Lex Basel oder vielleicht eine Lex Vaud oder irgendetwas machen, dann bricht diese Solidarität auseinander; das ist klar. Dann machen diese Kantone eigene Gesetzgebungen, die nicht im Interesse der Schweiz und nicht im Interesse derjenigen sind, die diesen Antrag stellen. Sie lassen die Solidarität auseinanderbrechen. Das ist in der Steuerpolitik gefährlich. Natürlich haben wir unterschiedliche Steuersätze. Mit dem Finanzausgleich und all diesen Mitteln haben wir aber doch eine gewisse Solidarität. Der Antrag der Mehrheit ist genau wie jener der Minderheit I: Er ist erstens kompliziert und wird zweitens in diesen Kantonen zu Sonderlösungen führen. Ich könnte mir vorstellen, dass diese Kantone einfach ein Steuergesetz erlassen, wonach über alles 15 Prozent erhoben wird. Dann müssen sie gar nichts dem Bund abliefern. Sie haben dann einiges mehr im eigenen Sack, als wenn sie mit dem Bund solidarisch sind. Das gilt es zu vermeiden.

Aus dieser Sicht würde ich die Anträge der Mehrheit und der Minderheit I einmal ausschliessen. Sie destabilisieren das System. Sie geben nicht mehr Sicherheit und führen nicht zu einer gerechten Verteilung, wie Sie das erhoffen, sondern führen dazu, dass die ganze Solidarität auseinanderfällt und der Wettbewerb erst recht losgeht.

Wir müssen uns also darüber unterhalten, ob der Antrag der Minderheit II oder jener der Minderheit III vorzuziehen ist. Die Minderheit II fordert ein 50/50-Verhältnis ohne weitere Bedingungen. Die Minderheit III fordert ein Verhältnis von 25/75. Das ist die Lösung, die die Kantone und auch die Städte und Gemeinden bevorzugen. Herr Aeschi hat die Briefe, die in den letzten Tagen eingetroffen sind, noch einmal vorgelesen. Die Kantone fordern uns auf, bei der Lösung 25/75 zu bleiben. Weshalb ist das für die meisten Kantone die bessere Lösung? Das hängt mit dem Finanzausgleich zusammen. Je mehr bei den Kantonen bleibt, desto mehr wird diesen mit dem Finanzausgleich wieder abgeschöpft. Und je mehr die Kantone in den Finanzausgleich bezahlen, desto mehr muss auch der Bund in den Finanzausgleich bezahlen.



AB 2022 N 2067 / BO 2022 N 2067

Das heisst, je höher der Kantonsanteil ist, desto grösser ist die direkte Umverteilung von den Geber- zu den Nehmerkantonen. Das ist das, was die Kantone und auch die Städte und Gemeinden nach dem Motto "Lieber den Spatz in der Hand als die Taube auf dem Dach" interessiert hat. Denn die Kantone haben in den Gesprächen dem Bund nicht getraut. Wenn alles zum Bund geht, dann wird es einfach verteilt und es versickert. Wenn es aber über den Finanzausgleich umgelagert wird, dann können auch die Nehmerkantone davon ausgehen, dass etwas direkt fliesst. Das spricht für die Lösung mit 25 und 75 Prozent. Wir brauchen ja die Solidarität und die Zustimmung der Kantone.

Beim Verhältnis 50/50 findet diese Umverteilung weniger statt. Denn die Kantone bezahlen dann weniger in den Finanzausgleich. Auch der Bund muss dann weniger bezahlen. Die direkte Verteilung von Geber- zu Nehmerkantonen wird dann kleiner, und es bleibt etwas mehr beim Bund. Aber überschätzen Sie diese Beträge nicht. Es sind dann, wenn es gut geht, vielleicht 300 oder 400 Millionen Franken mehr beim Bund, und damit können wir einfach nicht viel anfangen. Dieses Zusammenspiel im Finanzausgleich, die direkte Verteilung von Geber- zu Nehmerkantonen, stärkt die Solidarität unter den Kantonen. Daher ist man in der Beratung mit den Kantonen zur Lösung 25/75 gekommen, und dieses Verhältnis wird von den Kantonen auch jetzt noch nachdrücklich gefordert.

Ich würde Sie also im Sinne der langen Diskussionen, die wir geführt haben, bitten, bei dieser Lösung zu bleiben, weil die Umverteilung von Geber- zu Nehmerkantonen direkt und klar funktioniert. Sonst kommt das Geld zum Bund, und dann haben die Nehmerkantone eben weniger davon.

Wir müssen auch sehen: Die Kantone, die mehr einnehmen, laufen auch Gefahr, dass sie allenfalls Arbeitsplätze verlieren oder dass Aktivitäten umgelagert werden. Eine Firma, die jetzt in einem guten Kanton ist – nehmen wir Basel-Stadt –, geht, wenn sie dort keine guten Bedingungen mehr hat, nicht in den Kanton Jura oder in den Kanton Aargau. Vielmehr liegt der Konkurrenzstandort dann vielleicht in Singapur oder was weiss ich wo. Denn diese Firmen sind eben schon in vierzig, fünfzig Ländern, sie können relativ problemlos umlagern. Daher ist die Lösung der Minderheit III hier die beste.

Alles zum Bund: Herr Glättli, der das möchte, hat gesagt, er hätte etwas romantische Vorstellungen von der Schweiz. Ich habe sie auch, aber in Bezug auf Steuern überhaupt nicht. Die Besteuerung ist ein knallhartes Wettbewerbsgeschäft, das weltweit funktioniert. Da nützen romantische Vorstellungen bei uns nichts. Am Schluss zählt, was wir in der Kasse haben und für unsere Aufgaben einsetzen können.

Ich bitte Sie also, der Minderheit III (Walti Beat) und damit dem Beschluss des Ständerates und dem Entwurf des Bundesrates zuzustimmen. Ich bin überzeugt, dass das der bestmögliche Kompromiss ist, den wir hier schliessen können. Er kommt eben auch den Kantonen zugute. Es ist nicht so, wie argumentiert wurde, dass eine 50/50-Aufteilung den Kantonen mehr hilft. Dieser Überzeugung bin ich nicht, und die Kantone sind es eben auch nicht. Das ist zu berücksichtigen. Die Kantone fordern eine Aufteilung von 25 Prozent für den Bund und 75 Prozent für die Kantone.

Damit komme ich noch zu den weiteren Minderheiten. Wir haben die Minderheit V (Müller Leo). Hier geht es um eine Ergänzung zur Verteilung an die Gemeinden. Ich würde Ihnen empfehlen, dem nicht zuzustimmen. Denn hier greifen Sie eigentlich in die Hoheit der Kantone ein und schreiben den Kantonen vor, wie sie die Mittel zu verteilen haben. Das entspricht einfach nicht unserer Vorstellung vom Umgang mit den Steuern. Deshalb bitte ich Sie, das abzulehnen.

Dann haben wir die Minderheit I (Badran Jacqueline) und die Minderheit II (Ryser). Sie möchten die Mittel, die schlussendlich vielleicht in der Bundeskasse bleiben, gezielter verwenden, als es die Lösung vorsieht, die wir möchten. Wir haben bewusst eine offene Formulierung gewählt, damit wir auch im Verlauf der Entwicklung auf entsprechende Bedürfnisse eingehen können. Frau Ryser argumentiert insbesondere mit der Individualbesteuerung. Ich kann sie darauf aufmerksam machen, dass die Vernehmlassungsvorlage zur Individualbesteuerung diese Woche gestartet wurde. Sie werden also noch im Laufe des nächsten Jahres eine Botschaft dazu erhalten. Die entsprechende Vorlage wird, sofern diese Änderung – was ich hoffe – endlich einmal durchgeht, längst in Kraft sein, bevor die Verordnungen zur Vorlage hier in Kraft sind. Die Vorlage zur Individualbesteuerung läuft also.

Was die Verbilligung der familienexternen Kinderbetreuung betrifft, so ist dazu eine parlamentarische Initiative unterwegs. Bis diese Vorlage hier dann einmal in Kraft ist und allfällige Gelder fliessen, dürfte also auch dieses Problem anders gelöst sein.

Wir haben ganz bewusst eine offene Formulierung gewählt, nämlich zur "Förderung der Standortattraktivität". Diese Formulierung lässt auch Spielraum, auf die Bedürfnisse, die wir dann in fünf Jahren haben, einzugehen. Da ist es sicher besser, Geld für die Themen Digitalisierung, Fachkräftemangel usw. vorzusehen. Ich würde Sie



hier also bitten, die beiden Minderheitsanträge abzulehnen, die spezifisch auf Dinge ausgerichtet sind, die wir dann wahrscheinlich über eine Spezialgesetzgebung bereits gelöst haben, und Offenheit für die Umsetzung zu geben.

Zusammengefasst: Lehnen Sie die Minderheitsanträge ab und kommen Sie beim offensichtlichen Hauptthema, der Verteilung der Mittel, die wir gar nicht haben, auf den bestmöglichen Kompromiss zurück, nämlich den Kompromiss der Minderheit III (Walti Beat), die beantragt, dem Ständerat und damit auch dem Bundesrat zu folgen.

Wermuth Cédric (S, AG): Besten Dank, Herr Bundesrat. Ich habe eine Frage. Ein Punkt in Ihrer Argumentation scheint mir nicht sehr kohärent zu sein. Wir haben jetzt während zweier Tage den Bundeshaushalt besprochen, und bei allen Erhöhungsanträgen – auch bei Kleinstbeträgen – haben Sie darauf verwiesen, wie eng der Spielraum im Bundeshaushalt in den nächsten Jahren sein wird. Das haben Sie auch in den Wochen vor dieser Debatte ausgeführt, beispielsweise mit dem Vorschlag, die Abschaffung der Industriezölle zu verschieben; das ist etwa in der finanziellen Grössenordnung wie das, was Sie bei der 50/50-Lösung für den Bund erwarten würden. Ich habe Mühe mit Ihrer Aussage, 300, 400, 500, 600 Millionen Franken seien in diesem Moment wenig für den Bund. Finden Sie nicht auch, dass das nicht sehr kohärent ist?

Maurer Ueli, Bundesrat: Doch, das geht schon auf. Wir sprechen jetzt von den Finanzplänen 2024, 2025 und 2026, und dort haben wir keine Lösungen. Wenn hier Mittel kommen, dann kommen sie erst 2027, also nach dieser kritischen Phase, und das müssen wir dann neu beurteilen.

Wir haben in unserem föderalistischen System einfach das Zusammenspiel zwischen den Gemeinden, den Städten, den Kantonen und dem Bund zu berücksichtigen. Hier geht es darum, einen Kompromiss zu finden, denn die Städte werden möglicherweise Steuerausfälle haben und um Arbeitsplätze kämpfen müssen. Auch die Kantone kämpfen um Arbeitsplätze, und sie brauchen gewisse Mittel, die sie entsprechend einsetzen können. Es ist also eine Güterabwägung. Ich bekenne mich zu unserem föderalistischen System und bin eigentlich überzeugt, dass die Kantone die Mittel so einsetzen, dass sie letztlich auch den Interessen des Bundes dienen; das haben sie in der Vergangenheit bewiesen. Die Kantone sind näher an den Herausforderungen, die sich hier zeigen, als wir beim Bund. Bei dieser Güterabwägung komme ich zum Schluss, dass die Anliegen der Kantone, Städte und Gemeinden angemessen zu berücksichtigen sind.

Birrer-Heimo Prisca (S, LU): Herr Bundesrat, Sie haben schon vorhin beim Eintreten und jetzt wieder bei Block 2 mehrmals auf den Finanzausgleich hingewiesen und es so dargestellt, als wären diese Steuerdisparitäten jetzt nicht das Problem, oder zumindest so, als würden diese nicht zunehmen. Es gibt im Geschäftsbericht 2021 Legislaturindikatoren, gute übrigens, bei einem davon lautet das Ziel: "Der Finanzausgleich trägt dazu bei, dass die Ungleichheiten zwischen den Kantonen so gering wie möglich ausfallen." Sie haben das dann ausgewertet und festgestellt, dass sie zunehmen. Der Index geht weiter hoch, die Disparitäten nach dem

AB 2022 N 2068 / BO 2022 N 2068

Ressourcenausgleich nehmen zu. Wie kommen Sie dazu, hier immer wieder zu behaupten, dass es ausgeglichen werde, nachdem Sie selber bei den Indikatoren aufgezeigt haben, dass es anders ist?

Maurer Ueli, Bundesrat: Gerade weil das so ist, müssten Sie bei der 25/75-Aufteilung bleiben, weil dann im Ressourcenausgleich die Umverteilungswirkung zugunsten der ressourcenschwachen Kantone grösser wird. Die starken Kantone bezahlen dann mehr in den Finanzausgleich ein, der Bund auch, und dieses Geld fliesst direkt zu den schwachen Kantonen. Die Disparitäten nehmen folglich also ab.

Prelicz-Huber Katharina (G, ZH): Danke für die Ausführungen. Herr Bundesrat, Sie haben erwähnt, dass der Steuerwettbewerb international voll am Laufen sei und dass es Dinge gebe, bei welchen die Schweiz nicht mehr mitziehen könne. Leider haben Sie nicht ausgeführt, was das ist. Können Sie das noch ausführen?

Maurer Ueli, Bundesrat: Es wäre zu präzisieren: Nicht der Steuerwettbewerb ist in vollem Gange, sondern der Standortwettbewerb.

Wie legen sich andere Länder ins Zeug? Sie tun es beispielsweise mit sehr günstigem Bauland, das praktisch gratis zur Verfügung gestellt wird. Das haben wir nicht, wir haben ausserordentlich teures Bauland. Sie tun es mit Direktsubventionen. Wir haben keine Rechtsgrundlage, um eine Firma direkt zu unterstützen. Andere Länder machen das. Ich habe selbst CEO getroffen, die sagen: Ich erhalte in den USA in zehn Jahren vier Milliarden als direkte Subvention, was bezahlt ihr? Das sind zwei solche Beispiele. In diesen Bereichen können wir nicht mitbieten. Es entspricht nicht unserer Kultur, dass wir Unternehmen direkt finanzieren. Wir haben



kein Bauland zu verschenken, auch die Kantone nicht. Der Wettbewerb wird sich einfach von den Steuern auf Bereiche verlagern, in denen wir nichts Gleichwertiges zu bieten haben. Ich möchte aber auch nicht den Teufel an die Wand malen. Nicht jede Firma wird sich das ansehen und ihre Sachen packen, aber der Wettbewerb wird härter, und die Gefahr, dass die Schweiz hier zusätzlich an Wettbewerbsfähigkeit verliert, ist einfach gegeben.

Ritter Markus (M-E, SG): Ich habe eine ganz einfache Frage, die für mich persönlich aber eine Kernfrage ist: Herr Bundesrat, sind Sie der Meinung, dass wir am 18. Juni 2023 die Volksabstimmung zu dieser Verfassungsänderung gewinnen sollten?

Maurer Ueli, Bundesrat: Natürlich müssen wir diese Volksabstimmung gewinnen. Und dann stellt sich Ihre Frage betreffend 50/50 bzw. 25/75. Ich weiss nicht, ob diese Frage so entscheidend ist, aber mit der Variante 25/75 würden Sie gegen den Kompromiss mit den Kantonen, Städten und Gemeinden verstossen. Diesen Kompromiss muss ich vertreten, und ich vertrete ihn mit Überzeugung! Meines Wissens haben wir während zweier Jahre sicher zwanzig Sitzungen oder so abgehalten und über diese Frage diskutiert. In unserer föderalen Struktur würde ich mich davor hüten, einen sorgfältig erarbeiteten Kompromiss einfach so auf den Kopf zu stellen. Ich bin bereit, diesen Kompromiss zu verteidigen, weil ich meine, dass er, nach den langen Diskussionen, der vernünftigste ist.

Badran Jacqueline (S, ZH): Geschätzter Herr Bundesrat Maurer, geben Sie zu, dass von 24 Kantonen deren 17 mit der 50/50-Aufteilung und einem Deckel deutlich mehr bekommen würden als mit der 75/25-Aufteilung, dass der Bund damit doppelt so viele Einnahmen hätte – nämlich 800 statt 400 Millionen Franken – und dass diese Lösung im Sinne des Föderalismus eigentlich die ausgewogenere wäre?

Maurer Ueli, Bundesrat: Nein, Ihre Rechnung stimmt wahrscheinlich nicht. Denn es sind nicht nur wenige Kantone, die solche Veranlagungen haben. Wir gehen davon aus, dass etwa zwanzig Kantone zu leicht höheren Steuereinnahmen kommen, weil auch sie Firmen haben, Niederlassungen von grossen Konzernen, die jetzt mit weniger als 15 Prozent besteuert werden. Die Rechnung stimmt also wahrscheinlich nicht ganz, so wie Sie sie aufgeführt haben. Aber noch einmal: Je besser es den Kantonen geht, desto besser geht es der Schweiz. Es nützt der Schweiz nichts, wenn es dem Kanton Zug oder dem Kanton Basel-Stadt schlechter geht. Dann geht es allen schlechter.

Michaud Gigon Sophie (G, VD), pour la commission: Dans notre pays, la réponse a souvent été une baisse fiscale pour attirer les entreprises. Dans la compétition internationale, cette réponse devient moins possible. La manière de rendre la Suisse attractive, s'il n'y a plus le levier fiscal, est au coeur des réponses que la Confédération et les cantons doivent apporter. S'il y a une harmonisation fiscale entre les pays du Nord, les leviers se situent ailleurs pour maintenir l'attrait de chaque pays. On glisse ainsi d'une concurrence fiscale à une concurrence hors impôts.

Nous traitons donc dans ce bloc des alinéas 5 à 8 de l'article 197 chiffre 15 de la Constitution fédérale. Le Conseil des Etats a apporté peu de modifications au projet gouvernemental; la commission de notre conseil propose, elle, davantage de changements, comme vous l'avez entendu lors de la présentation des minorités. Il y a d'abord la répartition du produit brut de l'impôt complémentaire. Notre commission a reçu le corapport de la Commission des finances de notre conseil. A l'unanimité, la commission soutient le projet, estimant que la Suisse doit emboîter le pas aux 140 Etats qui ont déclaré vouloir mettre en oeuvre cette réforme fiscale. Toutefois, elle propose à la Commission de l'économie et des redevances de notre conseil, par 12 voix contre 9 et 1 abstention, que l'éventuel produit de l'impôt complémentaire soit réparti à parts égales entre la Confédération et les cantons. Compte tenu de l'assombrissement des perspectives budgétaires de la Confédération ces prochaines années et des nombreuses dépenses supplémentaires que la Confédération a endossées dans le cadre des crises actuelles, il paraît évident à la majorité de la commission que la Confédération reçoive la moitié de l'impôt complémentaire. Ainsi, davantage de moyens seront disponibles pour la promotion, à l'échelle nationale, de la place économique suisse.

Comme au Conseil des Etats, la question de la répartition des recettes supplémentaires prévues entre la Confédération et les cantons a nécessité des discussions approfondies. Par 13 voix contre 12, la Commission de l'économie et des redevances propose de répartir ces recettes brutes pour moitié entre la Confédération et les cantons, tout en précisant que la part d'un canton à l'impôt complémentaire n'excèdera pas 400 francs par habitant et habitant et que le surplus sera réparti de façon égale entre les autres cantons. La majorité veut ainsi éviter que l'écart se creuse encore davantage entre les cantons pratiquant de faibles taux d'imposition et



ceux à forte fiscalité. Elle estime par ailleurs que cette solution permettra au projet d'être mieux accepté par la population, le surplus étant réparti entre tous les cantons équitablement ou en fonction des mesures visant l'attractivité de la Suisse dans son ensemble.

Si un canton, siège de nombreuses multinationales, prévoit d'accorder une allocation pour fréquenter une école privée aux cadres expatriés des multinationales, comment cette mesure sera-t-elle comprise par la population lors de la votation? C'est ce genre de questions qui nous a occupés. On a vu que les cadeaux fiscaux avaient de la peine à être soutenus par le peuple.

Pour la majorité de la commission, ce défi autour de l'attractivité de la place économique suisse doit être pensé dans son ensemble. De nouvelles recettes – cette fois de cuisine et non financières – doivent être créées au niveau fédéral, avec la connaissance de chaque canton, mais avec la capacité de dépasser les frontières cantonales. Cette nouvelle manière de penser est le défi que doit relever notre pays. La Confédération doit ici prendre une grosse part de responsabilité dans une réforme qui est internationale et dont le noeud est l'attractivité de la Suisse et la concurrence internationale.

AB 2022 N 2069 / BO 2022 N 2069

A l'instar du Conseil fédéral et du Conseil des Etats, une forte minorité de la commission souhaite que 75 pour cent des recettes fiscales supplémentaires reviennent aux cantons, ce qui offrirait davantage de marge de manoeuvre à certains cantons particulièrement concernés.

La commission a en outre rejeté, par 15 voix contre 10, la proposition visant à ce que l'ensemble de l'impôt complémentaire revienne aux cantons, c'est la proposition défendue par la minorité IV (Martullo). Elle a également rejeté, par 18 voix contre 4, la proposition visant à ce que l'ensemble de l'impôt complémentaire revienne à la Confédération, c'est la proposition défendue par la minorité VI (Glättli). Les autres propositions de minorité sont des précisions sur la répartition de cette part complémentaire entre cantons. La procédure de vote est complexe sur ce point et suivra celle de notre commission.

A l'article 197 chiffre 15 alinéa 6, la majorité s'oppose à l'idée de régler de manière plus détaillée la façon dont les cantons doivent répartir leurs recettes complémentaires entre les communes et souhaite maintenir la formulation selon laquelle les cantons "tiennent compte des communes de manière appropriée". La minorité V (Müller Leo) permet au contraire de préciser ce point, vous l'avez entendu.

Les dispositions transitoires, qui seront caduques à l'entrée en vigueur de la loi, s'inspirent des lignes directrices de l'OCDE. Ainsi, à l'article 197 chiffre 15, les bénéfices et les pertes des activités de transport maritime international ne sont pas pris en compte dans cette réforme de l'OCDE. Ce point vous a peut-être interpellés. Le projet du Conseil fédéral suit ici les principes de l'OCDE.

Concernant l'exécution des dispositions régissant l'impôt complémentaire, soit l'article 197 chiffre 15 alinéa 5, à l'image de la Commission des finances du Conseil national, la commission s'oppose, par 15 voix contre 9 et 1 abstention, à ce que l'impôt complémentaire soit perçu par l'Administration fédérale des contributions; c'est la proposition défendue par la minorité Birrer-Heimo. Cette proposition soutient que, en centralisant, on sera plus efficace et que cela permettra un meilleur accès à des données que la Confédération a de la peine à obtenir – on l'a constaté dans cette réforme. L'administration rappelle ici que les entreprises privilégient les contacts établis avec les fonctionnaires cantonaux et qu'un canton leader pourra être désigné par un groupe d'entreprises.

Par ailleurs, le Conseil fédéral confirme que la transmission de données fiscales devra, quoi qu'il en soit, être améliorée, afin que le Parlement ait des informations plus solides au moment du traitement de la loi.

Quant à l'affectation de cet impôt complémentaire, à l'article 197 chiffre 15 alinéa 8, il est clair, pour la commission, que cet argent doit retourner à la place économique dans son ensemble. Encore faut-il se mettre d'accord sur la signification de cela.

Les deux propositions de minorité vont d'un soutien à la main-d'oeuvre indigène et à l'accueil extra-familial des enfants – minorité I (Badran Jacqueline) – à l'imposition individuelle et à un soutien à la main-d'oeuvre indigène – minorité II (Ryser).

La majorité préfère s'en tenir à la version du Conseil fédéral, à savoir "la Confédération affecte sa part du produit brut de l'impôt complémentaire à la promotion de l'attrait économique de la Suisse", sans détailler davantage ce que cela signifie finalement, ce qui permet d'offrir plus de latitude.

Au vote sur l'ensemble, la commission a adopté la nouvelle base constitutionnelle par 13 voix contre 6 et 6 abstentions.

Landolt Martin (M-E, GL), für die Kommission: Wir diskutieren in Block 2 die Absätze 5 bis 8 von Artikel 197 Ziffer 15 der Bundesverfassung. In Absatz 5 stellt die Minderheit Birrer-Heimo die Frage nach dem Vollzug



der neuen Ergänzungssteuer. Bundesrat, Ständerat und die Mehrheit Ihrer Kommission wollen, dass die neue Steuer von den Kantonen eingezogen wird. Das ist aufgrund der Komplexität nicht als autonomer kantonaler Vollzug zu verstehen, sondern als Zusammenarbeit zwischen Bund und Kantonen. Diese Zusammenarbeit wird in der Verordnung noch im Detail zu regeln sein.

Es ist aber, nicht zuletzt auch aus Sicht der betroffenen Unternehmen, festzustellen, dass die Kantone einerseits das Know-how haben und andererseits näher bei den Unternehmen sind. Es wäre nun nicht wahnsinnig kundenfreundlich, hier noch eine zweite Kontaktschiene auf Bundesebene zu etablieren. Auch das ist ein Element der Standortattraktivität, auf welches nicht verzichtet werden soll. Die Mehrheit Ihrer Kommission möchte deshalb am Konzept von Bundesrat und Ständerat festhalten. Der Entscheid fiel mit 15 zu 9 Stimmen bei 1 Enthaltung.

Bei Absatz 6 finden Sie nun mit sechs Minderheitsanträgen und dem Antrag der Mehrheit insgesamt sieben verschiedene Ideen, wie die zusätzlichen Steuereinnahmen zwischen Bund und Kantonen aufgeteilt werden sollen. Bundesrat und Ständerat bevorzugen 75 Prozent für die Kantone und 25 Prozent für den Bund. Diese Lösung finden Sie auch im Antrag der Minderheit III (Walti Beat). Die Minderheit IV (Martullo) möchte sämtliche Zusatzeinnahmen bei den Kantonen belassen. Die Minderheit VI (Glättli) möchte sämtliche Zusatzeinnahmen dem Bund zukommen lassen. *(Glocke des Präsidenten)* Sie müssen mich nicht so vorwurfsvoll anschauen, das war nicht meine Glocke. Der Präsident hat geläutet. *(Heiterkeit; Zwischenruf des Präsidenten: Genau, damit alle Sie auch hören, Herr Landolt. Sie können weiterfahren.)* Danke.

Damit komme ich zur Mehrheit. Die Mehrheit sowie die Minderheiten I (Grossen Jürg) und II (Feller) beantragen, dass die Kantone jeweils 50 Prozent der Einnahmen erhalten. Die Minderheit I sowie die Kommissionsmehrheit verbinden dies mit weiteren Kriterien. Die Minderheit V (Müller Leo) möchte den Kantonen vorgeben, dass bei der kantonsinternen Verteilung auch die Gemeinden berücksichtigt werden, so wie dies heute schon bei den Gewinnsteuereinnahmen der Fall ist. Das ist allerdings ein eigenständiges komplementäres Konzept, das bei verschiedenen Modellen funktionieren würde. Dies mal als Auslegeordnung.

Vorweg ist aber auch zu erwähnen, dass Ihre Kommission einen Mitbericht Ihrer Finanzkommission erhalten hat. Diese weist auf die düsteren Aussichten für den Bundeshaushalt hin, wie dies auch der Finanzminister in Ausübung seiner Pflicht immer wieder tut. Die Mehrheit der Finanzkommission beantragt deshalb ebenfalls, den Rohertrag der Ergänzungssteuer gleichmässig auf Bund und Kantone zu verteilen. Aufgrund der Krisen der letzten Jahre stünden die Haushalte der Kantone aktuell besser da als derjenige des Bundes, und bereits heute falle je rund die Hälfte der Unternehmenssteuern bei Bund und Kantonen an. Die Standortattraktivität müsse auch auf nationaler Ebene erhöht werden, so Ihre Finanzkommission. Und auch die Mehrheit der WAK-N stellt fest, dass es sich hier um Zusatzeinnahmen handeln wird, zugegebenermassen in unbekannter Höhe. Aber es handelt sich in jedem Fall nicht um Gelder, die die Kantone schon bisher eingenommen haben und die ihnen jetzt quasi zugunsten eines Bundesanteils entzogen würden.

Die grösste Herausforderung rund um die Einführung dieser neuen Mindeststeuer ist nicht die Verteilung der zusätzlichen Einnahmen, sondern die Kompensation der neu entstehenden Wettbewerbsnachteile. Dabei handelt es sich primär um internationale und nicht um interkantonale Nachteile.

Die Mehrheit Ihrer Kommission ist deshalb klar der Meinung, dass im künftigen Standortwettbewerb, der neue Spielregeln präsentieren wird, sich auch der Bund engagieren soll und muss. Um diese Rolle einnehmen zu können, muss er auch adäquat an den Einnahmen partizipieren können. Gleiches gilt für die Kantone, die rund um diese globale Herausforderung neu gemeinsam Antworten finden müssen, und zwar alle Kantone, denn es wird neue Rezepte brauchen, insbesondere weil Steuersenkungen als Option nicht mehr infrage kommen können.

Ihre Kommission betrachtet diesen neuartigen internationalen Standortwettbewerb deshalb gewissermassen als Verbundaufgabe zwischen Bund und Kantonen. Wenn nun die Mehreinnahmen einfach dorthin zurückgeschickt werden, wo

AB 2022 N 2070 / BO 2022 N 2070

sie herkommen, widerspricht dies der Idee einer solchen Verbundaufgabe.

Damit auch die Kantone, und zwar alle Kantone, ihren Beitrag leisten können, will die Mehrheit Ihrer Kommission zusätzlich den Anteil pro Kanton auf 400 Franken pro Kopf beschränken. Das führt zu einer sehr ausgewogenen und aus Sicht der Kommissionsmehrheit gerechteren Verteilung. Eine hälftige Aufteilung mit Deckelung führt gegenüber dem Entwurf des Bundesrates in 16 Kantonen zu Mehreinnahmen. Eine hälftige Aufteilung mit Deckelung führt gegenüber einer hälftigen Aufteilung ohne Deckelung bei 24 Kantonen zu Mehreinnahmen. Deshalb ist die Mehrheit Ihrer Kommission zum Schluss gekommen, dass eine hälftige Aufteilung zwischen Bund und Kantonen mit einer Deckelung die beste Lösung ist. Denn sie trägt eben dieser künftigen



Verbundaufgabe rund um den neuartigen Standortwettbewerb am besten Rechnung. Es ist ein Standortwettbewerb, der sich nicht mehr an Grenzen halten will, schon gar nicht an Kantons Grenzen. Und last, but not least will die Mehrheit Ihrer Kommission der Tatsache Rechnung tragen, dass diese Vorlage einer Volksabstimmung standhalten muss. Dies zur Verteilung der Mittel.

Ich gehe noch kurz auf Absatz 7bis ein. Dort wird festgehalten, dass der Bundesrat innert einer gewissen Frist die Verordnung in ein Gesetz überführen muss. Ihre Kommission hat einstimmig entschieden, dass dies innert sechs Jahren passieren soll. Eine Minderheit Aeschi Thomas möchte dies mit einer Anpassung des Bundesgesetzes über den Finanz- und Lastenausgleich verbinden. Die Mehrheit Ihrer Kommission hält aber fest, dass sich Überprüfungen des Finanz- und Lastenausgleiches am Rhythmus des jeweiligen Wirksamkeitsberichtes orientieren, und möchte von diesem bewährten Verfahren nicht abweichen. Die Kommission hat diesen Minderheitsantrag mit 16 zu 8 Stimmen bei 1 Enthaltung abgelehnt.

Absatz 8 regelt die Verwendung des Rohertrages aus dieser neuen Ergänzungssteuer auf Bundesebene. Die Mehrheit Ihrer Kommission folgt dem Entwurf des Bundesrates und dem Beschluss des Ständerates und will diese Einnahmen für die Standortförderung einsetzen. Die Minderheiten I (Badran Jacqueline) und II (Ryser) möchten dies zusätzlich präzisieren: Die Minderheit I schlägt vor, die Mittel für die Förderung der familienexternen Kinderbetreuung einzusetzen, die Minderheit II favorisiert eine Gegenfinanzierung der Individualbesteuerung sowie Massnahmen gegen den Fachkräftemangel.

Ich komme zum Schluss – es dauert nur noch ein paar Sekunden -: Wir wissen heute noch nicht wirklich, wie hoch die Mittel, über deren Verteilung wir heute diskutieren, sein werden. Für die Mehrheit Ihrer Kommission ist aber klar, dass die Mehreinnahmen in die Standortförderung zu investieren sind, weil diese Mindestbesteuerung der OECD zu Standortnachteilen führen wird. Sich aber heute schon auf konkrete Massnahmen festzulegen, hält die Mehrheit nicht für sinnvoll, dafür sind die künftigen Herausforderungen schlichtweg zu wenig konkret. Es dürfte ratsam sein, hier Spielraum offen zu lassen. In einer Eventualabstimmung hat die Kommission zuerst den Antrag Wermuth dem Antrag Ryser mit 8 zu 6 Stimmen bei 11 Enthaltungen vorgezogen, anschliessend wurde dieser mit 15 zu 9 Stimmen abgelehnt.

In der Gesamtabstimmung hat Ihre Kommission mit 13 zu 6 Stimmen bei 6 Enthaltungen der Vorlage zugestimmt. Ich bitte Sie, dies ebenfalls zu tun und vorher der Mehrheit zu folgen.

Art. 197 Ziff. 15*Antrag der Mehrheit**Abs. 1–5*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Abs. 6

... steht zu 50 Prozent ... zugehörig sind. Der Anteil eines Kantons darf dabei eine Obergrenze von 400 Franken pro Einwohnerin und Einwohner nicht überschreiten. Der überschüssende Betrag wird gleichmässig auf die übrigen Kantone verteilt. Die Kantone berücksichtigen ...

Abs. 7

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Abs. 7bis

Macht der Bundesrat von seiner Kompetenz in Absatz 1 Gebrauch, unterbreitet er dem Parlament innerhalb von sechs Jahren nach Inkrafttreten der Verordnung die gesetzlichen Bestimmungen über die Mindestbesteuerung grosser multinationaler Unternehmensgruppen.

Abs. 8

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit

(Birrer-Heimo, Andrey, Badran Jacqueline, Baumann, Bendahan, Bertschy, Glättli, Grossen Jürg, Wermuth)

Abs. 5

... werden von der Eidgenössischen Steuerverwaltung vollzogen. Die Kantone stellen der Eidgenössischen Steuerverwaltung die für den Vollzug benötigten Daten und Informationen zur Verfügung. Der Bundesrat kann eine Abgeltung für den administrativen Aufwand der Kantone vorsehen.

Antrag der Minderheit I

(Grossen Jürg, Bertschy)

Abs. 6

Der Rohertrag der Ergänzungssteuer steht zu 50 Prozent den Kantonen zu. Der Anteil der Kantone wird



zu zwei Dritteln nach dem Bruttoinlandprodukt und zu einem Drittel nach der Wohnbevölkerung verteilt. Die Kantone ...

Antrag der Minderheit II

(Feller, Gössi, Schneeberger, Walti Beat)

Abs. 6

... steht zu 50 Prozent ... (Rest gemäss Ständerat)

Antrag der Minderheit III

(Walti Beat, Aeschi Thomas, Amaudruz, Burgherr, Dettling, Feller, Friedli Esther, Gössi, Martullo, Matter Thomas, Regazzi, Schneeberger)

Abs. 6

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit IV

(Martullo, Aeschi Thomas, Amaudruz, Burgherr, Dettling, Matter Thomas)

Abs. 6

Der Rohertrag der Ergänzungssteuer steht den Kantonen zu, denen ... (Rest gemäss Ständerat)

Abs. 8

Streichen

Antrag der Minderheit V

(Müller Leo, Andrey, Badran Jacqueline, Baumann, Bendahan, Bertschy, Birrer-Heimo, Grossen Jürg, Imboden, Ryser, Wermuth)

Abs. 6

... angemessen, indem sie eine Verteilung wie bei den Gewinnsteuereinnahmen anwenden. Der Rohertrag ...

Antrag der Minderheit VI

(Glättli, Baumann, Bendahan, Ryser)

Abs. 6, 7

Streichen

Antrag der Minderheit

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Burgherr, Dettling, Gössi, Martullo, Tuena)

Abs. 7bis

... Unternehmensgruppen sowie einer Anpassung des Bundesgesetzes über den Finanz- und Lastenausgleich.

Antrag der Minderheit I

(Badran Jacqueline, Baumann, Bendahan, Bertschy, Birrer-Heimo, Glättli, Grossen Jürg, Michaud Gigon, Ryser, Wermuth)

Abs. 8

... Finanz- und Lastenausgleich, für die Förderung des inländischen Arbeitskräftepotenzials, namentlich die Finanzierung der familienexternen Kinderbetreuung.

AB 2022 N 2071 / BO 2022 N 2071

Antrag der Minderheit II

(Ryser, Baumann, Bendahan, Bertschy, Glättli, Grossen Jürg, Michaud Gigon)

Abs. 8

... den Finanz- und Lastenausgleich und eines Abzugs zur Gegenfinanzierung eines Systemwechsels zur Individualbesteuerung, zur zusätzlichen Förderung der Standortattraktivität der Schweiz. Dabei sollen die Mittel insbesondere zur Förderung des inländischen Fachkräftepotenzials verwendet werden.

Antrag Molina

Abs. 8

Der Bund verwendet seinen Anteil am Rohertrag der Ergänzungssteuer, nach Abzug seiner durch die Ergän-



zungssteuer verursachten Mehrausgaben, hälftig für den Finanz- und Lastenausgleich sowie als zusätzlichen Beitrag zur internationalen Klimafinanzierung zugunsten von Entwicklungsländern.

Art. 197 ch. 15

Proposition de la majorité

Al. 1–5

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Al. 6

... à raison de 50 pour cent aux cantons ... fiscalement. La part cantonale n'excèdera pas 400 francs par habitante et habitant. Le surplus est réparti de façon égale entre les autres cantons. Les cantons ...

Al. 7

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Al. 7bis

Si le Conseil fédéral fait usage de la compétence que lui confère l'alinéa 1, il soumet au Parlement les dispositions légales relatives à l'imposition minimale des grands groupes d'entreprises multinationaux dans un délai de six ans à compter de l'entrée en vigueur de l'ordonnance.

Al. 8

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité

(Birrner-Heimo, Andrey, Badran Jacqueline, Baumann, Bendahan, Bertschy, Glättli, Grossen Jürg, Wermuth)

Al. 5

L'Administration fédérale des contributions exécute les dispositions régissant l'impôt complémentaire. Les cantons mettent à la disposition de l'Administration fédérale des contributions les données et informations nécessaires à cet effet. Le Conseil fédéral peut prévoir une indemnisation afin de couvrir les charges administratives des cantons.

Proposition de la minorité I

(Grossen Jürg, Bertschy)

Al. 6

... à raison de 50 pour cent aux cantons auxquels les entités constitutives sont rattachées fiscalement. La part des cantons est répartie à raison de deux tiers en fonction du produit intérieur brut et d'un tiers en fonction de la population. Les cantons ...

Proposition de la minorité II

(Feller, Gössi, Schneeberger, Walz Beat)

Al. 6

... à raison de 50 pour cent aux cantons ... (Reste selon Conseil des Etats)

Proposition de la minorité III

(Walz Beat, Aeschi Thomas, Amaudruz, Burgherr, Dettling, Feller, Friedli Esther, Gössi, Martullo, Matter Thomas, Regazzi, Schneeberger)

Al. 6

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité IV

(Martullo, Aeschi Thomas, Amaudruz, Burgherr, Dettling, Matter Thomas)

Al. 6

Le produit brut de l'impôt complémentaire revient aux cantons auxquels ... (Reste selon Conseil des Etats)

Al. 8

Biffer

Proposition de la minorité V

(Müller Leo, Andrey, Badran Jacqueline, Baumann, Bendahan, Bertschy, Birrer-Heimo, Grossen Jürg, Imbo-



den, Ryser, Wermuth)

Al. 6

... de manière appropriée en appliquant une répartition comme pour les recettes de l'impôt sur le bénéfice. Le produit brut ...

Proposition de la minorité VI

(Glättli, Baumann, Bendahan, Ryser)

Al. 6, 7

Biffer

Proposition de la minorité

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Burgherr, Dettling, Gössi, Martullo, Tuena)

Al. 7bis

... multinationaux ainsi qu'une modification de la loi fédérale sur la péréquation financière et la compensation des charges dans un délai ...

Proposition de la minorité I

(Badran Jacqueline, Baumann, Bendahan, Bertschy, Birrer-Heimo, Glättli, Grossen Jürg, Michaud Gigon, Ryser, Wermuth)

Al. 8

... de l'impôt complémentaire aux mesures destinées à soutenir le potentiel de main-d'oeuvre indigène et, notamment, à celles concernant le financement de l'accueil extrafamilial.

Proposition de la minorité II

(Ryser, Baumann, Bendahan, Bertschy, Glättli, Grossen Jürg, Michaud Gigon)

Al. 8

... compensation des charges et des financements nécessaires au passage à l'imposition individuelle, la Confédération affecte sa part du produit brut de l'impôt complémentaire à la promotion de l'attrait économique de la Suisse. Ces ressources doivent être affectées en particulier à la promotion du potentiel offert par le personnel indigène qualifié.

Proposition Molina

Al. 8

Après déduction des dépenses supplémentaires induites par l'impôt complémentaire, la Confédération affecte la moitié de sa part du produit brut de l'impôt complémentaire à la péréquation financière et à la compensation des charges. Elle utilise l'autre moitié comme contribution supplémentaire au financement international dans le domaine du climat en faveur des pays en développement.

Abs. 5 – Al. 5

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 22.036/25800)

Für den Antrag der Mehrheit ... 110 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 79 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Abs. 8 – Al. 8

Präsident (Candinas Martin, Präsident): Der Antrag Molina wurde zurückgezogen.

AB 2022 N 2072 / BO 2022 N 2072

Erste Abstimmung – Premier vote

(namentlich – nominatif; 22.036/25801)

Für den Antrag der Minderheit I ... 90 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit II ... 75 Stimmen



(24 Enthaltungen)

Zweite Abstimmung – Deuxième vote

(namentlich – nominatif; 22.036/25803)

Für den Antrag der Mehrheit ... 97 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit I ... 90 Stimmen

(1 Enthaltung)

Abs. 6 – Al. 6

Präsident (Candinas Martin, Präsident): Der Antrag der Minderheit IV (Martullo) wurde zugunsten des Antrages der Minderheit III (Walti Beat) zurückgezogen.

Erste Abstimmung – Premier vote

(namentlich – nominatif; 22.036/25804)

Für den Antrag der Minderheit I ... 97 Stimmen

Für den Antrag der Mehrheit ... 90 Stimmen

(2 Enthaltungen)

Zweite Abstimmung – Deuxième vote

(namentlich – nominatif; 22.036/25805)

Für den Antrag der Minderheit II ... 96 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit I ... 91 Stimmen

(2 Enthaltungen)

Dritte Abstimmung – Troisième vote

(namentlich – nominatif; 22.036/25807)

Für den Antrag der Minderheit II ... 99 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit III ... 89 Stimmen

(1 Enthaltung)

Präsident (Candinas Martin, Präsident): Über den Antrag der Minderheit V (Müller Leo) stimmen wir nach dem Ja/Nein-Prinzip ab.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 22.036/25808)

Für den Antrag der Minderheit V ... 109 Stimmen

Dagegen ... 78 Stimmen

(2 Enthaltungen)

Abs. 6, 7 – Al. 6, 7

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 22.036/25809)

Für den Antrag der Minderheit II/Minderheit V ... 143 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit VI ... 13 Stimmen

(33 Enthaltungen)

Abs. 7bis – Al. 7bis

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 22.036/25810)

Für den Antrag der Mehrheit ... 143 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 46 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Übrige Bestimmungen angenommen

Les autres dispositions sont adoptées



Ziff. II

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Ch. II

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; 22.036/25812)

Für Annahme des Entwurfes ... 127 Stimmen

Dagegen ... 43 Stimmen

(18 Enthaltungen)

Abschreibung – Classement

Antrag des Bundesrates

Abschreiben der parlamentarischen Vorstösse

gemäss Brief an die eidgenössischen Räte

Proposition du Conseil fédéral

Classer les interventions parlementaires

selon lettre aux Chambres fédérales

Angenommen – Adopté